UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

MIGNET

MICHELET, HENRI MARTIN

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

DU MÊME AUTEUR

Format in-8°

SOUVENIRS DU 4 SEPTEMBRE :
— Origine et chute du second Empire. . . . . 1 vol.
— Le Gouvernement de la Défense nationale. . . . 1 —
LE GOUVERNEMENT DE M. THIERS. . . . . 2 —
DIEU, PATRIE, LIBERTÉ . . . . . 1 —
UNE ACADÉMIE SOUS LE DIRECTOIRE. . . . . 1 —
THIERS, GUIZOT, RÉMUSAT. . . . . 1 —

Format grand in-18

SOUVENIRS DU 4 SEPTEMBRE :
— Origine et chute du second Empire. . . . . 1 —
— Le Gouvernement de la Défense nationale. . . . 1 —
LE GOUVERNEMENT DE M. THIERS. . . . . 2 —
DIEU, PATRIE, LIBERTÉ. . . . . 1 —
NOS HOMMES D'ÉTAT. . . . . 1 —

Édition de luxe sur papier vergé à la cuve.

L'AFFAIRE NAYL. . . . . 1 —

PARIS. — IMP. DE LA SOC. DE PUBL. PÉRIOD. — P. MOUILLOT. — 35746.

LP.H
S5955m

MIGNET

MICHELET, HENRI MARTIN

PAR

JULES SIMON

460032
34 3.47

PARIS
CALMANN LÉVY, ÉDITEUR
ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES
3, RUE AUBER, 3
1890
Droits de reproduction et de traduction réservés

DC
36
.95
S5

PRÉFACE

I

J'ai connu un grand peintre de portraits qui avait le droit et le bonheur d'être sûr de lui-même. On lui disait un jour : « Ce portrait est de toute beauté (c'était vrai), mais l'original n'a peut-être pas... — Il a tort, dit le peintre. Ceci est le vrai portrait de son caractère et de son esprit. » La nature avait tort de ne pas ressembler au portrait.

Pour moi, en revoyant les trois portraits que voici, je suis bien loin, et pour cause, de les croire si ressemblants. La nature de

Michelet est si compliquée qu'on a toujours quelque chose de nouveau à en dire. Il a dit de lui-même : « J'ai deux mille ans... » Il a raison, et ce grand âge est fait pour décourager les portraitistes. Avec Mignet, c'est tout le contraire. On dirait qu'il a travaillé pour son peintre. D'abord, il a simplifié sa vie en éliminant tout ce qui n'était pas son art; et, dans la pratique même de son art d'historien, il n'a rien livré au public avant d'y avoir mis la dernière main. Il est complètement responsable de tout ce qu'il a écrit. On ne trouve dans toute son œuvre ni une idée aventurée, ni une tournure de phrase qui ne sente le travail. On voit avec joie que son travail a été fécond ; mais on voit qu'il a travaillé. La postérité a de lui ce qu'il a voulu lui donner ; elle le verra tel qu'il a voulu se montrer. C'est un homme qui ne s'est jamais laissé surprendre.

Quand il lui arrivait, au cours d'un travail, de reconnaître qu'il avait fait fausse route, et que la besogne entreprise n'était pas de celles

qui convenaient à son talent, il s'arrêtait court, et sacrifiait sans hésiter un travail quelquefois assez long. C'est ce qui eut lieu pour une histoire de France d'après les documents originaux du v^e^ au xvii^e^ siècle, qu'il voulait faire avec M. Augustin Thierry. Il y travailla plusieurs mois ; puis il s'aperçut qu'une histoire ainsi conçue n'était ni un recueil de documents, ni l'histoire, œuvre philosophique et littéraire, telle qu'il la comprenait déjà, quoiqu'il ne fût encore que l'auteur du mémoire sur *les Institutions de saint Louis*. M. Daunou faisait de lui, en ce temps-là, ce bel éloge, qu'il était très exact dans le récit des faits, et d'une grande rectitude d'esprit dans les considérations générales[1]. Il regardait l'histoire comme un art dont les documents sont la base solide. « Mais ils n'en sont, disait-il, que la base. Il faut les employer si bien[2], qu'il devienne ensuite inutile

1. Archives du bureau du *Journal des savants*, citées par M. Hauréau sur la tombe de Mignet.

2. Martha. *Discours prononcé aux funérailles de M. Mignet.*

d'y recourir. » Il avait déjà commencé d'importantes études sur le XIII^e^ siècle pour sa part de collaboration avec M. Augustin Thierry. Il renonça à les poursuivre parce qu'il ne voulait pas donner son temps à un simple travail d'érudition, et qu'il se sentait attiré, comme artiste en histoire, vers l'époque de la renaissance.

Voici un détail plus significatif encore.

Il a travaillé quarante ans à l'histoire de la réformation, et il ne l'a pas faite : double preuve de persévérance dans la préparation et de scrupule dans l'exécution. Tout autre, après quelques années d'études, aurait écrit une ébauche qui aurait grandement profité à la science ; il s'est contenté de publier des épisodes, à mesure qu'il avait achevé d'en perfectionner l'ensemble et d'en contrôler les détails. Il croyait que les ébauches sont faites pour rester dans l'atelier, et qu'on ne doit montrer au public que des œuvres accomplies. Il lui arriva un jour de croire qu'un morceau était fini, et de revenir sur sa déci-

sion. Il avait envoyé à l'imprimerie son introduction à l'histoire de la Réformation; puis il se demanda si elle ne pouvait pas encore être perfectionnée; et, toutes réflexions faites, il la reprit des mains de l'imprimeur. C'est comme si je disais de nos mains : car elle ne paraîtra jamais. Il s'était souvenu que, quand un laborieux tel que lui est frappé par la mort, il reste toujours sur son bureau et dans ses cartons, la dernière œuvre. Il y a souvent aussi dans quelque tiroir des œuvres plus anciennes, que l'auteur avait réservées pour un examen ultérieur. La famille, les amis se font un devoir de recueillir ces épaves, qui sont précieuses même par leurs imperfections, parce qu'elles jettent de la lumière sur les procédés de l'auteur, et sur les transformations par lesquelles passaient ses écrits avant d'arriver à leur forme définitive. Mais il ne voulut pas comparaître ainsi en déshabillé devant la postérité. Sa résolution formelle a été que tout ce qui n'était pas reconnu par lui, authentiquement reconnu,

fût considéré comme n'existant pas. Scrupuleuse observatrice de sa volonté, sa famille a décidé que, même cette introduction, à laquelle il avait une première fois accordé l'*exeat*, et qu'il avait ensuite réservée pour une dernière revision, ne profiterait pas de l'hésitation du maître. C'est l'ajournement qui l'emporte, et cet ajournement devient définitif par sa mort.

Cette ferme résolution de cacher et de supprimer tout ce qui est inachevé ou incomplet, contribue à expliquer l'attitude qu'il conservait dans le monde. Tous ceux qui l'ont vu de près savent que, s'il s'était un peu abandonné, il aurait été un causeur de premier ordre. Il savait énormément ; il avait un style élégant et clair, et personne plus que lui n'était heureux à trouver des formules neuves et saisissantes ; mais il ne voulait pas improviser, parce qu'il ne voulait pas risquer ; il ne prenait la parole que pour résumer, pour conclure, et il la prenait seulement quand il était sûr d'être écouté jusqu'à son

dernier mot. On sentait dans sa conversation, comme dans son style et dans toute sa manière d'être, qu'il était résolu à ne pas laisser de place au hasard. S'il avait été dans les assemblées, il aurait lu ses discours ou les aurait récités, non par indigence d'idées ou défaut d'imagination, mais par sévérité pour lui-même.

Il a fait des discours à l'Athénée, mais il ne les a pas improvisés. Personne n'improvisait à cette date. L'improvisation est un art nouveau, qui a donné à l'éloquence un caractère inconnu jusqu'à nous. Elle s'est, pour ainsi dire, mise en liberté. Elle avance témérairement, puis elle recule. Elle est quelquefois d'un goût douteux, même chez les esprits distingués, parce qu'elle s'abandonne à la première inspiration, qui manque de rectitude et de clarté. En revanche, elle a des élans et des hardiesses, que la réflexion arrêterait peut-être, et elle perdrait, en les supprimant, une partie de sa puissance et de son charme. Une autre différence entre l'élo-

quence d'aujourd'hui et l'éloquence d'autrefois, c'est qu'aujourd'hui, on est simple, et qu'autrefois on était pompeux. J'entends bien de temps en temps dire, en manière de critique, que tel discours n'a été qu'une causerie ; pour moi, si je disais cela, je croirais faire un éloge. Il y a de tout dans une causerie : de la simplicité, de la grâce, de l'imagination ; il peut y avoir de la force, seulement elle ne s'y montre pas d'une façon continue, et c'est tant mieux. Voulez-vous une marque extérieure du changement opéré dans nos habitudes oratoires ? La voici dans un tout petit fait : un sénateur ou un député qui s'habillerait avec prétention le jour où il doit prendre la parole, se rendrait à coup sûr ridicule, tandis que cela paraissait tout simple il y a quarante ans. Il y a soixante ans, on pouvait siéger en habit ordinaire, mais on ne pouvait parler qu'en uniforme. Quand nous ne le saurions pas par les témoignages, nous le découvririons par la lecture. C'est en uniforme que tous les

beaux discours de la Restauration ont été lus ou récités.

M. Mignet avait tellement l'habitude d'être en représentation et de se surveiller, qu'on s'en apercevait, même dans ses lettres familières. Il n'était pas emphatique, il avait trop de goût pour cela ; il n'était pas même solennel, mais il était tout près de l'être. Quand il voulait, par exception, donner du relief à une pensée, il l'exprimait dans une phrase courte et incisive ; mais sa phrase était ordinairement cadencée et formait des périodes sonores. M. Thiers disait « qu'il était très simple en provençal » ; c'est qu'ils ne parlaient en provençal que pour revenir à leur jeune temps, et ce n'était jamais une conversation suivie. Ils se jetaient un mot de leur langue natale, comme on se jette une caresse. M. Mignet souriait, de ce sourire charmant qui éclairait toute sa physionomie, et M. Thiers riait à gorge déployée. M. Mignet était la réserve en personne ; M. Thiers était l'expansion. Il était difficile de différer

davantage par les habitudes, et de se ressembler davantage par les idées et les sentiments.

M. Mignet n'est pas le seul homme de grand talent et de convictions sérieusement arrêtées, qui se soit refusé à courir la carrière de la politique, mais deux circonstances donnent à sa résolution un caractère particulier : l'une, c'est qu'il a été jusqu'en 1830 un politique militant, et l'autre, c'est qu'il s'est retiré au moment de la victoire, c'est-à-dire quand la carrière cessait pour lui d'être périlleuse, et ne pouvait manquer de devenir glorieuse.

Que M. Mignet ait été un politique militant et très militant pendant toute la première partie de sa vie, c'est ce qui ressort de toute sa carrière jusqu'aux environs de la quarantième année. Il ne se ménageait pas dans *le Courrier français* ; il était le premier par le courage aussi bien que par le talent. Il fut bien près d'être un émeutier aux funérailles de Manuel. On le poursuivit ; il se défendit

lui-même avec tant de hauteur qu'il semblait courir au-devant d'une condamnation. Il n'y échappa que par miracle. On a conservé une collection du *National* où M. Thiers a écrit de sa main au bas de chaque article le nom de l'auteur; les articles de M. Mignet sont parmi les plus audacieux. Il a pris part à la lutte de toutes les façons en 1830. Il a signé le manifeste, harangué, dirigé les combattants ; il y allait de sa vie si Charles X avait triomphé. Au contraire, c'est l'insurrection qui triomphe, et M. Mignet par conséquent. A partir de ce moment, il prend la résolution d'être un bénédictin, et il la tient pendant plus d'un demi-siècle. Entendons-nous ; c'était un bénédictin et un mondain. On en savait quelque chose dans les salons de madame de Belgiojoso. Il n'aurait pas eu l'embarras de demander ; on le priait de se laisser faire ; les honneurs et le pouvoir seraient venus le chercher. Il n'était pas non plus désabusé de la politique, ni relégué par ses opinions dans une opposition platonique.

Ses opinions étaient celles de M. Thiers; tantôt elles étaient au pouvoir avec son ami, tantôt elles étaient avec lui dans l'opposition, mais dans une opposition normale, régulière, ayant ses chances de succès dans le parlement, et ses compensations dans la popularité. M. Mignet voulut n'être que spectateur, et il resta jusqu'au bout spectateur comme il l'avait décidé. Il s'attachait avec passion aux succès et aux difficultés de M. Thiers ; il lui prodiguait ses conseils, ses consolations ; il mettait au besoin sa plume à son service ; mais pour lui-même, il n'acceptait rien, pas même de laisser voir ce qu'il faisait.

La place de garde des archives du ministère des affaires étrangères qu'on lui donna était une fonction littéraire, quoique dépendante du gouvernement. Personne ne l'aurait remplie aussi bien que lui. Les archives, comme tous nos dépôts, avaient été dépouillées et désorganisées pendant la Révolution. Daunou avait remis de l'ordre dans l'administration des archives générales, et

d'Hauterive dans les archives du ministère des affaires étrangères ; mais il s'en fallait que leur activité bienfaisante se fût étendue à tous les services. M. Mignet fit, dans ces amas de manuscrits, des voyages d'exploration, qui aboutirent à doubler en quelques années, le nombre des dossiers catalogués. Avoir ces trésors sous la main, en être le maître, rétablir l'ordre dans ce chaos, y découvrir de temps en temps un filon d'or pur, c'était, avec les deux académies dont il était membre, tout ce que pouvait rêver M. Mignet. Il employait la journée entière à travailler, il donnait le soir à ses amis, et, malgré les plaintes qu'il poussait à l'occasion contre les succès des doctrinaires, il jouissait de la stabilité et des progrès d'un gouvernement libéral qu'il avait contribué à fonder.

Il avait reçu en même temps que la direction des archives le titre de conseiller d'État en service extraordinaire. Ce n'était guère qu'une décoration, destinée à relever l'impor-

tance de l'emploi, autant qu'à honorer la personne du titulaire. La mission qu'il remplit en Espagne en 1833 fut un très court épisode de sa vie. En apparence, il n'était chargé que de porter à la reine Christine une lettre de la reine Marie-Amélie ; en réalité, il allait appuyer la pensée personnelle de M. Thiers, qui croyait, comme lui, que le gouvernement de Juillet avait un intérêt pressant à maintenir l'Espagne dans les voies libérales, et à combattre chez nos voisins la contre-révolution, comme il l'aurait combattue chez nous.

Une seule fois après 1830, M. Mignet fut sur le point de se laisser entraîner. Il laissa poser sa candidature dans l'arrondissement de Brignoles. Il ne fut battu que d'une voix. Je ne doute pas qu'il n'eût joué à la Chambre un noble rôle ; mais tout le monde reconnaîtra qu'il est préférable pour lui et pour nous que son activité se soit dépensée tout entière à composer de beaux livres.

Au moment où j'écris cette préface, on m'apporte un livre sur M. Mignet, qui est

l'œuvre d'un des professeurs les plus distingués de nos lycées de Paris[1]. J'y trouve des détails amusants sur l'élection de M. Mignet à l'Académie française. Il était déjà membre de l'Institut depuis 1832, comme appartenant à l'Académie des sciences morales dès sa fondation. Il fut élu à l'Académie française le 29 décembre 1836, en remplacement de Raynouard. Raynouard était son compatriote, né à Brignoles, ancien avocat au parlement d'Aix. Il était historien comme Mignet. Son coup d'éclat avait été sa tragédie des *Templiers*; mais il avait publié des *Mémoires sur l'abolition de l'ordre du Temple,* une *Histoire du droit municipal en France,* et divers autres ouvrages d'histoire et d'érudition. L'élection de Mignet qui venait d'obtenir un grand succès avec l'*Histoire de la succession d'Espagne*, aurait été toute seule, et n'aurait pas suscité de protestation, s'il n'avait pas été le concurrent heureux de Victor

1. *François Mignet*, par Édouard Petit, 1889.

Hugo. Le poète des *Odes et Ballades*, des *Orientales*, des *Feuilles d'Automne*, qui avait déjà donné au théâtre *Marion Delorme*, *Hernani*, *le Roi s'amuse*, *Lucrèce Borgia*, *Marie Tudor*, était soutenu par l'école romantique, dont il était le chef, et par toute la jeunesse française. On ne pardonna pas à l'élu sa victoire. Madame Ém. de Girardin (le vicomte de Launay) se montra très empressée à combattre Mignet après son élection. « M. Mignet, dit-elle, a sans doute du talent; mais M. Hugo est un homme de génie; c'est ce que l'Académie aurait dû remarquer. » Elle partit de là pour recommencer l'éternelle et amusante campagne contre l'Académie française. « Tel candidat est exclu à cause de sa femme, dont la conduite est légère; tel autre, à cause de son caractère peu avenant; celui-ci déplaît, celui-là effraye. Mais le talent? On ne le compte pas. » Il y avait bien alors à l'Académie Guizot, Thiers, Lamartine, Villemain, dont le talent n'était pas contestable, même pour madame de Girardin ; mais

il lui plaisait de ne pas les voir. « On ne vous donne pas, disait-elle, un jeton tous les jeudis, et le droit de porter un habit brodé de feuillages pour vous faire jouir du privilège de fonder une coterie inamovible. » Mignet se vengea de ces attaques en soutenant de toutes ses forces la candidature de Victor Hugo en 1840, et en contribuant à son élection en 1841.

On se ferait difficilement une idée des obstacles que Victor Hugo eut à vaincre pour entrer à l'Académie. C'était une lutte littéraire, et elle était aussi envenimée qu'une lutte politique. Nous connaissons d'assez petits hommes qui se retirent majestueusement après un seul échec, et sont persuadés que le monde prend parti dans leur querelle. Victor Hugo, qui avait l'orgueil intelligent, aima mieux contraindre l'Académie à avoir enfin le sens commun. Précisément on croyait que c'était voter contre le sens commun que de voter pour l'auteur des *Orientales*. Mignet n'était pas de cet avis.

Il vota et travailla pour lui, quoique sans enthousiasme. Il explique ainsi son vote de 1840 dans une lettre adressée à son neveu Étienne Michel. « S'il n'a pas été nommé, ce n'est pas ma faute, ni celle de beaucoup de gens d'esprit de l'Académie, qui ne sont pas les moins attachés à la langue et au bon sens, mais qui croyaient que M. Hugo avait assez frappé à la porte et que le moment de lui ouvrir l'Institut était arrivé. L'Académie a fait une faute. »

Il n'y a pas à s'y tromper : il *daignait* ouvrir la porte à Victor Hugo. Cela nous paraît bien étrange aujourd'hui. Thiers et Mignet ne votèrent pas ensemble cette fois-là. Cousin était pour Victor Hugo, et il y mettait de l'ardeur comme en toutes choses. Il harcelait Thiers pour son candidat. Thiers, fatigué de ses importunités, lui dit ces propres paroles : « Je voterai pour votre protégé, si vous m'apportez quatre vers de lui qui soient seulement médiocres. »

M. Petit a eu sous les yeux une partie de

la correspondance de Mignet avec Thiers, ses lettres à Étienne Michel son neveu, et enfin à Prévost-Paradol. Les extraits qu'il publie de toutes ces correspondances donnent un grand prix à sa publication. Je lui emprunte cette curieuse page sur les affaires d'Orient.

Mignet, en écrivant à Thiers sur ces événements importants, cède à sa pente naturelle de composer avec soin, et de s'exprimer en belle prose. Il ne s'exprimerait pas autrement si ses lettres étaient destinées à être publiées.

Il écrit le 29 septembre 1862 :

La guerre entre la Russie et la Turquie, que tout le monde voulait empêcher, a été rendue à peu près inévitable. Lorsqu'on laisse aller les choses à leur pente, elles sont irrésistibles et acquièrent plus de force que les volontés humaines. Il est vrai que les puissances européennes les plus intéressées à prévenir ce redoutable conflit ont été bien faibles et bien inhabiles. Elles ont tout fait à contretemps; ne se sentant pas résolues à soutenir les Turcs contre les Russes, elles ne devaient pas leur conseiller la résistance, mais bien la résignation. Au lieu de cela, elles ont encouragé le gouvernement turc à refuser,

lorsqu'elles devaient l'engager à céder, et elles l'ont engagé à céder lorsqu'il était contraint de refuser. Entraîné par les apparences d'un appui trompeur, le gouvernement ottoman, qui aurait cédé aux Russes sur les Grecs orthodoxes, comme il avait cédé aux Français sur les lieux saints, aux Autrichiens sur les Montenégrins, a fait des préparatifs militaires, qui l'ont placé dans la dépendance d'une soldatesque fanatique. Les janissaires sont ressuscités et les ulémas notifient leurs volontés impérieuses. Il y a maintenant deux fanatismes en présence, mais l'un appuyé sur une puissante organisation et fortifié par la discipline, tandis que l'autre n'est que fougue, et ne produira que désordre. Il est bien difficile que la lutte ne s'engage pas, et, si elle s'engage, qu'elle ne perde pas la Turquie, et ne trouble pas l'Europe.

A propos de la correspondance avec M. Thiers, j'eus un jour une curieuse preuve de l'entêtement que mettait M. Mignet à ne point se mêler de la politique active. Il était resté à Paris pendant le siège. Vers la fin de janvier, je désirais passionnément entrer en relations avec M. Thiers. Le libre-échange nous avait

un peu brouillés sur la fin de l'empire. J'avais défendu le libre-échange à la tribune. Il m'avait répondu, ce qui était tout simple. En me répondant, il avait dit : « Je ne suis pas obligé de défendre le libre-échange : je ne suis pas député de Bordeaux. » C'était une attaque personnelle. Ce n'était guère qu'une malice. J'eus le tort d'y voir presque une injure, et le tort plus grave de ne pas comprendre qu'il ne me convenait pas de me plaindre trop haut d'un homme tel que lui. Depuis je ne l'avais pas revu, et je ne lui avais pas écrit. L'importance de l'idée qui me préoccupait en janvier 1871 était telle, que j'eus recours à M. Mignet pour la lui transmettre. Je lui exposai mes vues, qu'il approuva complètement. Il en reconnut l'urgence et l'importance. Il admit parfaitement que M. Thiers pouvait seul rendre à la France ce signalé service. Je dirai sans autres explications, qui seraient trop longues et déplacées ici, qu'il s'agissait de provoquer des élections générales dans les départements. Impossibles à

Paris, où elles auraient donné la Commune, elles étaient nécessaires en province pour des raisons que je croyais et que M. Mignet crut impérieuses. Mais, quand je lui proposai de faire lui-même, en mon nom, les ouvertures à M. Thiers, il refusa avec une obstination calme, que rien ne put entamer. Je le tournai et le retournai pendant une heure, sans avancer d'une semelle. Il ne me donna jamais d'autre raison que sa résolution de ne pas entrer dans la politique active. Je n'obtins de lui que l'adresse de M. Thiers. J'écrivis une lettre qui partit avec les dépêches du gouvernement, et qui n'est jamais arrivée au destinataire. C'était ce que je craignais, et ce qui m'avait fait souhaiter d'employer un intermédiaire. Beaucoup de lettres se perdaient alors, même en dehors de celles qui étaient interceptées par l'ennemi.

M. Petit cite une longue lettre écrite à M. Prévost-Paradol à propos de son mémoire sur *l'Éducation par la famille*. Je ne connais pas le dossier d'où cette lettre a été extraite ;

mais je ne crois pas qu'il puisse être très riche. Prévost-Paradol a été un an professeur à la Faculté des lettres d'Aix. C'est là que Mignet le connut et se prit pour lui d'un goût très vif. Prévost-Paradol, en province, se regardait comme en exil. Il était professeur élégant, mais il se sentait appelé à devenir journaliste incomparable. Il quitta sa chaire pour les *Débats*, et devint dès lors le familier de Mignet. Il le fut à tel point qu'il ne passait pas un jour sans aller lui demander des sujets d'articles, et son avis sur toutes les questions. Paradol ne pouvait prendre pour conseiller, ni un esprit plus lumineux, ni un cœur plus droit. Mignet apportait sa double expérience d'historien et de polémiste. Ils avaient en commun un grand fond de bon sens qui n'excluait pas la hardiesse, un patriotisme ardent, le goût et l'intelligence de la liberté. Mignet m'a raconté qu'il arrivait assez souvent à Prévost-Paradol, à la fin d'une conversation, de prendre au hasard un bout de papier, et d'écrire sur le coin de la table, en

quelques minutes, un article plein de verve et de lumière, dans ce grand style, aux belles périodes bien développées, où l'esprit étincelait sans rien coûter à la clarté de l'exposition et à la force de la démonstration. « Ce style-là lui est naturel, me disait Mignet ; c'est la langue dans laquelle il pense. » Et je lui disais à mon tour que je le savais depuis longtemps, et qu'il écrivait déjà de la même façon, quand il était mon élève à l'École normale.

Je puis apporter aussi mon contingent à la correspondance inédite de Mignet, grâce à l'obligeance de M. Vergé et de M. Kervyn de Lettenhove. J'ai conservé naturellement toutes les lettres qu'il m'a écrites ; mais elles n'ont d'intérêt que pour moi, et sont toutes relatives à mes diverses candidatures. C'est Mignet qui inventa, avec Thiers et Ch. de Rémusat, ma candidature à l'Académie des sciences morales et politiques ; il fut ensuite avec Thiers le patron de ma candidature à l'Académie française ; enfin il voulut m'avoir

pour successeur comme secrétaire perpétuel, et multiplia les démarches pour arriver à son but. Je lui dois toute ma fortune académique. Mais les deux lettres qu'on va lire ont un intérêt général.

L'une a été écrite à M. le baron de Letten-hove, après la publication de son livre sur les *Commentaires de Charles-Quint*.

Personne n'était plus en état que Mignet de porter un jugement définitif sur l'authenticité de ces *Commentaires*. Voici cette curieuse page, que M. Kervyn de Lettenhove a bien voulu me communiquer, et qui paraît ici pour la première fois.

Paris, 13 août 1862.

Monsieur,

J'ai lu et relu, dans la fidèle traduction que vous en avez donnée, les *Commentaires de Charles-Quint* que vous avez retrouvés et dont vous m'avez gracieusement envoyé un exemplaire. A l'annonce d'une découverte aussi inattendue, faite, non en Belgique mais en France, je suis allé, avec une vive curiosité, examiner le précieux manuscrit qui devait

servir à votre publication. Vous l'avouerai-je, monsieur, j'ai eu tout d'abord des doutes sur l'authenticité de ces *Commentaires* qui ne sont écrits ni de la main ni dans la langue de Charles-Quint, et qui ne portent extérieurement aucune marque à laquelle on puisse les reconnaître comme étant son œuvre. Le manuscrit est une simple traduction portugaise. Il est difficile de comprendre que l'original français des *Commentaires*, ignoré des Espagnols les mieux instruits, dérobé à la connaissance des historiens qui ont retracé la vie de Charles-Quint d'après les documents les plus sûrs, ait été laissé à la disposition d'un Portugais en 1620 et qu'il ait complètement disparu depuis. La lettre adressée par Charles-Quint à l'infant don Philippe, et copiée en tête de la traduction portugaise des *Commentaires*, donne également lieu à des objections. Elle ne contient pas les expressions habituelles, de *Hijo* et de *Vuestro buon padre*, par lesquelles Charles-Quint commence et termine les lettres qu'il écrit à son fils. Elle est de plus inachevée. Pour que Charles-Quint ne l'ait pas finie, il faut supposer qu'il l'écrivait au moment même de sa fuite précipitée d'Inspruck et qu'il fut contraint de l'interrompre par l'approche menaçante de l'électeur Maurice et des protestants. S'il l'avait faite avant, il l'aurait certainement achevée. Or,

comment croire que dans un pareil instant de trouble et de péril, sa dernière pensée se soit portée sur ses *Mémoires* et qu'il se soit occupé de leur envoi en Espagne? La plupart des passages étant interceptés par ses ennemis, il les exposait à plus de risques qu'en les gardant avec lui, et le moyen le plus assuré de les sauver était encore de les porter dans la Carinthie en se sauvant lui-même à Villach.

Outre ces raisons de douter, il s'en présentait quelques autres qui tenaient au fond et même à la forme des *Commentaires*. On pouvait être surpris de rencontrer de petites inexactitudes à côté de souvenirs si précis, et certaines omissions au milieu de tant de traits si minutieusement énumérés. Il était difficile de trouver dans cette aride indication ou dans ce récit assez embarrassé des événements depuis 1515 jusqu'en 1548, les *Commentaires* tant admirés par Van Male. Il semble que ce n'est point là ce *libellus mire tersus et elegans, utpote magnâ ingenii et eloquentiæ vi conscriptus*. La première partie est un dénombrement fort sec d'actes mentionnés ordinairement sans détail comme sans explication. La seconde est un récit plus développé de ce qui s'est passé, surtout dans les campagnes de France en 1543-1544 et d'Allemagne en 1546-1547, récit pas toujours très clair et où Charles-Quint dit ce qu'il

a fait en donnant rarement la raison de ce qu'il a voulu. Son esprit s'y montre moins que son caractère, et sa résolution plus que son habileté.

Malgré tout cela, et en y regardant de près, on est conduit à croire que ces *Commentaires* sont bien réellement de Charles-Quint. Ils offrent quelquefois l'expression de ses sentiments, ils portent certaines traces de ses habitudes, ils montrent ses déterminations dans des circonstances importantes. Charles-Quint y rapporte, comme il l'a fait pendant toute sa vie, les événements à Dieu. Il raconte de lui des choses que lui seul savait aussi bien. En indiquant le moment et le nombre de ses accès de goutte ; en comptant avec une exactitude arithmétique ses passages dans les divers pays, ses traversées de l'Océan et de la Méditerranée ; en faisant connaître l'état dans lequel il laisse à son départ d'Espagne et trouve à son arrivée, l'impératrice sa femme ; en marquant surtout les résolutions qu'il prend, quelquefois contre l'avis même de ses généraux, dans les guerres de France et d'Allemagne, et en laissant voir la part qui lui revient dans les succès obtenus, il se désigne comme le véritable auteur de ces *Commentaires*. Il n'en était cependant pas satisfait puisqu'il avait été sur le point de les jeter au feu, et il se proposait sans doute de les

rendre plus étendus et moins imparfaits. Aussi, tels qu'ils sont, n'ajouteront-ils rien à sa renommée, mais ils ajouteront aux certitudes de l'histoire qui connaîtra encore mieux quelques traits du caractère de ce grand personnage et quelques résolutions importantes de sa volonté. Vous avez donc été heureux de les découvrir et il faut vous remercier de les avoir publiés. Je vous remercie aussi personnellement de l'aimable obligeance avec laquelle vous me les avez envoyés et je vous prie d'agréer, monsieur, les assurances de ma haute considération.

MIGNET.

L'autre lettre que je donne au public a été écrite quelques jours avant l'investissement de Paris. Mignet, qui avait alors soixante-quatorze ans, pouvait se retirer dans sa chère Provence, sans manquer à aucun devoir; mais il se dit, comme Victor Hugo, Edgar Quinet, et d'autres savants et écrivains célèbres : *ubi periculum, ibi patria.* Il résolut de s'enfermer dans Paris. M. Ch. Vergé lui ayant offert l'hospitalité dans sa propriété

du Creuzeau, en Touraine, il reçut de lui la lettre suivante :

Paris, 31 août 1870.

Mon cher monsieur Vergé,

Je vous remercie infiniment de votre offre amicale et je vous prie de remercier de ma part madame Vergé de s'être unie à vous pour me l'adresser. C'est avec un sentiment en accord avec le vôtre que je me serais rendu auprès de vous, si j'avais eu le projet de sortir de Paris. Mais, dans les tristes circonstances actuelles, à la veille peut-être d'un siège, je suis résolu à ne pas m'en éloigner. J'attends donc ici, mon cher confrère, et avec une patriotique anxiété les événements qui sont près de s'accomplir entre Montmédy et Metz. On assurait hier soir que Mac-Mahon avait passé la Meuse à Stenay, trois lieues au-dessous de Montmédy, et l'on pense qu'il va marcher vers Metz pour dégager l'armée héroïque de Bazaine et opérer sa jonction avec elle. Si cette jonction s'opère victorieusement tout est sauvé. Les Prussiens n'oseront plus s'avancer sur Paris et le menacer, comme le faisait déjà il y a quelques jours le prince royal de Prusse, qui a été rappelé avec son armée du côté de Metz. Dans le cas ardemment

souhaité où nos affaires prendraient un plus heureux tour et où les Prussiens seraient battus et arrêtés, lorsque cela serait parfaitement clair et certain, je ferais mon voyage annuel en Provence. Mais s'il y avait la moindre menace d'un siège, je ne bougerais pas de Paris.

Adieu, cher monsieur Vergé, présentez, je vous prie, mes hommages avec mes remerciements à madame Vergé, et recevez l'expression des sentiments d'amitié de votre dévoué confrère.

MIGNET.

Je m'arrache difficilement à ces notes sur Mignet; mais il faut s'arrêter. Je citerai cependant encore un codicille du testament de Cousin, parce qu'il est également honorable pour celui qui reçoit et pour celui qui s'excuse, en quelque sorte, de donner. Le voici :

Quatrième codicille. Je supplie M. Mignet, membre de l'Académie française, membre aussi de l'Académie des sciences morales et politiques, de me permettre en dehors du legs général, de lui offrir et de lui léguer 6000 francs de rente perpétuelle en trois

pour cent sur les fonds français, comme une faible récompense des peines que lui pourra donner l'exécution de mon troisième codicille, surtout comme un souvenir de notre longue amitié. Depuis 1821, j'ai eu beaucoup à me louer de lui, jamais à m'en plaindre. Je ne connais pas d'homme plus loyal, et d'une délicatesse qui s'allie rarement à tant de droiture. J'espère que quand il connaîtra l'état de mes affaires et verra que ce legs ne fait tort à rien ni à personne, il ne me fera pas le chagrin de le refuser. Je lui serre la main une dernière fois.

Cannes, le 20 novembre 1863.

II

Je ne crois pas que la jeunesse de Mignet ait été bien favorisée par la fortune; mais enfin quand il était professeur au collège de Montpellier, il avait le nécessaire, que l'Université ne refuse à aucun de ses membres, et son beau soleil du Midi, qui lui versait la joie avec la santé. A Nîmes, où il revint quand il se décida pour le barreau, il vivait dans sa

famille, nombreuse, unie, intelligente, aisée, dont il était l'orgueil. Il ne fut réduit à la gêne, et inquiet du lendemain, que dans les premiers mois de son séjour à Paris. Mais Thiers arriva presque aussitôt, et lui porta l'appui de son amitié. Les journaux l'accueillirent et le fêtèrent dès le premier jour. Moins de six mois après son arrivée ici, il avait une carrière, des ressources assurées, quoique modestes, une réputation naissante, et l'accès des premiers salons politiques. On peut dire que sa jeunesse fut heureuse comme sa vie, et qu'il ne connut jamais ni les privations, ni l'incertitude du lendemain.

Tout autre fut l'enfance de Michelet. Son père était, comme celui de Mignet, un petit patron travaillant de ses mains dans son propre atelier. Il n'y avait que cela de commun. Le serrurier de Nîmes était le premier de son art dans la ville qu'il habitait ; il était considéré et influent ; il jouissait d'une honnête aisance. Chez Michelet, il fallait se priver de feu, faire des économies sur la

nourriture, utiliser les débiles mains de l'aïeul et de l'enfant. Le futur grand homme travaillait à la casse, et levait les lettres, de ses mains engourdies par le froid, tandis que les enfants de son âge se réchauffaient par leurs jeux en revenant de l'école. Il assistait aux ravages que faisait dans l'âme de ses parents le hideux fantôme de la Dette; il en subissait déjà l'oppression. Quand on prit la résolution héroïque de l'envoyer coûte que coûte au lycée, il fut désigné aux dédains de ses camarades par ses vêtements et par son aspect. Il sentait qu'il était le pauvre. Il avait le sentiment profond de subir une injustice. Il se releva par l'éclat de ses succès. Une fois émancipé du collège, et professeur à son tour, il mena la dure vie qui attend à Paris les jeunes maîtres obligés de courir le cachet : peu de considération, un salaire dérisoire, nulle sécurité. Il partait de grand matin, dans la nuit noire, glissant sur le verglas, insuffisamment vêtu, enveloppant ses pieds dans un mouchoir pour ne pas tomber à chaque pas.

Ce temps de misère fut heureusement assez court. Il eut, très jeune, une chaire, et passa tout à coup de la gêne cruelle à une aisance qui alla depuis en augmentant, sans jamais devenir de la fortune, même au temps de sa plus grande gloire. Ces dures épreuves des premières années lui firent du bien. Le malheur grandit ceux qu'il ne terrasse pas. Elles lui laissèrent une grande pitié pour les souffrants, et quelque chose de l'âpreté de leurs revendications. Contraste singulier : jamais il n'y eut homme plus civilisé, d'une politesse plus exquise, d'un goût plus éclairé et plus raffiné pour les lettres et les arts, d'un esprit plus ouvert à toutes les belles connaissances, et d'un cœur mieux disposé à toutes les tendresses et à toutes les délicatesses. Cependant ce grand lettré, ce grand artiste, cet homme compliqué qui porte en lui la civilisation tout entière, est du peuple; il en garde, sous ses complications, la simplicité. Non seulement il l'aime et le comprend; mais il lui appartient : c'est sa race.

Je ne trouve dans Mignet et dans les libéraux et les doctrinaires de la Restauration, que le bourgeois correct, lettré, à l'esprit généreux, aux habitudes élégantes et réservées; je trouve chez Michelet la fibre du peuple. Sa figure est fine, distinguée, mobile, éclairée par des yeux tour à tour étincelants ou d'une douceur infinie; toute sa personne est frêle et délicate; et, en dépit de tout, c'est cependant un homme du peuple; c'est l'homme du peuple; c'est le poète et le prophète du peuple. Il sait tout, il comprend tout; il est chez le grand seigneur, et parmi les bourgeois, un spectateur pénétrant, un juge éclairé; mais il est chez lui, quand il est avec le peuple. Le peuple parisien surtout. Personne n'a mieux compris et mieux marqué que Michelet la différence entre le peuple de Paris et le peuple des campagnes. C'est surtout le peuple parisien qui lui est analogue. Le peuple des campagnes est formé et dominé par le clergé; le peuple de Paris est tout imbu de l'esprit voltairien. Il

n'est pas sceptique, parce que le patriote a remplacé chez lui le chrétien. Il a la conception claire de la Patrie. Il est très artiste et très français. C'est le peuple de Paris qui a fait la Révolution. Il se confond avec tous les Français dans la fédération; mais c'est lui, le Parisien, qui l'a appelée, et qui la guide.

La vie de Michelet a eu trois phases : une enfance misérable; une première jeunesse modeste, laborieuse, où il se proposait deux choses : réparer les lacunes de son éducation afin de se mettre au niveau des hommes de sa génération, fortifier son esprit par de bonnes méthodes et une instruction étendue avant de s'abandonner à l'ardeur de son génie; enfin, la troisième période, celle de l'éclosion, où il est Michelet dans toute son originalité et dans toute sa force : la lutte pour vivre, la lutte pour s'assimiler, et la lutte pour s'imposer. Je l'ai connu tout à la fin de la seconde période, quand il avait encore l'estime un peu protectrice des hommes de

génie officiels, qui comptaient sur sa sagesse au moins autant que sur son talent. C'est le moment où Guizot le choisissait pour son suppléant à la Sorbonne. Michelet grandit beaucoup dans les quatre ou cinq années qui suivirent ; mais, au bout de ces cinq années, Guizot ne l'aurait plus choisi. Chaque pas qu'il fit dans la gloire le sépara de ses anciens protecteurs. Il ne les trompait pas ; c'étaient eux qui s'étaient trompés.

Je crois bien que nous fûmes, à l'École normale, les premiers à le deviner. Il était pour nous le Michelet de l'*Histoire de la Révolution,* qu'il n'était encore, pour M. Guizot et M. Rossi, que l'auteur du *Précis de l'Histoire moderne.* C'est qu'il était en confiance avec nous. Il essayait ses ailes. Il n'était pas aussi sage dans ses leçons que dans les écrits qu'il publiait alors. Nous sentions le révolté ; il ne nous en était que plus cher.

L'usage de l'École, dans ces temps reculés, était que, quand le professeur entrait dans la cour, le portier se précipitait sur une cloche

qu'il faisait tinter deux ou trois fois, et criait ensuite le nom du maître de toute la force de ses poumons. Je puis dire en toute vérité que notre cœur battait de joie quand nous entendions proclamer le nom de Michelet. Vite, vite, nous nous précipitions dans une petite salle éclairée par une seule fenêtre, qui était au bout de la salle d'étude, une pauvre salle blanchie à la chaux, et meublée d'un poêle, d'un fauteuil garni de paille, et de deux tables en bois blanc avec des bancs d'un seul côté. Nous étions dix, parmi lesquels je citerai nos deux historiens, Charles Weiss et Yanoski, notre philosophe Émile Saisset, Joguet, qui est mort proviseur du lycée Saint-Louis, et Lorquet, longtemps secrétaire de la Faculté des lettres à la Sorbonne. Je crois être à présent le seul survivant. Michelet arrivait, tout rose, avec sa figure jeune sous des cheveux blancs comme la neige. Il portait en hiver une grande houppelande de drap, de couleur fumée d'enfer, qui lui battait les talons. C'était un

drap brun foncé, avec des reflets rouges. Il nous devait deux leçons par semaine. Une des deux leçons était une leçon ; l'autre était une conversation ; c'était de beaucoup notre préférée ; une conversation à bâtons rompus, où il semblait ne suivre que son caprice ; au fond, tout était réglé et prémédité, mais nous fûmes longtemps à nous en apercevoir.

Il est difficile d'être familier avec plus de grâce, de jeter avec plus de profusion les mots heureux et les aperçus lumineux ; c'était comme une suite de merveilles. Quelquefois, mais rarement, il s'élevait tout à coup à une grande éloquence, sans jamais déclamer, et il redescendait à terre avec la même facilité. On voyait qu'il suivait le mouvement de sa pensée, telle qu'elle lui venait, et c'était tour à tour une pensée inspirée ou une pensée charmante. Un jour, il nous apporta la célèbre gravure d'Albert Dürer, *la Mélancolie*. Il nous en parla pendant plus d'une heure, et personne ne songea à l'interrompre par une question ; nous

étions tous en extase à l'écouter. Ce fut d'abord un poème sur la science et sur le doute; il passa de là à Raphaël, qu'il compara avec Albert Dürer; puis il fit le parallèle de l'art italien et de l'art allemand. Il raffolait de l'Allemagne et des légendes allemandes. On se demandait ce qui dominait en lui, de l'imagination ou de l'érudition ; mais c'était certainement l'imagination, appuyée sur un fond d'érudition très solide. Nous étions persuadés qu'il savait tout, et, maintenant encore, je ne suis pas sûr que nous eussions tort.

Ce qui donnait à ces conversations un charme particulier, c'était sa manière de dire un peu maniérée, mais qui rendait admirablement toutes ses impressions. Tantôt ému, puis railleur, puis enthousiaste, puis naturel et simple, il rendait tout avec perfection, en musicien consommé. Sa voix aussi était musicale et passait sans effort d'un ton à l'autre. On ne retrouvait rien de tout cela quand il parlait en public; ce n'était plus le même

homme. Une fois monté sur une chaire, il devenait solennel; il cherchait les grandes idées, il les trouvait; mais, à l'École, il semblait qu'elles vinssent à lui, et avec toute leur parure. Là, il n'y avait ni chaire, ni amphithéâtre, ni buste du roi; il n'y avait pas même un méchant rideau appendu à la fenêtre. Il ne s'asseyait pas sur sa chaise les jours de conversation; nous nous tenions tous debout autour du poêle. Nous le reconduisions quand il s'en allait jusqu'au bout de l'escalier, et c'étaient des saluts, et des serrements de mains, et des voix joyeuses, qui répétaient : « A lundi! A lundi! » disait-il aussi. Il avait trente-sept ans, nous en avions dix-huit. Il ne nous a jamais oubliés, quoiqu'il ait délaissé deux ou trois d'entre nous, pour des malentendus les uns graves, les autres légers ; car il était susceptible comme une femme. Aucun de nous n'a cessé de l'aimer et de l'admirer.

Il avait, dès ce temps-là, une grande amitié pour Quinet. C'est cette même année (1834) que parut *Ahasvérus*. Michelet arriva à sa

conférence le jour de la publication, portant sous son bras un exemplaire encore humide : « Messieurs, dit-il, la France a des chefs-d'œuvre dans tous les genres de littérature. Il lui manquait une épopée. La voici ! » Et, d'un geste solennel, il jeta le poème d'Edgar Quinet sur notre petite table. Il en commença alors l'analyse et la poursuivit pendant une heure. Je crois l'entendre encore, au bout de cinquante-cinq ans. Il nous rendit fanatiques d'*Ahasvérus* et de Quinet. On ne lit plus *Ahasvérus*; mais, moi, je le lis, et je pense, comme Michelet, que c'est un des beaux livres de la langue française. Nous nous jetâmes, après son départ, sur l'exemplaire qu'il nous avait laissé, et, malgré le règlement, nous passâmes la nuit à le dévorer.

Lorsque nous avons lu les ouvrages publiés plus tard par Michelet, nous n'avons jamais éprouvé d'étonnement. Nous y avons retrouvé notre professeur, tel que nous l'avions connu. Le talent grandissait, mais l'homme restait le même. Je ne tiens nul

compte de ces contradictions ou plutôt de ces prétendues contradictions sur les matières de religion qu'on lui a tant reprochées. Elles se produisaient dans son enseignement de 1834 comme dans ses livres. Telle de ses leçons pouvait être considérée comme un développement du Vicaire Savoyard, et telle autre était une apologie enflammée de Luther. L'idée ne nous est jamais venue de voir une contradiction dans ce double enthousiasme, parce que, dans les expositions qu'il faisait, il y avait beaucoup d'admiration, et pas la moindre trace d'adhésion. On nous aurait bien étonnés, et je dirai même bien amusés, si on avait soutenu devant nous que Michelet était réellement catholique ou réellement protestant. Il était tout simplement historien; et, grâce à sa nature de poète, il rendait les récits et les doctrines avec une telle vérité et une telle puissance, qu'on en était ému et pénétré; mais il n'y avait évidemment aucun désir de propagande, rien qui sentît l'apôtre ou le croyant. Nous savions

que Michelet était spiritualiste et qu'il croyait en Dieu; nous ne cherchions pas plus loin, et je crois que nous n'aurions pas trouvé autre chose.

J'ai dit dans ma notice qu'il inclinait au panthéisme. Cela est évident pour tout esprit habitué aux systèmes philosophiques. Pour lui, il n'avait pas de système arrêté; rien que des tendances. Son goût pour le panthéisme ne l'empêchait pas de parler de la Providence avec émotion et sincérité. C'est une contradiction, mais il faut y penser longtemps et sérieusement pour en acquérir la certitude.

Des amis ardents de Michelet, qui tiennent à le trouver toujours impeccable, m'ont reproché d'avoir dit qu'à force de tendre à un but et d'être pressé d'y parvenir, il adoptait rapidement une doctrine. C'est pourtant la vérité, il y avait en lui trop d'élan pour laisser place à de longues réflexions. Il avait comme tout le monde les défauts de ses qualités. Il est incontestable que, si l'on extrayait

de ses livres tous les passages où il parle d'opinions philosophiques, on en formerait un tout assez peu solide, où les contradictions ne manqueraient pas, et dans lequel surnageraient la foi en l'existence de Dieu, le spiritualisme, et, je le répète, un panthéisme mal défini. Le panthéisme est toujours mal défini, même dans Spinoza, qui procède par définitions et par raisonnements. J'en dis autant des opinions de Michelet, en matière de doctrines confessionnelles (il n'est pas théologien, et ne se soucie pas de l'être); et même, ce qui est plus grave, en matière politique. Il définit très bien sa politique dans *l'Étudiant*; je pense seulement que, s'il avait eu à la définir dix ans plus tôt, il se serait moins rapproché de Danton. Il a toujours été républicain; mais il a commencé par une république très modérée, et il a fini par une république plus avancée; je ne lui en fais pas un crime, quoique j'eusse préféré qu'il se fût modifié en sens inverse.

C'est un métier facile que de chercher

des contradictions chez les écrivains qui ont beaucoup écrit. D'abord, il est souvent louable de changer d'avis. On n'est pas enchaîné à la première opinion qu'on s'était formée, et quand, par de nouvelles observations ou de nouvelles réflexions, on a reconnu son erreur, il est honorable, à mon avis, de le déclarer. En outre, je regarde comme impossible que le même homme juge toujours les choses de la même façon; et ceux qui, comme Michelet, écrivent pendant toute leur vie, qui pensent en quelque sorte en public, et qui se racontent eux-mêmes, comme il le fait dans chaque page, car il est personnellement en scène depuis la première page de ses écrits jusqu'à la dernière, ceux-là ne gagneraient rien, j'ose le dire, à paraître immuables. On se demanderait s'ils sont vraiment vivants, s'ils ont un cœur.

Il suffit qu'une opinion domine, et se retrouve constamment, malgré des déviations momentanées; ou, s'il y a une conversion

véritable, que la sincérité et le désintéressement en soient constatés.

C'est la manie des esprits vulgaires de trouver partout des contradictions dans les paroles des hommes de génie. Je montrais tout à l'heure qu'il n'y a aucune contradiction, en Michelet, à louer le catholicisme et le protestantisme l'un après l'autre parce qu'il n'adhère ni à l'un ni à l'autre; je pourrais multiplier les exemples. Il est très vrai qu'il applaudit à la Révolution de 1830, et qu'il blâme le gouvernement de Louis-Philippe : où est la contradiction? Tous les républicains avaient contribué à renverser la monarchie légitime, et le plus grand nombre d'entre eux regardaient comme un avortement l'établissement d'une monarchie constitutionnelle. Michelet en général traite durement les rois; il n'épargne pas les plus grands; Charlemagne, François I^er^, Henri IV paraissent dans son histoire ravalés au niveau des hommes médiocres. Il n'épargne pas le malheureux Louis XVI, « dont la face paterne est bonne à

figurer dans une niche de saint sur le portail d'une église ». « Mais y pensez-vous, dit-on? Il a fait l'éloge de saint Louis, de Louis XI, de Charles V; il a dit que Louis XVI était laborieux et juste! Oui, il a tenu ces deux langages, parce qu'un roi médiocre n'est pas nécessairement un mauvais roi. Il ne faut pas opposer une phrase à une page. Ce qui importe pour juger un écrivain, ce n'est pas d'épiloguer sur le détail, c'est de prendre l'opinion dominante. Vous trouveriez, dans Michelet, des passages où il semble amnistier la Terreur; il a fait à plusieurs reprises l'éloge de Robespierre; on le surprend même en un passage à faire, en balbutiant, une sorte d'apologie de Marat. Irons-nous sur ce fondement le représenter comme un terroriste et un jacobin? N'a-t-il pas condamné en termes formels, et à plusieurs reprises, les crimes de 1793 et 1794? Il a souffert mal de mort en les racontant. Il se contraignait à écrire; il sentait de cruelles angoisses. Il tomba malade après les deux volumes de la Terreur; et

comme son médecin lui demandait : « Que sentez-vous? » Il répondit : « Je suis comme un homme qui aurait avalé un verre d'eau-forte. » Il n'y a pas d'erreur possible sur la sentence qu'il prononce. Je lui dois cette justice, et je la lui rends de bon cœur. Je voudrais qu'il y eût apporté plus de passion et d'éloquence. C'était le cas, ou jamais, d'employer toutes les forces de son génie. La malédiction de la Terreur par Michelet aurait retenti à travers les siècles. Elle nous aurait débarrassés des profonds philosophes qui vont répétant que la Terreur a sauvé la France; qu'elle était un mal nécessaire.

La vie de Michelet était une vie d'étude, non de plaisir. Il aimait tendrement les siens ; il ne chercha aucun bonheur en dehors du bonheur qu'ils lui donnaient. On ne le vit jamais aux spectacles ni dans le monde. C'était un patriarche. Il vivait pour penser. Sa joie était de faire une découverte, de trouver une vue nouvelle, de compulser des archives. Il vivait avec les morts; il les ressuscitait. Il

éprouvait les passions qui les avaient possédés ; leurs colères, leurs ambitions étaient les siennes. Il se sentait partial, il s'en faisait gloire. Être partial, c'est être un homme. Il était juste en même temps; il voulait, il croyait l'être. Il croyait que sa partialité consistait à se réjouir ou à souffrir, comme homme de parti, du juste jugement qu'il prononçait comme historien.

Un trait charmant de son caractère, c'est l'amitié qu'il avait pour les jeunes gens. Il les accueillait, les aidait, s'intéressait à leurs essais. Il cherchait l'occasion de les citer et de les louer. Il les admettait dans son intérieur. Il essaya une fois d'avoir des pensionnaires. C'était tout autre chose. On reçoit un visiteur avec un plaisir paternel; un pensionnaire, c'est l'intimité du foyer violée ou menacée. Pour une fois qu'il se résigna à ce sacrifice, il eut la main heureuse : des deux frères qu'on lui donna à élever, l'un est M. Édouard Bocher, le grand orateur. M. Bocher parle encore aujourd'hui avec

reconnaissance des solides leçons que Michelet leur donnait deux fois par jour. Il connaissait les frères Bocher de longue date, parce qu'avant de les avoir chez lui, il avait été leur professeur à la pension de l'abbé Briaud. C'est le père de ces deux jeunes gens qui lui prêta quinze cents francs pour publier ses tableaux chronologiques.

Personne mieux que M. Bocher ne pourrait décrire la vie de Michelet du temps de sa première femme, et avant l'heure des éclatants succès. Michelet lui-même nous a renseignés sur la douceur et l'intimité de sa seconde union, où il trouva un esprit digne de le comprendre, et capable même de l'aider. Les joies de la famille ne le consolèrent pas des malheurs publics : de la destruction de la liberté en 1852, de la destruction de la France en 1870. Elles le consolèrent plus facilement de sa propre ruine, qui fut la conséquence de la ruine de nos libertés. Il recommença, à près de soixante ans, à travailler pour vivre avec un courage tranquille et

ferme. Si on ne connaissait pas ces détails, on ne les devinerait pas dans ses livres, où se marque seulement la douleur du grand patriote ; celle-là, en traits éclatants.

Comme Mignet, Michelet donna l'exemple de se tenir en dehors de toute carrière politique, sans cependant se désintéresser de la politique un seul instant. Mignet était très passionné. Il défendait ses idées, qui concordaient toujours avec celles de M. Thiers, dans les cercles politiques; il les défendait quelquefois, discrètement mais énergiquement, de sa plume. Seulement, il ne voulait pas faire lui-même, officiellement, partie du corps d'armée. De même Michelet. Il faisait constamment de la politique comme citoyen et comme historien. Il en faisait comme électeur. Il ne voulut pas aller plus loin.

Rien ne lui était plus facile, en 1848, que d'entrer dans la représentation nationale. Il n'avait pas à le demander; on le lui offrait. Il s'était formé à Paris un grand comité électoral, dont le siège était au boulevard

Bonne-Nouvelle, et qui dirigea les élections dans un très grand nombre de départements. Le comité avait inscrit Michelet et Quinet parmi ses membres, avec tout ce qu'il y avait à Paris de républicains connus. Michelet ne refusa ni son nom, ni sa coopération. Le comité était en permanence ; on y était de garde à tour de rôle. Je me souviens d'y avoir vu Michelet, corrigeant paisiblement des épreuves au milieu du bruit. Mes électeurs des Côtes-du-Nord exigèrent que j'eusse l'estampille du comité. On affichait le nom du candidat pendant quelques jours, avec celui de deux membres du comité qui répondaient de lui. J'eus pour parrains Quinet et Michelet. Ce n'est pas dans un seul collège que Michelet eût été élu ; il aurait eu des élections multiples. Il refusa obstinément. Il se sépara en cela de Quinet, qui fut député de Paris, et colonel d'une légion de la garde nationale. Michelet était marié à l'histoire, et ne se croyait pas le droit de l'abandonner, même pour une heure. Il dit encore ce

jour-là à ses amis : « Faites l'histoire ; nous l'écrirons ! »

Je crois qu'il n'aurait pas aimé à parler à la foule. Il aimait mieux la chaire que la tribune. Il était fait pour la chaire, et tout particulièrement pour celle de l'École normale. Il lui fallait un auditoire jeune, ardent, et savant. Il comprenait cela sans doute ; mais je suis sûr que sa raison dominante fut l'impossibilité où il se sentait de se séparer de l'histoire de France C'était sa vie. Il ne pouvait s'arrêter de la chercher et de la raconter. Quand il disait : « Faites l'histoire, nous l'écrirons ! » il avait la conscience de prendre pour lui la meilleure part. Qu'aurait-il fait dans la politique militante ? Il en a eu ce qu'elle pouvait lui donner, ce qu'elle donne à ses élus : la révocation, la proscription, la ruine.

Il ne suffit pas d'être un grand esprit pour réussir dans les assemblées politiques. Quinet a abordé très rarement la tribune, toujours avec une grande force de pensée et un grand élan d'éloquence, mais sans gagner ni

influence, ni popularité. Il parlait dans les nuages, par de là la compréhension du vulgaire. Lamennais, en 1848, a été immobile sur son banc. Il n'a pas franchi une seule fois les marches de la tribune. Dans les commissions, dans les bureaux, ces deux hommes, qui étaient de grands hommes, ne parlaient pas. On mit Lamennais dans la commission de constitution, à cause de son nom. Il fit un projet qui fut à peine discuté. Lacordaire s'était laissé nommer député. Les représentants et le peuple firent bon accueil à sa robe blanche de dominicain. Il siégeait, comme Lamennais, à l'extrême gauche. Il monta une fois à la tribune dans les premiers jours. Cela lui suffit pour voir qu'il était surtout un prédicateur. Il donna sa démission le lendemain. Victor Hugo, qui était aussi un prédicateur, resta. Il resta et prêcha. Il eut, en 1848, quelque arrière-pensée d'être ministre. Heureusement pour la gloire poétique de la France, heureusement pour lui peut-être, il

échoua, et il oublia. Béranger, qui était un sage, donna sa démission dès le premier jour. Par deux fois, la Chambre la refusa. A la troisième, il fallut céder ; et c'était Béranger qui avait raison. Je ne parle pas de Thiers, qui était un homme d'État plus encore qu'un lettré. Je n'ai connu que Lamartine, qui eût les deux aptitudes. Encore réussit-il comme orateur plutôt que comme homme d'État ; et son genre d'éloquence, fêté en 1848 avec tant d'enthousiasme, n'aurait pas rencontré le même succès dix ans plus tard.

Les lettres et l'histoire n'ont jamais eu un amant plus fidèle que Michelet. Dans la proscription comme aux heures de prospérité et de gloire, il a travaillé à son édifice, sans s'arrêter, sans se lasser. Quand il a prononcé en mourant ces belles paroles : « Je remercie Dieu de tant de travail... », il a bien résumé toute sa vie. Sa plume a cessé de courir au moment où son cœur cessait de battre.

On nous avait donné à l'Institut un bust

de Michelet véritablement abominable. Je ne sais pas de qui il était. Il pouvait avoir des mérites, je n'en sais rien. Il n'avait pas celui d'être ressemblant. Cette fine tête de Michelet, si noble en même temps, et faite pour exprimer tour à tour tous les grands sentiments de l'âme humaine, était insignifiante et grimaçante. Il a fallu l'éloigner. Je me vante d'avoir fait campagne pour cela, et d'avoir obtenu que M. Guillaume fût chargé de le remplacer ; c'est la tâche la plus difficile, et pour laquelle il fallait un très grand artiste. Nous avons le magnifique tombeau dû au ciseau magistral de Mercié ; une statue, dans la décoration extérieure de l'hôtel de ville, où Michelet figure, comme de juste, parmi les grands Parisiens. Je m'étonne, dans ce temps où l'on multiplie les statues, et où quelquefois on les prostitue à des divinités de second ordre, que Paris n'ait pas encore voulu avoir une statue de Michelet sur une de ses places. Michelet, Cousin, Guizot, Arago, Ampère, Geoffroy Saint-Hilaire

feraient une belle décoration aux environs de la Sorbonne ou du Jardin des Plantes. La République s'honorerait en élevant une statue à Guizot, qui ne l'aimait pas. Elle n'aurait aucun effort à faire pour en dresser une à Michelet. Je sais qu'on commence à crier contre les statues. Il y en a de scandaleuses, mais il y en a aussi qu'on s'étonne de ne pas voir dans notre vieux Quartier Latin.

III

Henri Martin est plus heureux que Michelet. Il a sa statue à Saint-Quentin, son boulevard à Paris. Il a aussi son lycée, le lycée de Saint-Quentin, comme il y a, à Rouen, le lycée Corneille, et à Clermont, le lycée Pascal. Je crois que M. Lockroy a donné le nom de Michelet au lycée de Vaugirard. C'est bien. J'approuve tout ce qu'on peut faire pour honorer les grands hommes. Je ne me plains que des compagnons qu'on leur

donne de temps à autre. Je suis devenu depuis quelque temps, je ne sais pourquoi, un grand inaugurateur de statues, et il m'est arrivé plus d'une fois, quand je disais à un ami : « Je viens d'inaugurer la statue de tel personnage », de recevoir cette réponse : « Qui est-ce ? »

Henri Martin a été heureux dans la vie et dans la mort. Je crois bien que sa jeunesse a été un peu rude dans les commencements. Mais quoi ! il travaillait beaucoup, et il gagnait le nécessaire. Cette détresse n'est pas à comparer avec celle de Michelet enfant. Sous Louis-Philippe, Henri Martin fut constamment dans l'opposition, et exclu par conséquent de toutes les situations officielles. Il n'eut ni places, ni pensions, ni décorations, ni souscriptions. Il fut heureux pour lui d'avoir fait un livre qui lui donnait à la fois de la renommée et de l'aisance. Cette aisance ne vint pas sur-le-champ, et n'alla pas sans quelques alternatives de gêne. Sans l'Institut, qui fut pour lui prodigue de ses

plus belles récompenses, il aurait par instants connu le besoin. Sa position matérielle s'améliora peu à peu, à mesure que sa réputation augmentait. Il eut plus que personne le sentiment et le plaisir d'être l'unique artisan de sa fortune, et du bonheur de ceux qui l'entouraient. Quand ses opinions et ses amis furent au pouvoir, il ne voulut pas de places, il n'accepta que des charges. Il en fut accablé. Dans l'Aisne, il était président du conseil général ; à Paris, il était maire. Il entra à la Chambre en 1870, et n'en sortit que pour être sénateur. Il était toujours membre ou président de deux ou trois commissions parlementaires ; le gouvernement, de son côté, le mettait en réquisition pour les commissions extraparlementaires ; les Académies et les associations de bienfaisance, suivant l'exemple du gouvernement et des Chambres, se disputaient le nom de Henri Martin. Sa vie se passait à présider des commissions ; et il se trouvait qu'au milieu de tout cela, il produisait volume sur volume.

C'était, essentiellement, une bonne âme. Il avait quelques antipathies très franches pour quelques doctrines politiques ou religieuses ; pour les personnes, il était toujours bienveillant. Un trait particulier de son caractère était sa fidélité pour son parti et pour ses amis. Même quand il était poussé d'un autre côté par ses instincts ou ses convictions, il trouvait des raisons de se ranger à l'opinion commune. Il se serait séparé si sa conscience lui en avait fait un absolu devoir, car il était doué du courage moral, mais outre l'inclination qui le portait à suivre ses amis, il avait une haute idée de la discipline. Il la considérait comme la force et l'honneur d'un parti. Il disait : « Pas de dissensions ! » comme on dit : « Pas d'abstentions ! » Quand on se plaignait qu'il se fût associé à tel ou tel vote : « Nos amis l'ont décidé, » répondait-il. Il ajoutait quelquefois qu'il aurait mieux aimé une résolution différente. « Mais, disait-il, le premier intérêt est de ne pas se séparer. » On ne manquait pas de lui

objecter qu'un homme de sa valeur était fait pour redresser les erreurs des autres, et qu'en les subissant, il faisait tort à sa propre cause. Mais il n'avait pas de pareilles pensées; car il était modeste au fond, et ne se mettait pas à sa vraie place. C'était seulement sur les questions de politique étrangère qu'il se séparait de son parti. Là, il se croyait compétent, et digne de faire l'opinion au lieu de la subir. L'historien reprenait son rang.

Il était fort anticlérical. Presque tout le monde l'est en France. Les catholiques le sont, à l'exception des ultramontains, qui ont toujours été en minorité. Le jansénisme est une sorte de protestation contre la puissance du clergé. La déclaration de 1682 est manifestement une réserve contre l'autorité papale. Elle oppose aux prétentions du clergé, non la raison comme les philosophes, non le droit des fidèles, comme les protestants, mais le droit du roi. Henri Martin, très ennemi des jésuites et des capucins, était religieux, comme Jean Rey-

naud : religieux, sans adhérer à une religion positive.

Sous la Restauration, on en était, dans le parti libéral, au Vicaire Savoyard. On voulait être marié à l'église, mais on refusait de se confesser. On exigeait les prières de l'Église sur le cercueil d'un ennemi public et notoire de l'Église. Les temps de transition sont toujours des temps de contradictions. Le parti était devenu plus raisonnable en 1848. Il reconnaissait que le clergé était maître chez lui, — maître de son église et de ses prières, — et lui interdisait de chercher à se rendre maître chez les autres, ce qui était justice. En un mot, il donnait toute liberté de croire, et toute liberté de ne pas croire. Il revint à des interdictions et à des restrictions en 1881. La qualité de prêtre ou de congréganiste fut, dans certains cas, une cause d'exclusion. On prit, à l'excès, la protection des incrédules contre les croyants. On ne se contenta pas de les débarrasser avec soin de toutes les pratiques du culte ; on éloigna

de leurs yeux le spectacle des pratiques religieuses. La plupart des incrédules (je pourrais dire : tous les incrédules) étaient accoutumés à voir pratiquer des religions à côté d'eux. Plusieurs même auraient pris fait et cause pour les catholiques ou les israélites opprimés. On leur supposa des scrupules qu'ils n'avaient pas, et qui ne se justifiaient pas, pour contrister les croyants. C'est ainsi qu'on entendit, en 1881, la liberté de conscience. Henri Martin s'en tenait à 1848. Il ne lui déplaisait pas que le clergé bénît les arbres de la liberté, à condition qu'on ne contraignît pas le prêtre à bénir, et Henri Martin à tenir le bénitier. Il vota pourtant, à mon grand étonnement et à mon grand chagrin, les lois qui restreignaient la liberté des catholiques en touchant à la liberté d'enseignement et à la liberté d'association. Le philosophe aurait obéi à sa raison ; l'homme de parti obéit à la discipline.

J'avais tenu une autre conduite, me séparant à cette occasion, bien malgré moi, mais

contraint et forcé par ma conscience, de mon parti et de mes amis politiques. Je m'attendais à leur colère ; j'avoue qu'elle dépassa mon attente, et que je fus excommunié et anathématisé dans les règles par les libres penseurs. Deux hommes tinrent à mon égard une autre conduite, Carnot et Henri Martin. Ils vinrent chez moi à plusieurs reprises, une fois ensemble et plusieurs fois séparément. Ils ne cherchèrent pas à me faire changer d'avis. Ils me connaissaient depuis trop longtemps pour ne pas savoir que j'avais de tout temps professé les mêmes doctrines et tenu le même langage. Mais ils me priaient et me suppliaient de me contenter de voter silencieusement, et de ne pas prendre la parole. Ils avaient deux arguments : l'un était que je me perdrais, et l'autre que le parti avait besoin de moi et ne pouvait pas me perdre. Leurs prédictions se sont réalisées : je me suis perdu, c'est-à-dire j'ai perdu ma carrière politique, et le parti m'a perdu, par sa volonté souveraine, c'est-

à-dire qu'il a renoncé aux services que je pouvais lui rendre. Et peut-être n'en sommes-nous pas plus malades ni l'un ni l'autre. Je n'en ai pas moins gardé de ces démarches de Henri Martin et d'Hippolyte Carnot un souvenir reconnaissant.

Cela me rappelle un épisode curieux et assez peu connu de l'histoire religieuse sous le second empire. Henri Martin et Carnot étaient l'un et l'autre déistes et spiritualistes; tous deux grands amis de Jean Reynaud, qui était leur oracle en philosophie. Henri Martin, dans les premières années de l'empire, était très préoccupé des progrès du positivisme. Il croyait, et beaucoup d'autres croyaient avec lui, que, pour relever les mœurs, il fallait rendre des croyances à cette société défaillante. Quelles croyances? Ils ne voulaient pas du catholicisme, ennemi, disaient-ils, de la liberté, et qui venait de proclamer l'Immaculée-Conception et l'infaillibilité du pape. Ils s'en tenaient pour eux-mêmes à la philosophie ; mais la philo-

sophie n'était bonne que pour les philosophes, pour une élite d'hommes éclairés et réfléchis; elle ne pouvait rien sur les femmes, rien sur le peuple. Le saint-simonisme qui avait eu, lui aussi, cette pensée, avait essayé, sous la conduite d'Enfantin, de se transformer en église. C'est ce qui l'avait perdu. L'église saint-simonienne était morte sous le ridicule, comme les théophilanthropes du Directoire. Ils pensèrent au protestantisme, qui fait une large part à la liberté, et ne demande pas à la raison humaine les mêmes sacrifices que le catholicisme. Ce fut pendant quelques mois une grande agitation dans un très petit monde. Carnot écoutait et approuvait à demi; Henri Martin était frémissant et tout prêt à commencer l'apostolat; Prévost-Paradol, très peu exalté, très peu mystique, conduit surtout par des raisons politiques, entrait dans cette conspiration de nouvelle espèce. Pelletan, qui était d'origine protestante, était le plus enflammé. Ils haranguèrent leurs amis, qui restèrent froids.

produisirent leurs arguments, que personne ne réfuta, publièrent quelques allusions dans le *Courrier du Dimanche*, et finalement en restèrent là, après avoir constaté que ce pays-ci oscillerait toujours entre le catholicisme et le positivisme.

La campagne de 1881 n'avait fait que raviver ces idées dans l'esprit de Henri Martin. Quand il fit son testament, il se demanda si le nom de Dieu ne serait pas invoqué dans ses funérailles. Il voulut qu'il le fût, c'était l'application de sa constante croyance. Il avait toujours cru à l'existence de Dieu, et à la nécessité de l'adorer. Il fallait donc un acte de foi. Sous quelle forme? Il lui parut que quelques mots prononcés par un ami au nom des doctrines philosophiques ne suffiraient pas. Il n'était pas même d'une école, puisque Jean Reynaud n'a pas laissé de continuateurs. Non; il fallait quelque chose de plus précis, de plus solennel et de plus tendre ; il fallait un acte religieux, un culte. Il demanda la présence et la parole

d'un pasteur protestant. La famille fit un heureux choix en confiant cette mission à M. Dide, son collègue au Sénat, et son ami.

Je ne dirai pas, comme quelques pasteurs dont j'honore la sollicitude, que ce fut un triomphe pour le protestantisme, puisque Henri Martin prit soin d'expliquer qu'en insérant cette clause dans son testament il n'entendait pas faire adhésion à une doctrine confessionnelle. Ce fut au moins une énergique protestation contre le positivisme, et l'acte d'un esprit religieux et sincère. Quand un esprit élevé et un cœur pur, comme l'esprit et le cœur d'Henri Martin, appellent sur leur vie la bénédiction de Dieu, nous ne demandons pas : « Quel Dieu? » nous nous inclinons devant celui qui est la source de tout bien, et devant ce fils qui invoque en mourant le nom de son père.

NOTICE HISTORIQUE

SUR

MIGNET

Lue dans la séance publique annuelle de l'Académie des sciences morales et politiques du 7 novembre 1885.

Messieurs,

En vous parlant de M. Thiers dans une précédente séance[1], j'obéissais au désir, à la volonté de M. Mignet. Il me semble presque aujourd'hui, en venant rendre un pareil hommage à M. Mignet lui-même, que je ne fais que continuer mon discours de l'année dernière. Pendant soixante ans d'une amitié inaltérable, aucun d'eux n'a été étranger aux douleurs, aux travaux et à la gloire de l'autre. Ils seront unis dans l'histoire, comme ils l'ont été dans la vie, à leur immortel honneur.

1. *Thiers, Guizot, Rémusat*, par Jules Simon, chez Calmann Lévy.

Savoir se faire aimer, savoir aimer, sont deux vertus des grandes âmes.

M. Thiers est Provençal par son père et par sa mère. Le grand-père de M. Mignet était Vendéen. Il eut huit enfants; l'aîné devint notaire; le plus jeune prit l'état de serrurier, et fit, comme tous les compagnons du métier, son tour de France. A Paris, il avait travaillé au Champ de Mars pour les fêtes de la Fédération; à Aix, où il se maria et se fixa, il suspendit dans sa chambre la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*. C'est là que naquit, le 8 mai 1796, François-Auguste-Alexis Mignet. On a pu pendant longtemps reconnaître la maison à une clef gigantesque, qui se balançait au-dessus de la porte. M. Mignet, depuis qu'il habitait Paris, ne manqua jamais d'y retourner à l'époque des vacances, pour embrasser ses parents et respirer l'air natal. Il en riait; il nous disait que rien n'était plus propre à refaire un homme que de voir un clair soleil, de parler provençal, de manger de la bran-

dade (avec modération) et de faire une partie de boules chaque matin. Au fond, ce voyage qu'il a recommencé tous les ans pendant soixante ans faisait son bonheur. Il avait un cœur vaillant et tendre. Il aimait sa famille avec passion. On a remarqué, comme un des traits les plus charmants de son caractère, que, jusque dans l'extrême vieillesse, il adorait les petits enfants.

Ses parents l'avaient placé, par économie, dans une école assez médiocre. Les inspecteurs généraux de l'Université, qui, à cette époque reculée, étaient chargés de découvrir les jeunes talents, y découvrirent M. Mignet, et lui firent donner une bourse au lycée d'Avignon, où il termina ses études avec éclat. Il avait, au lycée, le grade de sergent-major, qui lui donnait le droit d'entrer dans l'armée en conservant ses galons. Il y songea sérieusement en 1815. On pense bien que ce n'était pas par entraînement militaire. Il fallut les larmes de sa mère pour l'en détourner. Il cherchait une occupation : on le chargea de

donner des leçons d'histoire dans ce même lycée où il était écolier la veille.

Les lycées de l'Empire étaient des casernes; les collèges de la Restauration étaient des couvents. M. Mignet, qui ne pouvait se passer de liberté, retourna dans sa famille et suivit les cours de l'École de droit, à Aix, sans abandonner les études historiques qui déjà le captivaient. C'est là qu'il rencontra M. Thiers et qu'ils se sentirent attirés l'un vers l'autre par leur goût commun pour les lettres et par leur ardent libéralisme.

On raconte comme une tradition dans la famille que M. Thiers ne passait pas un jour sans aller voir son ami. Il entrait par la boutique[1], causant avec tout le monde, quelquefois même s'asseyant à demi sur le rebord d'un établi, et là il parlait, et parlait déjà si

1. Cette boutique était située à l'extrémité de la rue Bellegarde (aujourd'hui rue Mignet). C'était la dernière maison avant le portail dont la herse et les mâchicoulis conservaient encore un certain air du moyen âge à tout ce quartier. Le portail a été rasé. La maison a été vendue en 1822, après la mort du père de M. Mignet.

bien que les marteaux restaient en l'air et que le fer se refroidissait. Cette boutique d'un ouvrier, qui était un artiste dans son état, et qui marquait dans le parti libéral, était le rendez-vous de plusieurs jeunes gens destinés à la célébrité. Je citerai, par exemple, M. Peisse, qui a été notre confrère ; M. Senti, rédacteur du *Temps*, non pas du *Temps* d'à présent, mais de l'autre ; M. Mottet, depuis conseiller d'État ; le commandant Boitieu, très fine lame, qui fut le maître d'armes de M. Mignet, et en fit son élève de prédilection et un élève digne de lui.

M. Thiers et M. Mignet étaient les chefs de toute cette jeunesse. Ils entrèrent ensemble au barreau ; mais, tout enfiévrés d'ardeurs littéraires et de passions politiques, ils n'y entraient que pour en sortir à la première occasion qui s'offrirait.

On sait comment M. Thiers contraignit l'Académie d'Aix à le couronner. M. Mignet visa plus haut. Non content d'avoir eu un prix à l'Académie de Nîmes pour son *Éloge de*

Charles VII[1], il prit part au concours ouvert sur les *Institutions de saint Louis*, par l'Académie des inscriptions, et partagea le prix avec M. Arthur Beugnot[2]. Il s'était fait historien tout seul. Les livres, les directions lui manquaient. L'enseignement de l'histoire dans les lycées était presque nul. L'Académie récompensa plutôt l'aptitude à apprendre que les connaissances acquises. Elle démêla dans l'inexpérience de ce débutant les grandes qualités de l'écrivain et du penseur.

M. Mignet avait vingt-cinq ans, M. Thiers en avait vingt-quatre. Aix ne leur suffisait plus. Il vinrent à Paris, n'ayant chacun en poche qu'une lettre de recommandation[3].

1. Ce *Mémoire*, couronné en 1820, est inséré *in extenso* dans le volume de *Mémoires* publié par l'Académie de Nîmes en 1822, et imprimé à Nîmes par Durand-Belle. Il n'a pas été tiré à part.

2. Cet ouvrage, couronné en 1821, a été publié par l'auteur sous ce titre : *De la féodalité, des institutions de saint Louis et de l'influence de la législation de ce prince*, in-8, chez L'Huilier, Paris, 1822.

3. C'est un médecin très connu et très estimé à Aix, le docteur Arnaud, qui mit M. Mignet et M. Thiers en relations avec Manuel, député de la Vendée, et Étienne,

M. Mignet arriva le premier, en juillet 1821, et fut accueilli par Manuel avec une bienveillance qui ne se démentit jamais. Il était déjà, au bout de quelques semaines, grâce à cette protection puissante et éclairée, l'un des rédacteurs du *Courrier français*, quand M. Thiers arriva au mois de septembre. Ils s'étaient établis dans une mansarde du passage Montesquieu, ne sachant trop dans les premiers jours s'ils dîneraient le lendemain. Ils n'eurent pas le temps de penser à la témérité de leur entreprise, tant le succès leur arriva promptement. Ils avaient l'œil fixé sur l'avenir, et oubliaient le présent avec ses incertitudes. Tous les deux rêvaient d'abord la patrie libre; et, s'ils faisaient ensuite des rêves pour eux-mêmes (on peut croire qu'ils n'y manquaient pas), M. Thiers se voyait chef d'un ministère, et M. Mignet songeait

directeur du *Constitutionnel*. Ce docteur Arnaud était le père de Madame Charles Reybaud, dont les romans ont eu beaucoup de succès, et qui était elle-même la belle-sœur de notre confrère Louis Reybaud.

peut-être qu'il était secrétaire perpétuel d'une académie avec le renom de grand historien.

Leurs succès dans le journalisme les mirent promptement en rapport avec les hommes qui étaient alors à la tête de l'opinion libérale. M. Mignet avait été présenté à Royer-Collard. Il connut particulièrement Manuel, son premier protecteur, et Talleyrand, qui avait beaucoup goûté certains articles sur la diplomatie publiés dans le *Courrier français* et avait voulu en connaître l'auteur. Ces deux hommes enseignèrent la politique à M. Mignet, chacun à sa manière. Manuel lui inspira plus de respect et Talleyrand plus d'admiration. Il apprit de Talleyrand à comprendre les événements, et de Manuel à les juger. S'il est vrai, comme le dit M. Thiers, que la qualité essentielle de l'historien est l'intelligence, la fréquentation assidue de M. de Talleyrand dut singulièrement profiter aux deux jeunes gens, qui, rentrés le soir dans leur mansarde au sortir des somptueux salons de la rue Saint-Florentin, écrivaient

pour la postérité le récit des événements auxquels il avait pris une si large part.

La France était coupée en deux au sortir de cette crise terrible. Une moitié voulait avec passion avancer; une autre moitié, avec non moins de passion, voulait reculer. Les uns bénissaient la Révolution, les autres la maudissaient, personne ne la savait; car tout le monde avait à se justifier, aux yeux d'autrui et même à ses propres yeux, ou de ses actes ou de sa haine. Chez M. de Talleyrand, l'histoire était racontée dans ses détails par ceux qui l'avaient faite, avec une impartialité désormais facile pour des hommes arrivés au port après avoir servi successivement tous les partis : réunion unique de personnages très intelligents et très dépravés, dont l'un disait cyniquement, en parlant des autres et de lui-même, que, s'ils n'étaient pas si dépravés, ils ne seraient pas si intelligents. M. Thiers et M. Mignet, que leur profession de journalistes mettait aux prises tous les jours avec les ennemis et les calomniateurs de la

Révolution, comprirent qu'il n'y avait rien de plus puissant à leur opposer que l'histoire, et qu'ils étaient armés pour la faire.

Ils s'adonnèrent en même temps à la même œuvre, sans rivalité comme sans crainte. Ils savaient que les deux livres seraient conçus dans le même esprit, qu'ils seraient profondément dissemblables, et qu'ils se compléteraient l'un par l'autre.

M. Thiers a écrit une histoire en dix volumes, qui se termine au 18 Brumaire. L'ouvrage de M. Mignet, qui embrasse, outre la Révolution proprement dite, le Consulat et l'Empire, tient en deux volumes de dimensions médiocres. Ce n'est pas un traité philosophique sur l'histoire de la Révolution : car tous les événements importants y sont mentionnés dans leur ordre chronologique avec les développements nécessaires pour les faire bien saisir. Ce n'est pas non plus un abrégé, un précis : car tout y est enchaîné, expliqué et jugé. Peu d'ouvrages réunissent à ce même degré la précision historique et la profon-

deur philosophique. On y trouve déjà ce qui a été la qualité suprême de M. Mignet historien : une grande élévation de pensée et de sentiment, avec une préoccupation constante de l'enchaînement logique des événements. Le style n'est pas, comme celui de M. Thiers, simple, facile et quelquefois un peu diffus. On y sent par instants l'effort, mais un effort qui est toujours heureux. Presque à chaque page se trouve une de ces formules qui donnent à penser et se gravent dans le souvenir. Quoique cette histoire de vingt années contienne plus d'événements qu'il ne s'en rencontre dans l'histoire de plusieurs siècles, l'écrivain les dispose avec tant d'art et leur mesure si exactement la place en proportion de leur importance, que l'esprit les embrasse d'un seul coup d'œil et se rend compte aisément de leur signification.

Le succès des deux ouvrages fut immense. Pour en bien apprécier le mérite et pour comprendre l'enthousiasme des contemporains, il convient de se remettre par la pen-

sée au point où nous en étions en 1824, avant la publication des documents de toutes sortes dont nous sommes inondés, et les découvertes d'une critique historique de jour en jour plus pénétrante, mais à laquelle on ne peut nier que M. Thiers et M. Mignet ont ouvert la voie.

On leur a reproché d'avoir invoqué la raison d'État pour excuser ou pallier quelques-unes des fautes les plus graves de la Révolution, subissant en cela l'influence de Talleyrand et de son école. Le vieux diplomate avait tout vu, tout compris et tout utilisé. A ses yeux, tout ce qui concourait à la prospérité du pays était légitime; et, soit dans la morale publique, soit dans la morale privée, il était bien près de considérer l'esprit de dévouement et de sacrifice comme une respectable faiblesse. Cette doctrine a eu de tout temps, et elle a sous nos yeux, par un retour de fortune assez inattendu, de nombreux disciples. Elle ne fait que changer de nom en passant d'un parti à l'autre. Dieu sait avec

quelle énergie tous les républicains l'ont combattue sous l'Empire, quand ils l'appelaient les deux morales. On l'appelle à présent la souveraineté du but ou la politique des résultats, ou d'un autre nom encore. Je lui restitue sa vraie formule, que voici : la fin justifie les moyens. C'est du haut de cette doctrine qu'on foudroie à présent les jésuites. Mais la politique de M. Mignet n'est pas la politique des résultats ; c'est tout le contraire : c'est la politique de la droiture et de l'honneur. On l'a accusé de croire à la fatalité tout simplement parce qu'il croyait à la logique. Je regrette sans doute de lire dans son livre que La Fayette, quand il vint à Paris défendre la constitution de 1791, « n'avait pas compris la nécessité d'un nouvel ébranlement », et encore, « que trois années de dictature du comité de Salut public, si elles ont été perdues pour la liberté, ne l'ont pas été pour la Révolution ». Il y a plusieurs phrases de ce genre que je voudrais effacer dans l'*Histoire de la Révolution*. Mais ce n'est

pas dans ces phrases isolées et clairsemées, dues à l'inexpérience de la jeunesse, à l'esprit du temps, à l'ardeur d'un plaidoyer, qu'il faut chercher la véritable pensée de M. Mignet. Ceux qui veulent voir dans son livre la glorification du succès, s'arrêtent à des détails quand il faudrait surtout tenir compte de l'ensemble. Ils oublient son jugement sur Louis XVI, « le seul prince peut-être qui, n'ayant aucune passion, n'eut pas celle du pouvoir, et qui réunit les deux qualités qui font les bons rois, la crainte de Dieu et l'amour du peuple »; et la condamnation sévère qu'il prononce contre le régime odieux de la Terreur, pour qui « le seul moyen de gouvernement était la mort ». Cette condamnation se retrouve, non pas plus sévère, mais plus fortement motivée dans les notices qu'il a écrites sur Sieyès, Merlin, Daunou, Lakanal. M. Mignet reste partout lui-même; on ne peut l'accuser de se contredire ; mais on ne peut l'accuser non plus de ne pas croître en connaissance des hommes, en sûreté de

jugement, en sérénité d'esprit. A quelque moment de sa carrière qu'on veuille le prendre, il est toujours, comme en 1830, avec les défenseurs du droit et de la liberté.

M. Mignet a écrit son *Histoire de la Révolution* en quatre mois, à Romégas, village situé à sept kilomètres d'Aix, et dans le cimetière duquel repose sa mère, qu'il a perdue à l'âge de quatre-vingt-trois ans[1]. Il y avait deux ans qu'il travaillait à amasser des matériaux et à fixer ses idées; deux ans, et pas davantage. Son *Mémoire sur les Institutions de saint Louis*, qui avait eu le prix de l'Académie des inscriptions, parut en 1822, l'*Histoire de la Révolution* en 1824. Dans le cours de ces deux années, il n'interrompit sa collaboration au *Courrier français* et aux *Tablettes universelles* que pendant les quatre mois passés à Romégas pour la composition de son livre. Il trouva même le temps de faire un

1. *Histoire de la Révolution, de 1789 à 1814*, par M. Mignet. Un volume in-8, Paris, 1824. Dès la seconde édition, l'ouvrage parut en deux volumes.

cours d'histoire à l'Athénée. Dans l'hiver de 1822 à 1823, le cours porta sur la Réformation religieuse du XVI^e^ siècle; dans l'hiver de 1823 à 1824, sur la Révolution et la Restauration d'Angleterre[1].

L'Athénée était une sorte de Sorbonne indépendante, mise à la mode par les leçons de La Harpe, de Garat, de Chénier, où l'enseignement était à la fois brillant et solide, et que fréquentaient les savants et les gens du monde. Dans son cours de 1822, M. Mignet insista particulièrement sur l'histoire de la Ligue. Un tel sujet avait pour cet auditoire mondain le double attrait de l'actualité et de l'opposition. M. Mignet parlait des religions avec respect, mais avec une complète indépendance, et il n'entrait dans l'examen des questions théologiques qu'autant qu'il le

1. La famille de M. Mignet possède les manuscrits de ces leçons, qui n'ont jamais été publiées. Le cours de 1822 à 1823 roule sur l'histoire de la Ligue; celui de 1823 à 1824 sur l'histoire d'Angleterre depuis 1640, époque de la convocation du Long Parlement, jusqu'à la révolution de 1688.

fallait pour faire comprendre la transformation des mœurs et des institutions civiles. La clarté sans égale du récit, la judicieuse appréciation des événements et de leurs causes, le souffle libéral qui inspirait toutes ses paroles, produisirent un de ces mouvements de curiosité enthousiaste, si fréquents dans notre société française, et si flatteurs pour ceux qui en sont l'objet. La personne du jeune orateur n'était pas étrangère à son triomphe. Avec sa figure grave et douce, sa chevelure élégante, ses yeux brillants, sa taille svelte et élevée, M. Mignet, qui avait vingt-sept ans, paraissait beaucoup plus jeune, et cette jeunesse et cette grâce contrastaient avec la force et l'autorité de son enseignement. Son accent marseillais, dont il a conservé la trace jusque dans sa vieillesse, était alors très prononcé ; mais sa voix sonore lui donnait un charme qui faisait sourire et qui captivait. Le succès fut si vif, le jour où il lut sa leçon sur la Saint-Barthélemy, qu'il fallut la lire une autre fois pour un auditoire nou-

veau. Sainte-Beuve, qui l'avait entendue deux fois, en parlait encore trente ans après avec enthousiasme.

Je mentionne ici d'un seul mot les funérailles de Manuel, qui conduisirent M. Mignet sur les bancs de la police correctionnelle. Ces funérailles furent l'occasion d'une manifestation à laquelle il prit une part principale. Elles avaient failli être ensanglantées par les provocations maladroites de la police. Le récit qu'il en publia quelques jours après[1] donna lieu à des poursuites. Il se défendit lui-même avec beaucoup de dignité et de fermeté, en accusant directement devant le tribunal une police qui, disait-il, se jouait des droits des vivants et des restes des morts. M. Mauguin et notre confrère M. Renouard, dont j'aime à saluer en passant le nom cher et vénéré, prononcèrent l'un et l'autre de beaux et courageux plaidoyers. Le tribunal acquitta[2].

1. *Relation historique des obsèques de M. Manuel, ancien député de la Vendée.*

2. Le procès remplit les audiences des 19 et 26 septem-

C'est surtout à la veille d'une révolution qu'on la croit impossible. Au commencement de l'année 1830, les libéraux désespéraient de la victoire. M. Thiers allait partir pour faire le tour du monde, et déjà ses malles étaient faites quand on apprit tout à coup la formation du ministère Polignac. C'était comme le signal du combat. Les anciens journaux ne suffisaient plus. MM. Thiers, Mignet et Armand Carrel fondent le *National*. Pour discuter? Non; pour renverser. Ils le savent dès le premier jour, et même ils le disent. On a pu croire, quand les Bourbons

bre 1827. M. Laffitte, le général La Fayette, et M. de Schonen, conseiller à la cour royale de Paris, avaient prononcé sur la tombe des discours qui servirent de base principale à l'accusation. Ils demandèrent à être compris dans les poursuites. Le frère de Manuel fit la même demande. MM. Laffitte et Manuel déclarèrent que la brochure était une œuvre collective, et que M. Mignet n'avait fait que tenir la plume. Toutes ces demandes furent écartées. Le tribunal rendit son jugement le 28 septembre, en présence d'une foule considérable. La censure n'avait pas permis aux journaux français de publier la brochure; mais un journal de Londres, le *Courrier anglais*, en donna la traduction.

revenaient avec la Charte, qu'incapables de comprendre les droits et les avantages de la liberté, ils en reconnaîtraient au moins la nécessité. Mais le désaccord est absolu entre la cour et la nation. Ni la cour ne veut vivre avec la liberté, ni la nation ne veut vivre sans elle. Cette démonstration, faite tous les jours dans le *National*, aboutit à la révolution de 1830. Les articles sont anonymes, et par conséquent la responsabilité est commune ; mais nous savons la part de chacun par un précieux exemplaire où le nom des auteurs est écrit à la main. M. Mignet est tous les jours sur la brèche. Il ne le cède à personne, pas même pour la vigueur à M. Thiers, ni pour l'audace à M. Carrel. Au jour décisif, son nom est en tête de la protestation des journalistes, dont M. Thiers est l'auteur.

On a accusé M. Thiers d'avoir dit, en parlant de la révolution de 1830 : « Ma révolution. » M. Mignet aurait eu autant de droit que M. Thiers à le dire. La vérité est qu'ils ne l'ont dit ni l'un ni l'autre. Voici les pro-

pres paroles de M. Thiers, telles que je les ai entendues de sa bouche. Il a dit : « La révolution de 1830, la nôtre, celle qui est bonne. » C'était à la tribune de l'Assemblée de 1848; et le mot ne laissait pas que d'être assez fier, prononcé devant les combattants de Février, devenus les maîtres de la France.

Aucun révolutionnaire n'aura jamais le droit de dire : « Ma révolution. » M. Thiers et M. Mignet ont concouru autant que personne à rendre la révolution inévitable ; ils y ont joué leur tête, ils l'ont en partie dirigée. C'est M. Thiers, qui a le premier indiqué la solution, puisque c'est lui qui, le premier, a prononcé le nom du duc d'Orléans. Enfin, personne plus que lui ne s'est efforcé de restreindre la révolution à un changement de dynastie.

Telle est la politique suivie, à cette heure solennelle, par M. Thiers, et par M. Mignet, inséparablement uni à M. Thiers. M. Armand Carrel, qui traitait la politique en théoricien et n'avait pas, comme ses deux collaborateurs,

écouté les leçons de Talleyrand, refusa de se rallier au nouveau pouvoir. « Je ne voulais pas, me disait-il trois ans après, d'un gouvernement qui prétendait être un minimum de république, et n'était qu'un minimum de royauté. »

Pendant que M. Armand Carrel se sépare, l'absolue identité de vues et de conduite, dans une crise aussi redoutable, ne fait que cimenter encore l'amitié de M. Mignet et de M. Thiers. Seulement, s'ils sont d'accord pour approuver tout ce qui vient d'être fait, ils prennent chacun, à partir de ce moment, une route différente. M. Thiers entre immédiatement aux affaires pour ne plus les quitter ; M. Mignet renonce à jamais aux fonctions publiques. Il n'accepte que la direction des archives au ministère des affaires étrangères, devenue vacante par la mort de M. d'Hauterive[1], et cette direction n'est qu'un instrument de travail et un engagement

1. M. d'Hauterive était mort le 28 juillet 1830.

à rester en dehors de la politique. Le titre de conseiller d'État en service extraordinaire dont on le décore, est ce que M. Cousin appellera plus tard un titre vain.

Il est clair qu'il pouvait prétendre à toutes les places, même aux plus grandes. Il était bien naturel qu'ayant été un des chefs les plus courageux et les plus remarqués de l'opposition, il entrât avec ses amis dans le gouvernement. Il avait tout ce qu'il faut pour réussir dans les grands emplois. Il avait été journaliste, c'est l'école de l'audace; il était historien, c'est l'école de la politique; il connaissait à fond la Révolution française, c'est l'école de la liberté. Il était même orateur, comme le prouvaient ses succès de l'Athénée. Résolument, il ne voulut rien être. Il se laissa porter quelque part à la députation, ne réussit pas, en fut bien aise [1]. Il se donna dès lors parole de ne plus recommencer, et resta jusqu'à la fin fidèle à sa réso-

1. A Brignoles (Var), aux élections de 1831.

lution. Une courte mission en Espagne (octobre 1833), pour un service spécial, difficile, urgent, fut tout ce que put obtenir de lui M. de Broglie; et même il ne lui aurait pas arraché ce sacrifice, sans l'intervention de M. Thiers, et sans la perspective d'un service à rendre à son pays et à ses idées dans l'espace de quelques semaines. Arrêté un instant à Vittoria par les carlistes, qui n'osèrent pas le retenir prisonnier, il ne fit que paraître à Madrid à la cour de la jeune reine, et revint à tire-d'aile dans son cabinet des archives. Il n'en sortit qu'à la révolution de Février. M. Bastide, en arrivant aux affaires, n'eut rien de plus pressé que de balayer tous les favoris du régime déchu, et il destitua M. Mignet avec les autres. A peine eut-il fait cette destitution, qu'il s'aperçut que c'étaient les archives, et que c'était M. Mignet. En homme de cœur, il avoua sa faute, et pria M. Mignet de rester. Mais cette destitution avait prouvé à M. Mignet que ce poste littéraire tenait pourtant à la politique. Il ne reconnaissait

plus une maison qui avait cessé d'être dirigée par ses amis. Il remercia le ministre, et déclina poliment et fermement ses avances.

Cette résolution de renoncer aux fonctions publiques dans la situation où se trouvait M. Mignet, est caractéristique. On a dit : « C'est un sage. » Sans doute. Entendons-nous cependant. M. Mignet ne se désintéressa jamais de la politique. Il resta ardemment attaché à son parti, et le servit en toute occasion par ses votes, par ses conseils, et quelquefois, discrètement, mais habilement, par sa plume ; confident et conseiller de M. Thiers, se réjouissant autant que lui de ses succès, s'affligeant plus que lui de ses échecs, le défendant à toutes les époques de sa vie avec une ardeur passionnée. En un mot, il fut jusqu'à son dernier jour un patriote fervent, un libéral dans le noble sens de ce mot, un bon et actif citoyen ; mais il choisit la carrière qui lui convenait, et ce fut la carrière indépendante et souveraine, la carrière des lettres.

J'ai bien envie de dire ici sur-le-champ, pour n'avoir plus à revenir sur cette question de psychologie, que M. Mignet ne s'est pas marié. Là, comme pour la politique, il n'avait qu'à vouloir, ou, pour parler plus exactement, il n'avait qu'à choisir. Si de ce côté-là aussi il fut un sage, ce fut, comme en politique, de cette sagesse qui n'a rien de commun avec l'indifférence. Il travailla en bénédictin, mais il vécut en homme du monde, et du meilleur monde dans tous les sens du mot, en homme qui, sans être étranger à aucun des plaisirs honnêtes, met la science au-dessus de tout, et le devoir au-dessus de la science.

Pendant que M. Thiers passait du ministère des finances, où il dirigeait tout sous le nom de M. Laffitte, au ministère de l'intérieur et à celui des travaux publics, pour revenir au ministère de l'intérieur quand la situation parut de nouveau menaçante, M. Mignet, établi dans son cabinet des archives, se rendait compte des trésors qui s'y

trouvaient accumulés, et n'avait que l'embarras digne d'envie de choisir entre tant d'admirables sujets d'étude. On a dit que la courte mission qu'il remplit en Espagne, en 1833, contribua à fixer son attention sur les rapports de la France et de l'Espagne. Il n'en est rien. Une des premières pensées de M. Guizot, ministre de l'instruction publique, avait été de reprendre la publication des documents inédits de l'histoire de France, et de continuer aux frais de l'État l'œuvre interrompue des bénédictins : entreprise digne de lui et d'un gouvernement qui a tant contribué aux progrès des sciences et des lettres. Le Comité de l'histoire de France avait été fondé en 1834 : dès 1835, M. Mignet se trouva prêt à publier les deux premiers volumes de l'histoire des négociations pour la succession d'Espagne; il semblait qu'il eût deviné la pensée du ministre. La publication de M. Mignet, qui devait comprendre six volumes in-4°, n'en a malheureusement que quatre, et s'arrête à la paix de Nimègue. Mais les quatre

volumes publiés montrent aux prises les plus grands personnages politiques dans l'affaire la plus importante du règne de Louis XIV[1], et l'Introduction, qui forme à elle seule un ouvrage important malgré son peu d'étendue, va jusqu'au traité d'Utrecht (11 avril 1713).

La pensée de doubler en quelque sorte la puissance de la France, en l'appuyant solidement sur l'Espagne, remonte à Mazarin, qui crut y parvenir par le mariage du roi avec une infante. Louis XIV déploya une patience infatigable et une ténacité inouïe pour continuer le plan de son ministre et asseoir sur le trône d'Espagne un prince de sa famille. Rien ne fut négligé par lui pour obtenir, dans le plus grand secret, l'appui direct des uns, la connivence ou tout au moins la neutralité des autres. On peut mesurer l'intensité des désirs du roi par l'immensité des sommes versées

1. *Négociations relatives à la succession d'Espagne sous Louis XIV*, 4 vol. in-4°. Paris, 1835, 1842. L'introduction a été tirée à part, et M. Mignet l'a publiée de nouveau dans ses *Études historiques*.

en Angleterre. Cependant l'entreprise en elle-même était si périlleuse que, quand il eut le testament entre les mains, il hésita pendant deux jours à l'accepter. A l'issue du dernier conseil, le bruit de l'acceptation se répandit dans Fontainebleau ; toute la cour se précipita dans le salon où attendaient les envoyés espagnols. Le roi parut, accompagné de son fils et de ses petits-fils. « Monsieur, dit-il au duc d'Anjou, le roi d'Espagne vous a fait roi ; les grands vous attendent, les peuples vous désirent, et moi, j'y consens. Souvenez-vous toujours que vous êtes prince français. » Il y a dans l'histoire peu de scènes aussi solennelles. On sait combien les conséquences furent terribles. Toute l'Europe craignait, en donnant ce roi à l'Espagne, de se donner à elle-même un maître dans la personne de Louis XIV. Le trône resta au duc d'Anjou ; mais après des luttes et dans des conditions qui furent bien près de changer ce triomphe apparent en une défaite réelle.

Outre l'importance capitale de la négocia-

tion en elle-même, les documents recueillis par M. Mignet font connaître la pensée, expliquent le caractère, analysent le talent de tous les hommes qui ont dirigé les affaires de l'Europe pendant la seconde moitié du XVII^e^ siècle : Mazarin, don Louis de Haro, de Lionne, les deux de Witt, Guillaume III, et surtout Louis XIV, qu'il ne faut juger ni par les rancunes de Saint-Simon, grand écrivain et politique médiocre, ni par les colères, d'ailleurs trop justifiées, des victimes de la révocation de l'édit de Nantes. Louis XIV avait la superstition et le génie de la royauté, et quoique l'homme en lui eût beaucoup de valeur, il était très inférieur au roi. Le livre de M. Mignet nous présente aussi sous un nouveau jour les plus grands capitaines du siècle, Turenne, Condé, Marlborough, le prince Eugène. Ce n'est pas un simple recueil de documents. M. Mignet n'a pas pensé qu'il fût indispensable de rien omettre et de ne rien ajouter. Ne rien omettre, c'était accabler le lecteur sous un amas d'inutilités ; ne rien

ajouter, c'était, sur beaucoup de points, le laisser dans l'ignorance. Dans un cas, il n'aurait pas lu ; dans l'autre, il n'aurait pas su. M. Mignet prit le parti d'ajouter aux pièces mêmes tout ce qui pouvait les éclaircir et les lier. Un recueil ainsi composé a autant de clarté et plus d'autorité qu'une histoire. L'introduction placée en tête du premier volume a été depuis tirée à part. M. Mignet s'y montre une fois de plus abréviateur de génie. Plusieurs récits, et notamment celui de la mort des frères de Witt, dû entièrement à la plume de M. Mignet, sont des morceaux d'une éloquence achevée. Tous ses portraits sont courts, mais vivants, et d'une telle vérité qu'ils donnent au lecteur l'intelligence des événements par la connaissance approfondie de ceux qui les mènent.

Charles-Quint remplit le XVI^e^ siècle, comme Louis XIV remplit le XVII^e^ ; grands tous les deux par la guerre et la diplomatie, tous les deux couronnés par la victoire au commencement de leur règne, et frappés à la fin par de

grands revers: Louis XIV, pour avoir identifié les intérêts de son État avec ceux de sa maison; Charles-Quint pour n'avoir pas vu le défaut de cohésion et de solidité d'un empire dont les membres étaient dispersés au nord, au midi et au centre de l'Europe, avec des intérêts opposés, des religions différentes et des lois discordantes. M. Mignet a écrit sur les relations de la France et de l'Espagne au XVI^e^ siècle trois ouvrages : *Rivalité de François I^er^ et de Charles-Quint*[1]; *Charles-Quint, son abdication, son séjour et sa mort au monastère de Yuste*[2] et enfin *Antonio Pérez*[3]. Ces trois ouvrages forment, avec les *Négociations relatives à la succession d'Espagne sous Louis XIV*, une partie très importante de l'histoire des deux pays. Le livre sur la *Rivalité de François I^er^ et de Charles-Quint*, qui a paru le dernier, est plein d'aperçus histo-

1. 2 vol. in-8°. Paris, Didier, 1875.

2. 1 vol. in-8°. Imprimerie royale, 1845.

3. 1 vol. Imprimerie royale, 1845. Cet ouvrage avait d'abord paru en articles dans le *Journal des Savants*, cahiers d'août et décembre 1844, et de janvier à juin 1845.

riques d'une grande portée. Les deux ouvrages sur la mort de Charles-Quint et sur Antonio Pérez ont, par la beauté sévère du style, la clarté de l'exposition et la grandeur des événements, un attrait incomparable.

Il s'est créé une légende sur Charles-Quint, abdiquant ses grandeurs dans un accès de mysticisme, et courant se cacher dans un couvent de moines, où il aurait passé le reste de sa vie à chanter des psaumes, à lutter contre son prieur et à regretter l'absolu pouvoir. La vérité est que Charles-Quint, dont la résolution était arrêtée de longue date, s'était construit à Yuste, auprès du monastère, une belle demeure avec de grands jardins en terrasse, d'où l'on découvrait une vue splendide. Il s'y retira, après avoir abdiqué le titre de roi d'Espagne, en conservant celui d'empereur. Un an après son arrivée à Yuste, malgré les supplications de sa famille et de tous ses amis, il renonça, comme il l'avait résolu, à ce dernier titre, et l'abdication fut consommée. Mais, au fond de

cette retraite, il resta le maître du monde. Le roi son fils, l'empereur son frère, le consultaient dans toutes les grandes affaires, et ses avis étaient scrupuleusement suivis. Les routes escarpées qui conduisaient à sa demeure n'étaient fréquentées que par les porteurs de dépêches et les pourvoyeurs de sa bouche : car il ne souffrait que de très rares visites, et réglait tout par correspondance. Cinquante officiers de divers grades composaient sa maison, mais la plupart étaient relégués dans un hameau, au pied de la montagne, et ne se rendaient auprès de lui que pour y faire leur service. Il avait accumulé dans ses appartements des tableaux, des tapisseries de toute beauté, une grande quantité d'ustensiles à son usage, sculptés et ciselés avec un grand art dans les matériaux les plus précieux. Il mangeait beaucoup, et principalement du poisson de mer, dont on ne cessait de lui envoyer de tous côtés les échantillons les plus magnifiques. Il assistait fréquemment, du haut de sa tribune, aux

offices du monastère; mais il avait ses chapelains, son prédicateur et son confesseur, dont aucun ne faisait partie de l'abbaye de Saint-Just. On observa autour de lui jusqu'à sa mort, et même au delà de sa mort, l'étiquette de la maison impériale. Pendant la cérémonie des funérailles, qui dura plusieurs jours, un grand d'Espagne, accablé d'ans et d'infirmités, s'était fait donner un pliant en se dissimulant dans la foule. Le majordome lui ordonna de rester debout ou de sortir: « Devant l'empereur mort ou vivant, nul n'a le droit de prendre séance. »

Le livre sur Antonio Pérez, quoique d'une exacte fidélité historique, ressemble beaucoup à un roman. Ce ministre, trompé à la fois par son rival et par son maître, fait involontairement penser à Gil Blas. Cela ne doit pas surprendre. Un roman de haute volée comme l'œuvre de Le Sage est de l'histoire; c'est l'histoire du cœur humain; et l'histoire, telle que l'entend M. Mignet, est autant l'histoire des sentiments et des volontés que

celle des événements. Ses ouvrages sur l'Espagne laissent dans l'esprit une image exacte et vivante de Charles-Quint et de Philippe II: le roi et le bourreau.

Tout aussi grand, mais d'une nature bien différente, est l'intérêt du livre sur Marie Stuart [1]. M. Mignet est tellement familier avec le XVI^e^ siècle, qu'on est tenté de croire qu'il a rencontré Marie Stuart à la cour de Henri II. Une beauté sans rivale, des amours traversées par des orages, un règne agité par l'intrigue et la guerre civile, une longue captivité suivie d'une mort sanglante: un seul de ces traits, réunis dans Marie Stuart, suffirait à rendre illustre une autre femme. M. Duruy nous disait dernièrement que les enchanteresses conservent leur prestige au delà de la vie, et il nous rappelait que madame de Longueville a eu pour admirateur posthume un de

1. *Histoire de Marie Stuart*, 2 vol. in-8°, Paris, Paulin et Lheureux, 1851. M. Mignet avait inséré dans le *Journal des Savants*, de 1847 à 1850, une série d'articles sur Marie Stuart.

nos plus illustres contemporains. Marie Stuart aussi a été la belle des belles, et les grâces de son esprit égalaient celles de sa personne; elle aussi répandait l'amour autour d'elle :

Seu mulier toto jactans de corpore amorem ;

et peut-être y avait-il quelque chose de l'amour, d'un amour révolté et farouche, dans les haines qui l'ont si cruellement poursuivie. Être la plus belle de son temps, la plus spirituelle et la plus savante, reine d'Écosse dès le berceau, reine de France par le mariage, héritière par sa naissance de la couronne d'Angleterre, et subir dix-neuf ans de captivité pour passer de la prison à l'échafaud, quelle destinée! Cette histoire est un roman, elle est un drame, elle est un poème; et, pour que rien ne manque à cette étrangeté, Marie laisse à la postérité, dans la mort de Darnley, le mariage de Bothwell, et la conspiration contre Élisabeth, un triple problème à résoudre. Cette histoire, ou cette légende, comme on voudra l'appeler, fait

partie de l'histoire de la Réformation. La réformation triomphe en Écosse sous la direction du terrible John Knox; et la première victime qu'elle écrase en passant est Marie Stuart.

La cour de France, au XVI^e^ siècle, était le miroir de la chevalerie, et l'école de tous les vices. Marie Stuart y fut élevée à côté des fils de Henri II, et sous l'œil jaloux de Catherine de Médicis. Son oncle, le cardinal de Lorraine, qui n'était pas précisément un professeur de morale, lui donna pour toute sauvegarde un attachement passionné pour les rites de l'Église catholique: belle préparation pour aller régner en Écosse, sur un peuple qui tuait ses rois et massacrait ses archevêques! On lui donna le goût de la théologie; mais ce qu'on ne put lui donner, c'est la moelle de la morale évangélique. Pendant qu'elle régnait à Édimbourg, et qu'elle souffrait à Fotheringay, les catholiques faisaient d'elle une martyre, et les protestants une prostituée; elle n'était qu'une femme avec

tous les charmes et toutes les faiblesses d'une femme, mille fois plus malheureuse que coupable ; coupable, si elle l'était, par la faute de sa famille qui l'avait mal préparée à la vie, des rois et des courtisans qui ne lui avaient donné, en France, que le spectacle du vice raffiné ; en Écosse, que des scènes de vice effréné et brutal. M. Mignet la condamne, en la plaignant et en l'admirant ; mais la question n'est pas définitivement jugée, et peut-être ne le sera-t-elle jamais. Cette triste et touchante mémoire est encore ballottée après trois siècles entre l'amour et la haine.

M. Mignet rencontrait la réformation devant lui partout où se portaient ses études ; en Allemagne, où il trouvait Charles-Quint aux prises avec les États réformés, à Worms, à Spire, à Augsbourg ; en Espagne, où il racontait les horreurs de l'inquisition sous Philippe II ; en Écosse, où Knox brisait Marie Stuart de ses mains terribles ; en France, où Henri IV commençait par un mot d'une morale relâchée : « Paris vaut bien une messe, » et finissait

par l'acte d'un grand citoyen et d'un grand roi, l'édit de Nantes. Dès ses premiers travaux sur la Révolution française, M. Mignet avait compris l'influence des questions religieuses sur les affaires humaines. Qu'était-ce que la constitution civile du clergé, sinon un schisme dans l'Église catholique? Pour cette fois, la question religieuse ne précédait pas la question politique, comme au XVI^e^ siècle; elle la suivait, mais, dès qu'elle fut soulevée dans l'Assemblée constituante, elle devint l'affaire principale de l'Assemblée et de l'État.

Écrire l'histoire de la Réformation, c'était donc éclairer dans ses causes l'histoire de tous les peuples de l'Europe depuis la diète de Worms. La difficulté était grande, puisqu'il fallait toucher à la théologie, au droit des gens, au droit civil, aux plus grandes questions de la morale et de la philosophie: mais M. Mignet était de la race des chercheurs et des penseurs. La difficulté l'attirait; la grandeur le captivait.

Pendant de longues années, il roula dans son esprit le projet d'une histoire de la Réformation. Ce devait être l'œuvre de sa vie. Il assembla de nombreux matériaux. Il arrêta et fixa ses idées. Ses amis savaient qu'il avait commencé à écrire, et on se flattait jusqu'au dernier moment de trouver dans ses papiers son ouvrage achevé ou tout près de l'être. Ces espérances ont été déçues. Je ne les ai jamais partagées.

Je me souvenais d'une conversation que j'avais eue avec lui à l'époque où il commença à se faire remplacer dans la tâche de lire chaque année une notice historique à notre séance solennelle. Il s'était d'abord adressé à notre éminent confrère M. Giraud, qui écrivit pour lui une belle notice sur M. Dupin aîné, et une autre, très touchante, sur Ernest Bersot. Il vint à moi, quand cet ami de toute sa vie lui manqua. Il me parla avec un air de douce gaieté qui lui était habituel ; mais je sentais combien le fond de sa pensée était mélancolique. Il ne se plaignait pas de la

vieillesse, et elle n'a jamais été plus douce pour personne que pour lui ; mais il laissa échapper quelques mots pleins d'amertume sur la nécessité de renoncer aux entreprises de longue haleine ; et je vis bien que le rêve si longtemps caressé s'était évanoui. J'ai eu dans ma vie deux conversations de ce genre, qui m'ont laissé des souvenirs ineffaçables : celle-là, où il fallut beaucoup deviner ; une autre, avec Jouffroy, qui ne fut que trop explicite, et qui ne précéda sa mort que de bien peu de jours.

La pensée que ce livre, auquel il a tant travaillé, et qui devait être son œuvre capitale, ne paraîtrait pas, a dû être très amère à M. Mignet. L'introduction est presque complètement écrite ; il ne restait plus qu'à effacer, à élaguer. Pour le corps de l'ouvrage, on n'a guère que des notes, mais très nombreuses, très complètes, classées dans un ordre méthodique ; ce sont les matériaux, c'est la charpente d'un livre ; ce n'est pas un livre. L'introduction est en huit chapitres et

formerait deux volumes in-8°. M. Mignet n'a pas mentionné cet ouvrage dans son testament, mais il paraît qu'il a exprimé verbalement la volonté qu'on ne publiât après sa mort que ce qui serait entièrement achevé, et préparé par lui-même pour l'impression. Ce scrupule, bien malheureux pour nous, n'étonnera pas ceux qui savent jusqu'où il poussait le respect de ses lecteurs et de lui-même. Sa famille ne veut pas considérer l'introduction comme un ouvrage séparé et terminé ; elle s'en tient à l'obéissance littérale, le livre ne paraîtra pas. C'est une perte irréparable.

A la place d'une grande histoire de la Réformation, nous n'avons que les livres qu'il a en quelque sorte tirés chemin faisant des matériaux constamment accumulés pour son œuvre principale ; tels que la *Mort de Charles-Quint*, *Antonio Pérez*, la *Vie de Marie Stuart*, auxquels viendra probablement se joindre un livre sur Calvin qu'il avait préparé lui-même, en réunissant et en développant

ses articles du *Journal des Savants*. C'est aussi dans ses notes sur l'histoire de la Réformation qu'il a puisé un article court, mais plein d'éclat, publié dans la *Revue des Deux Mondes* sous ce titre : *Luther à Worms* [1], et un important mémoire, composé tout exprès pour le *Bulletin de l'Académie des sciences morales et politiques*, et qui a pour titre : *Établissement de la Réforme religieuse, et constitution du calvinisme à Genève* [2] ; un de ces résumés d'une centaine de pages où il condensait la substance de plusieurs volumes. On peut en rapprocher les articles qu'il a donnés au *Journal des Savants*, à propos de la publication de la *Correspondance de Calvin* [3].

M. Mignet choisit Genève, parce que cette petite ville devint, après une série de luttes

1. Janvier 1835.

2. Ce mémoire, qui a paru d'abord dans le recueil intitulé : *Travaux et Séances de l'Académie des sciences morales et politiques*, a été depuis inséré par M. Mignet dans ses *Études historiques*, 1 vol. in-8°, Paris, chez Didier.

3. *Journal des Savants*, 1856, 1857.

qu'il résume avec un art infini, la capitale d'une grande opinion. C'était une ville vouée à la théocratie. Les victoires de Luther en Allemagne font disparaître ce qui restait de la domination du prince-évêque ; l'autorité religieuse, longtemps disputée, tombe finalement entre les mains de Calvin, qui s'empare aussitôt de l'autorité politique, estimant, comme tout partisan de la théocratie, qu'on a le droit de régler les volontés quand on est maître de l'entendement.

Luther n'a jamais gouverné. Il n'a été que l'allié des gouvernants, tour à tour leur empruntant et leur donnant de la force. On peut dire de lui que c'est un général, doublé d'un diplomate. Ce qu'il y a de plus merveilleux dans sa lutte contre la papauté, ce n'est pas de l'avoir poussée si loin, c'est de l'avoir commencée. Rome qui lève des tributs sur tous les peuples ; qui compte parmi ses évêques et ses abbés des princes souverains ; qui exerce elle-même dans ses États la souveraineté absolue ; qui a pour agents dans le monde

entier le clergé séculier et régulier, maître par les sacrements de tous les actes de la vie: qui entre en partage, par ses concordats, du pouvoir temporel, et, par l'inquisition, du pouvoir judiciaire ; Rome à qui tout obéit et devant qui tout tremble, rayonnante encore par surcroît de l'éclat nouveau que Léon X demande aux chefs-d'œuvre de tous les arts ; Rome enfin, une seule pensée sous une seule autorité, rencontre devant elle ce moine qu'elle peut emprisonner, bâillonner, brûler ; et, en peu d'années, le moine a tenu tête au pape, qui est Léon X, à l'empereur qui est Charles-Quint ; il a son clergé qui lui obéit, ses protecteurs couronnés dont il est le maître, ses fidèles qui bravent la mort pour rester dans sa communion. Luther accuse Rome de sacrifier la foi aux œuvres (aux œuvres pies), et, dans son ardeur de réaction, il sacrifie les œuvres à la foi. La contradiction est violente ; l'idée est claire : de là sa force. Le succès est foudroyant. M. Mignet cherche la cause de ce succès, moins dans la force de

l'assaillant que dans les fautes et les excès de la politique romaine. Si la réforme réussit, c'est que Rome a poussé trop loin ses conquêtes dans tous les sens; c'est qu'elle succombe, comme tout ce qui est trop grand, sous le poids de sa grandeur; c'est que, trouvant trop de soumission, elle a imposé trop d'abjection; c'est qu'en matérialisant sa discipline par le commerce des indulgences, elle a comme voilé de ses mains la grandeur morale de ses dogmes; et, si elle réussit surtout en Allemagne, c'est que les princes allemands, qui d'abord ont été protégés, et qui maintenant sont gouvernés et rançonnés, voient dans Luther un libérateur plutôt qu'un apôtre. Au contraire, il est poursuivi comme ennemi de l'État et de la foi par le roi d'Espagne et le roi de France, qui peuvent tenir tête au pape dans les matières temporelles et par conséquent se servir de lui contre leurs sujets sans avoir rien à craindre de lui pour eux-mêmes. Le roi de France, en particulier, a d'autant moins besoin d'un schisme dans

l'Église qu'il est en possession des libertés de l'Église gallicane, et que ces libertés, depuis le concordat conclu avec Léon X, sont surtout les libertés et les privilèges du roi de l'Église gallicane.

Luther est le victorieux; Calvin l'organisateur. Il est, dans le protestantisme, après Luther, ce qu'est la conséquence après le principe; dans la Suisse, après Farel, ce qu'est la règle après une révolution. Il n'a pas pour alliés des souverains; car la lutte entre Rome et les princes qu'elle assujettissait à sa suzeraineté est terminée à Augsbourg, et même déjà à Passau. Mais, de même que Luther aidait les princes allemands dans leur résistance à la puissance politique du pape, Calvin aide les grands vassaux dans leur résistance aux rois, et le menu peuple des bourgeois et des serfs, dans sa résistance aux barons spirituels et temporels. Les deux grands réformateurs ont rendu des services auxquels ils ne pensaient pas, et trouvé des alliés qui ne les comprenaient pas et ne se souciaient

pas de les comprendre. Ils ont fait d'abord ce qu'ils avaient résolu de faire, c'est-à-dire la réforme de l'Église; et, chemin faisant, ils ont réformé le monde politique comme par surcroît, et en quelque sorte sans y prendre garde; sans avoir les intentions de leurs œuvres. Même spectacle en philosophie; ils sont incontestablement les précurseurs du libre examen; mais ils ont émancipé la raison sans le vouloir, ou plutôt en voulant tout le contraire. Lorsque Calvin renverse l'orthodoxie romaine, c'est au profit de sa propre orthodoxie. Il ne diffère des autres despotes que par son austérité personnelle et l'ardeur de sa foi. Il est l'implacable ennemi du libre arbitre : autoritaire jusqu'aux moelles dans sa doctrine et dans son gouvernement, et répondant aux feux de l'inquisition par le bûcher de Servet.

Ce *Mémoire*, les articles sur la *Correspondance de Calvin*, l'ensemble des écrits de M. Mignet sur le XVI^e^ siècle, sont faits pour redoubler les regrets que nous inspire la perte de son grand ouvrage sur la Réforma-

tion. Il avait tout ce qu'il fallait pour mener à bien cette grande entreprise : des idées précises sur la question théologique, une connaissance plus approfondie de la question juridique si constamment mêlée à tous les détails de la Réforme, des matériaux amassés en Allemagne, dans les Pays-Bas, en Écosse, en Angleterre, en Espagne, et surtout dans le trésor des archives qu'il avait sous la main ; il était familier avec tous les hommes et tous les événements du XVI^e^ siècle ; il avait l'esprit libre, dans le sens le plus élevé du mot : impartial entre l'Église romaine et la Réforme avec une inclination vers la Réforme, entre les idées religieuses qu'il comprenait et les idées philosophiques qu'il partageait ; philosophe de l'école de Descartes, plus complètement indépendant par sa situation, sinon par la nature de son esprit, que le grand penseur du XVII^e^ siècle. S'il n'avait pas, comme Descartes, une arche sainte pour y mettre à l'abri les vérités de la foi, il savait du moins respecter et admirer l'Église

dans sa doctrine et dans ses œuvres. Il est douloureux de se dire que le temps lui a manqué, malgré cette longue vie et cette continuelle application au travail.

Le *Mémoire sur l'Établissement du Calvinisme à Genève* avait été écrit spécialement pour notre recueil. J'en signale encore deux autrés, qu'il écrivit aussi pour nous. L'un, qui se rattache à la question religieuse, a pour titre : *Comment l'ancienne Germanie est entrée dans la société civilisée de l'Europe occidentale et lui a servi de boulevard contre les invasions du Nord*[1]. C'est l'Église qui a civilisé l'Allemagne; ce sont ses missionnaires et ses apôtres qui lui ont apporté les premiers éléments des sciences et des arts, en même temps que les principes de la morale chrétienne. A mesure qu'ils augmentaient le nombre de leurs néophytes, ils bâtissaient des églises autour desquelles la

1. *Mémoires de l'Académie des sciences morales et politiques*, 2e série, t. I. — Ce mémoire a été depuis publié dans les *Etudes historiques* de M. Mignet.

population s'agglomérait, des couvents qui devenaient propriétaires du sol, qui rendaient la justice à leurs tenanciers et levaient des hommes d'armes pour se défendre; c'est ainsi que s'établit en Germanie le catholicisme féodal, qui fut une force pour l'autorité civile pendant des siècles, et une faiblesse pour l'autorité ecclésiastique au temps de Luther.

L'autre *Mémoire* a pour titre : *Essai sur la formation territoriale et politique de la France, depuis la fin du* XI^e^ *siècle jusqu'à la fin du* XV^e^[1]. C'est un morceau exquis, admirablement composé, dont les cent pages résument avec une précision merveilleuse notre histoire nationale pendant la seconde moitié du moyen âge, en jetant même de vives lumières sur l'histoire des pays voisins. Toutes ces questions ont été élucidées et renouvelées depuis M. Mignet. Il n'a pas dit

1. *Mémoires de l'Académie des sciences morales et politiques*, 2^e^ série, t. II. Réimprimé dans les *Études historiques*.

le dernier mot, il n'a pas connu tous les documents. Et qui peut se flatter maintenant de connaître tous les documents? Ils pullulent, ils foisonnent; toute une armée d'érudits est à l'œuvre incessamment pour les découvrir sous la poussière des siècles. Pour les temps modernes, l'imprimerie et les journaux accumulent tant de vérités et de mensonges, qu'on en viendra bientôt à désespérer de tout lire. La difficulté en histoire s'est déplacée; elle venait autrefois de la disette des documents, elle vient à présent de leur abondance. L'histoire succombe sous l'immensité de ses ressources, comme cette fille romaine que les bagues des chevaliers écrasèrent sous leur poids.

C'est encore pour notre Académie, pour la collection des petits livres demandés à notre Académie par le général Cavaignac en 1848, que M. Mignet a écrit une *Vie de Franklin,* bon résumé, en bon style, d'une vie qui est un bon enseignement. Il est glorieux pour nous de pouvoir citer de si beaux ouvrages

composés expressément pour nos collections. Mais ce n'est pas le seul service que M. Mignet nous ait rendu, ni le plus grand. Je n'ai parlé jusqu'ici que de l'historien et de l'écrivain. Il me tarde de vous parler aussi de l'académicien. M. Mignet est par excellence un académicien, ce qui est une espèce rare. Je ne serai que juste en disant qu'il est le vrai créateur de notre Académie. C'est ce qu'il me reste à présent à vous raconter.

Les Académies, messieurs, sont égales entre elles. Égaux aussi les académiciens. Le successeur de Victor Hugo aura chez nous les mêmes droits que lui, et recevra les mêmes honneurs. Nous sommes la vraie république. Les académiciens prennent rang d'après la date de leur élection, et les Académies d'après la date de leur fondation. C'est ainsi que l'Académie des sciences morales et politiques est la dernière des Académies, mais seulement par ordre chronologique. Les quatre autres remontent jusqu'à Louis XIV; nous datons, nous, de la Con-

vention nationale, ce qui me donne le droit de dire que les cinq Académies de l'Institut de France sont de grande et haute noblesse. La Révolution française, dans ses jours d'égarement, les avait supprimées. Elle ne tarda pas à comprendre que la haute culture des lettres, des sciences et des arts est le luxe et le couronnement nécessaire d'une démocratie. Non seulement elle rétablit les Académies, mais elle les réunit dans un seul faisceau sous le nom d'Institut national, idée profondément philosophique, et bien digne du siècle qui avait produit l'Encyclopédie.

La plus ancienne des Académies, qui est l'Académie française, avait subi, au cours du XVIII^e^ siècle, une révolution capitale. Fondée uniquement pour maintenir l'unité et la pureté de la langue, elle était devenue tout à coup, par Voltaire et d'Alembert, le salon de l'Encyclopédie. Il y eut désormais deux Académies en une seule, l'Académie de la philosophie et celle de la langue. Quand la Convention créa l'Institut, au lieu de réunir ces

deux Académies comme par le passé, elle mit la langue française avec les langues anciennes dans la classe de l'érudition, et fit pour la philosophie une classe à part, qui est la nôtre.

Notre Académie, sous cette première forme, n'a pas laissé de grands souvenirs. Nous n'avons pas à la renier, mais nos véritables traditions ne commencent guère qu'en 1832, ou plutôt en 1837, au moment où M. Mignet prit nos affaires en main comme secrétaire perpétuel.

Le Directoire, ou plutôt la Convention, dont le Directoire ne fait que promulguer les volontés, avait appelé surtout des hommes politiques, Sieyès, Cambacérès, Merlin de Douai, Talleyrand, Grégoire, Lakanal; au milieu d'eux un écrivain de génie, Bernardin de Saint-Pierre, et, comme appoint, ceux qui auraient dû être le fond parce qu'ils étaient fidèles aux traditions de la philosophie, Daunou, Cabanis, Destutt de Tracy, de Gérando, Volney, Garat, un peu plus tard

La Romiguière. En somme, la seconde classe de l'Institut comptait beaucoup d'hommes célèbres, et très peu d'académiciens. Les personnages politiques dont on l'avait peuplée ne purent lui rendre aucun service, parce qu'on ne cessa de prendre parmi eux des ministres, des ambassadeurs, des membres du Directoire. Talleyrand venait d'être élu secrétaire quand il fut appelé pour la première fois au ministère des relations extérieures. Le règlement, exagérant un bon principe, obligeait les diverses classes à délibérer ensemble sur des matières où une seule était compétente ; il multipliait les besognes étrangères à la science, sous prétexte de fournir à l'administration des renseignements utiles; enfin l'école de Condillac, dont le règne durait encore, avait imposé au monde philosophique la question de l'origine des idées et celle du langage, questions pleines d'intérêt, qui pourtant ne sont ni toute la philosophie ni la partie la plus émouvante de la philosophie. La grande préoccupation

de la classe fut la pasigraphie. Elle consacra aussi de nombreuses séances au sauvage de l'Aveyron (l'homme de la nature). Ainsi, on lui demandait beaucoup, et elle ne fit rien ou presque rien.

Dans un discours qu'il avait préparé comme président pour le lire à notre séance publique, M. de Tocqueville prétendait que la seconde classe s'était volontairement enfermée dans des subtilités de sophistes pour échapper à l'œil du maître. « Mais Bonaparte, ajoutait-il, la découvrit dans cette ombre où elle se cachait, et la brisa comme dangereuse quand elle n'était que puérile. » M. Mignet obtint de lui avec beaucoup de peine qu'il renonçât à cette phrase; encore le sacrifice ne fut-il pas entier. La phrase ne fut pas lue; elle ne figure pas dans le texte; mais elle est soigneusement recueillie dans les variantes.

M. de Tocqueville se trompe, et Bonaparte a mieux vu que lui. La seconde classe a été stérile par la faute de son temps et de son

règlement, mais elle ne manquait ni d'activité, ni de courage, ni de dévouement à la science. Elle pensait, et elle voulait penser. Elle discutait avec passion, quand elle n'était pas absorbée dans la pasigraphie, les questions politiques et les questions religieuses ; avec tant de passion que Bernardin de Saint-Pierre ayant prononcé avec respect le nom de Dieu, fut sur le point d'être obligé de donner sa démission. Je ne cite pas cette scène scandaleuse à l'honneur de nos devanciers; mais pour prouver qu'ils n'évitaient pas les questions, et qu'ils ne cachaient pas leurs opinions. Les derniers survivants de la philosophie du XVIII^e^ siècle étaient tous là; et Bonaparte, qui voulait un État composé d'un maître absolu et de sujets dociles, n'avait que faire d'une Académie philosophique.

Elle avait duré du mois d'avril 1797 au mois de janvier 1801. C'est en 1832 seulement, après une interruption de près de trente ans, que M. Guizot la rétablit. Elle fit peur, par

son nom et par son but, à tous les ennemis de la philosophie, et à quelques philosophes. Son premier besoin et son premier devoir étaient de rassurer tout le monde, et d'être sage, sans s'annihiler. On lui donnait cette tâche magnifique de vivre exclusivement dans le monde de la science en oubliant le monde qui s'agite au-dessous, et d'y appeler à elle tous les esprits d'élite. On peut dire qu'elle était, et qu'elle est encore environnée d'écueils. Ce n'est pas une Sorbonne: elle ne représente pas une doctrine et ne rend pas de sentences; ce n'est pas une tribune ouverte indistinctement à tous les utopistes. C'est une compagnie d'esprits libres, éclairés, impartiaux, qui s'efforce constamment de susciter le talent et de le servir, et n'a d'autre passion que celle de la vérité.

M. Mignet fut de la fondation. Sa place était évidemment marquée dans la section d'histoire générale et philosophique; une de nos sections les plus illustres, messieurs, puisqu'elle a compté dans son sein, outre

M. Mignet, les Guizot, les Thiers, les Michelet, les Amédée Thierry, les Naudet, les Henri Martin. L'Académie s'était donné pour secrétaire perpétuel M. Comte, un vétéran des luttes politiques, jeune encore, mais affaibli par suite des procès, de la prison, de l'exil, qu'il avait eus à supporter. Il mourut en 1837, après avoir occupé plutôt que rempli sa place pendant moins de quatre ans. M. Mignet, qui l'avait presque constamment suppléé, fut élu pour lui succéder, le 6 mai 1837. Tout était à faire dans l'Académie.

Le règlement n'avait été ni complété ni expliqué. Les séances étaient mal remplies, les commissions ne fonctionnaient pas, l'administration était en désarroi. M. Mignet eut bientôt rétabli l'ordre dans les finances de l'Académie, rappelé au travail les commissions arriérées, suscité la lecture de Mémoires importants, introduit dans l'Académie l'usage des discussions approfondies. Secondé par deux habiles publicistes, dont l'un, M. Loiseau,

est mort premier président de la cour de Besançon, et l'autre, M. Vergé, est l'un des plus savants et des plus aimés parmi nos confrères, il fonda notre *Bulletin*, où sont insérés les Mémoires lus à l'Académie, et qui donne de la publicité à nos discussions et à nos décisions.

M. Comte, malgré la maladie qui le minait, avait trouvé la force d'écrire deux notices historiques, l'une sur Garat, qu'il lut à la séance du 25 avril 1835, l'autre sur Malthus, qu'il fallut lire pour lui à la séance du 28 décembre 1836. M. Mignet fut chargé de la notice historique sur Sieyès, du vivant même de M. Comte. Il commença l'année suivante l'exercice de ses fonctions de secrétaire perpétuel par l'éloge du comte Rœderer. Pendant trente-deux années consécutives, il remplit, à cette place, ce cher et difficile devoir. Il y trouva l'occasion de développer son talent d'écrivain et d'historien sous une forme nouvelle. Il eut à juger des historiens comme Daunou, Sismondi, Macaulay; là, il

était chez lui en quelque sorte; des jurisconsultes, comme Merlin et le comte Rossi; des philosophes ayant chacun leur système différent, Cousin, Jouffroy, La Romiguière; Cabanis et Broussais, qu'il faut compter ici comme philosophes puisqu'ils étaient de la section de philosophie; des acteurs éminents de la Révolution, tels que Talleyrand et Sieyès. Il semble toujours, en le lisant, qu'il parle d'une matière qu'il a étudiée toute sa vie. Tous les systèmes qu'il analyse lui sont familiers. Il en marque les caractères principaux de manière à laisser dans l'esprit une impression précise et fidèle. Toujours bienveillant, comme il convient, il laisse cependant voir son opinion personnelle, et par conséquent son jugement. Il mérite cet éloge particulier de parler toujours, quel que soit le sujet qu'il traite, dans la belle, et simple, et limpide langue française, qui suffisait aux Descartes, aux Malebranche, aux Voltaire pour tout exprimer, et que Leibnitz a quelquefois empruntée parce qu'il n'en connais-

sait pas qui fût plus propre à rendre clairement les idées abstraites. Il y a un certain art, que M. Mignet ne connut jamais, d'employer des mots techniques à la place des mots usuels qui diraient mieux ce qu'on veut dire, et de cacher une idée simple sous une formule embrouillée et compliquée parce que le lecteur inintelligent ou inattentif mesure l'importance d'une proposition par la peine qu'il a eue à la comprendre, et confond la difficulté qui tient à la nature des choses, avec celle que produit à plaisir un auteur prétentieux et de mauvaise foi. La langue française est la langue du bon sens et de la logique; c'est un instrument admirable, qu'il faut garder dans toute sa pureté. Elle n'est pas indigente comme on l'en accuse; il n'est pas une nuance de la pensée ou du sentiment qu'elle ne puisse rendre. M. Mignet n'a pas de rival dans le genre des notices historiques. On ne peut le comparer qu'à Fontenelle. Fontenelle n'est pas plus savant; il a l'esprit moins profond et moins

étendu. Il n'a pas plus de grâce, quoiqu'il ait peut-être un peu plus de simplicité et de naturel. Il excelle comme M. Mignet, à discerner ce qui peut être omis et ce qui doit être placé en pleine lumière. Ses notices sont, en général, plus courtes ; cette sobriété plaisait alors ; le public aujourd'hui est plus exigeant ; il demande des détails, une critique approfondie. Il en est des éloges de Fontenelle comme des opéras et des oratorios de son temps. On peut encore les jouer, mais avec adjonction de quelques cuivres. Ce n'est pas qu'ils manquent de charme, c'est que notre goût a un peu changé et demande plus de tapage.

Mais les notices de M. Mignet, qui sont admirables, son administration habile et sûre, la fondation de notre *Bulletin*, le règlement achevé et commenté, le recueil de nos Mémoires continué, tous ces services s'effacent devant celui d'avoir créé, avec une sagesse supérieure et une persévérance vraiment admirable, ce que j'appellerai l'esprit propre

à notre Académie. Pour comprendre le travail auquel il s'est livré, et pour en apprécier le résultat, il faut se rappeler comment notre Académie a été composée en 1832, et dans quelle situation elle se trouvait quand il succéda à M. Comte.

Une Académie qui se continue par l'élection, n'appelle qu'un nouveau membre à la fois; elle le choisit avec soin; il s'assimile promptement à la Compagnie dans laquelle il vient d'entrer, quelquefois après une candidature prolongée. Ici, les trente membres qui composaient l'Académie dans le principe, y étaient entrés à la fois. Ils venaient de toutes les directions et, pour ainsi parler, de tous les mondes. Il y avait des royalistes comme Pastoret, des régicides comme Merlin et Sieyès; des prêtres rentrés dans le siècle comme Daunou, Sieyès et l'ancien évêque d'Autun, celui-là même qui avait célébré la messe le jour de la Fédération, et consacré les premiers évêques constitutionnels. C'est au milieu de ces vieux débris de

l'Assemblée constituante, que se trouvèrent introduits des jeunes gens qui avaient fait leurs premières armes sous la Restauration, M. Mignet, M. Comte, M. Cousin.

Indépendamment du peu de cohésion d'un corps ainsi formé, les savants qu'on réunissait dans une assemblée unique s'occupaient de travaux assez dissemblables. Il fallait habituer à la vie commune des jurisconsultes, des historiens et des philosophes. La difficulté redoubla quand le second Empire, jugeant notre Académie comme l'avait fait le premier Consul, et ne voulant pas la supprimer, eut recours à un expédient analogue à ce qu'on appelait sous le régime constitutionnel des fournées de pairs, et nomma dix membres de l'Institut par décret impérial. Les anciens membres refusèrent de communiquer avec ces intrus; et M. Mignet, qui pensait comme les anciens membres, eut besoin de tout son savoir-faire pour sauver l'Académie et les convenances.

La bonne fortune de l'Académie, dans cette

situation périlleuse, fut de posséder dans son sein deux ou trois hommes qui n'avaient seulement qu'à ouvrir la bouche pour tenir tout le monde en joie et en admiration. Avec eux, les discussions étaient si brillantes, qu'on n'avait pas le temps de s'apercevoir qu'elles tournaient à l'aigre. De ces merveilleux causeurs, le plus étourdissant était M. Cousin, dont les livres, d'ailleurs admirables, ne valaient pas ou valaient à peine la conversation si riche en aperçus de toutes sortes, en anecdotes, en saillies, tantôt s'élevant d'un seul bond jusqu'à la plus haute éloquence, puis revenant à la grâce ou à la plaisanterie et aux saillies les plus piquantes, sans que ces contrastes perpétuels parussent autre chose qu'un charme de plus. Deux ou trois personnes avaient le privilège de l'intimider; M. Royer-Collard, qui du reste n'était pas là, M. Guizot, M. de Broglie, peut-être un peu M. Thiers. Il traitait le reste des gens d'esprit avec un sans-façon qui tenait au sentiment intime de sa supériorité. Il avait des

égaux à l'Académie, mais je crois en vérité qu'il ne s'en est jamais douté. J'excepte toujours M. Guizot, qui triomphait surtout dans le monologue. Si M. Guizot ouvrait la bouche, à l'instant M. Cousin s'observait, se contenait, rassemblait ses forces et très souvent se dérobait. Son contradicteur habituel était M. Dupin l'aîné; mais ici la scène changeait, car M. Dupin ripostait sur le même ton. Il avait moins d'élévation, mais tout autant de connaissances, de ressources, de verve, une dialectique puissante et le sarcasme à la main comme personne. Les deux champions se portaient de rudes assauts, à la grande édification et au grand amusement de leurs confrères. Ce qui n'était pas moins étonnant, c'était de voir M. Cousin aux prises avec M. Edwards ou M. Lélut, ou même avec M. Broussais, quoique celui-ci fût très habile à ramener la discussion sur le terrain où il était le maître et où M. Cousin, fort ignorant en physiologie et en histoire naturelle, était absolument démonté. A un bout tout opposé

de la science, M. Michel Chevalier était aussi un beau et redoutable parleur. Il y avait des séances de l'Académie qui étaient dignes de Molière.

En jetant les yeux sur la glorieuse liste de nos prédécesseurs, on pourrait s'étonner que je ne cite pas plus de noms. C'est qu'on peut être grand écrivain sans être grand parleur, et qu'il y a dans l'art de parler bien des genres divers. Par exemple, nous avons eu parmi nous à toutes les époques des professeurs incomparables, Michelet, Jouffroy, et beaucoup d'autres, parmi lesquels on pourrait nommer M. Mignet lui-même à cause de ses succès à l'Athénée ; mais il se trouve précisément que l'habitude d'enseigner, c'est-à-dire de parler sans contradicteur, et d'imposer sa pensée, ne prépare pas à la discussion. M. Mignet, qui était charmant dans le tête-à-tête, n'aimait pas la controverse publique. Il avait l'esprit très impérieux, ce qu'il parvenait à voiler à force de bonne grâce et de politesse, et il lui manquait l'art

le plus essentiel du dialecticien et du polémiste, qui est l'art de se retourner. Il marchait devant lui en droite ligne dans la discussion comme il avait toujours fait dans la vie. En somme, quand M. Cousin et M. Dupin n'étaient pas là, ou gardaient le silence, ils laissaient la place libre aux grands parleurs qui n'étaient que d'interminables parleurs. C'est un écueil pour toute assemblée, et même, dit-on, pour les assemblées de savants.

M. Mignet eut fort à faire pour mettre un terme aux digressions un peu trop longues, et aux dialogues un peu trop vifs. Il y parvint peu à peu. A mesure qu'il gagnait en autorité, il habituait les plus humbles au respect, et les plus grands à la politesse. Il était rare qu'il prît la parole, et surtout qu'il la gardât longtemps. Il était très séduisant et très brillant causeur, mais à deux ou trois. Dans l'Académie, il n'intervenait qu'au moment décisif, par quelques mots dits avec précision et fermeté, et il était rare qu'il ne terminât pas le débat. Sa mémoire était aussi

sûre que son jugement, et ces deux qualités le rendaient redoutable aux hommes d'imagination et de fantaisie. Il rendait ses oracles avec une grâce charmante et un peu de cette solennité tempérée par la bonne humeur méridionale, qui ne messeyait pas dans ses écrits. Son action s'exerçait surtout dans la coulisse. On était sûr de le trouver à l'Institut, tous les jeudis, avant la séance de l'Académie française où il avait remplacé M. Raynouard en 1836 et où il était très assidu, et le samedi, dans son cabinet de secrétaire perpétuel, une heure avant la séance. Il y avait aussi chaque jour une heure où il recevait chez lui les membres et les futurs membres de l'Académie. Il était d'une extrême bonté pour ces derniers, les encourageant au travail, donnant ses conseils à ceux qui en étaient dignes, et se conduisant envers eux comme ont coutume de le faire, par exemple, les professeurs de l'École normale envers leurs anciens élèves. Il n'y avait, d'ailleurs, rien de banal

dans son accueil. Comme il encourageait les capables, il décourageait les autres, sans se départir de sa politesse, mais sans chercher de circonlocutions. Même ceux qu'il distinguait, et sur lesquels il comptait, entendaient parfois de sa bouche la vérité toute nue. Il agissait à peu près de même, toutes convenances gardées, avec ses confrères. On répète toujours qu'il était aimable, et qu'il était sage ; il était sage, avec beaucoup de passion, et aimable avec beaucoup de franchise. Et, après tout, il n'y a d'aimable que cette amabilité-là ; c'est la seule dont on soit touché, et dont on profite. Le premier sentiment qu'il inspirait était la confiance, et il s'y joignait au bout de quelque temps une amitié mêlée de respect. Sa conversation était attachante ; il aimait à parler, et il savait écouter. Il parlait très bien, dans une langue correcte, avec douceur et gravité. Il avait la mémoire meublée d'une foule d'anecdotes sur tous les personnages marquants du siècle. Il y en avait bien

peu qu'il n'eût familièrement connus. Il ne parlait pas politique, excepté avec des amis personnels, et dans le salon de M. Thiers, où il était tous les soirs, et qui était son salon. Quand il nous recevait le matin chez lui, la conversation roulait uniquement sur l'Académie, et sur les Mémoires dont on voulait donner lecture. Tout l'intéressait en ce genre, jusque dans les plus minutieux détails. On pouvait lui écrire sur les affaires de l'Académie quand il prenait ses vacances à Aix ; il répondait sur-le-champ de longues lettres dans le style de ses écrits qui, malgré son air un peu apprêté, était son style naturel. Avec cette conduite soutenue pendant des années, il avait acquis parmi nous une telle influence, qu'on se demandait toujours, quand on voulait faire une proposition, si cela ne contrarierait pas M. Mignet. Les discussions, dans le sein de l'Académie, avaient perdu le caractère un peu personnel qui les troublait autrefois ; elles étaient devenues académiques dans le bon sens du mot, c'est-à-dire sérieu-

ses, savantes et courtoises. M. Mignet a fait de notre Académie, un salon ; de notre Compagnie, une famille. Je le dis à notre gloire et à la sienne. Chez nous, on discute sur toutes choses avec liberté, avec courtoisie, avec amitié. Nous habitons vraiment les *templa serena* de la science ; et nous le devons principalement à l'influence qu'il a exercée sur nous pendant près d'un demi-siècle.

Nous le sentions profondément. Il y avait trente-cinq ans, en 1871, qu'il était à notre tête. Je parle ainsi pour M. Mignet, qui, en ce sens, n'a pas d'héritier. Nous eûmes l'idée de fêter cet anniversaire, comme l'ont fait pour M. Arago, pour M. Dumas, nos confrères de l'Académie des sciences. Nos fêtes, à l'Institut, sont modestes. La nôtre consista à nous cotiser pour faire graver son médaillon. Nous en avons conservé le coin, parce que, depuis cette époque, nos nouveaux confrères ne manquent jamais de réclamer leur exemplaire. Ma bonne fortune voulut que je

fusse président de l'Académie le jour où la médaille lui fut remise. Il en pleura de joie. Vous vous en souvenez ; vous y étiez presque tous, ou déjà comme membres de l'Académie, ou comme amis de M. Mignet. Je lui remis en même temps la croix de grand officier en disant : « Voilà le décret que Thiers a signé. »

Nous l'avons gardé douze ans au milieu de nous après cette fête de famille. Nous avions perdu M. Guizot, M. de Rémusat, M. Thiers. Il représentait pour nous le siècle entier. Élevé sous l'Empire, devenu rapidement, malgré sa jeunesse, un des chefs du parti libéral sous la Restauration, ardent et même téméraire dans la lutte tant que l'héritage de 1789 fut en péril, puis tout à coup, en 1830, prenant la résolution qu'il a gardée pendant plus d'un demi-siècle, de se consacrer sans partage au culte des lettres et à la recherche de la vérité, doué comme historien d'une sagacité pénétrante et d'une admirable puissance de concentration, grand et pur écrivain, égal des plus profonds dans ses livres

d'histoire, des plus savants et des plus judicieux dans ses livres d'érudition, grand critique et grand philosophe dans ses notices biographiques, recherché par tous les hommes illustres de l'Europe, ami de toute la vie de M. Thiers, estimé de tous les partis, quoique dévoué au sien ardemment, il est un des rares grands hommes qui aient joui de la gloire sans avoir à en payer le prix.

Ici, tous les cœurs lui appartenaient. Huit jours avant sa mort, il venait encore allégrement à pied, de la rue d'Aumale, à l'Institut, pour assister à nos séances et à celles de l'Académie française. Il causait gaiement avec ses amis après la séance, et pendant le chemin, quand on avait le plaisir de l'accompagner. Son esprit n'avait reçu aucune atteinte de la vieillesse. Il nous a quittés le 24 mars 1884. Ce jour-là, ceux qui cultivent les lettres ont perdu leur modèle ; l'Académie, celui qui faisait sa gloire ; chacun de nous, un ami ; et moi, un maître.

NOTICE HISTORIQUE

SUR

MICHELET

Lue dans la séance publique annuelle de l'Académie des sciences morales et politiques du 4 décembre 1886.

Messieurs,

L'histoire de Michelet tient en deux mots : il a vécu en homme de bien; il a écrit de beaux livres, qui, après avoir ravi ses contemporains, éclaireront et charmeront la postérité. Je prétends aujourd'hui lui donner une double preuve de mon respect, en rendant justice à son génie et à son caractère, et en combattant celles de ses doctrines qui heurtent profondément les miennes. Cette vie, en apparence si simple, a été très agitée. Il a vu tous les événements qu'il raconte; il —

y a pris une part passionnée; il en a ressenti toutes les joies et toutes les douleurs. « Me voilà bientôt vieux, disait-il. J'ai par-dessus mon âge deux ou trois mille ans que l'histoire a entassés sur moi [1]. »

Pour lui appliquer sa propre méthode, il faut dire ses origines. Il est fils « d'un colérique Picard » et « d'une sérieuse Ardennaise »; son père, petit bourgeois; sa mère, paysanne. Sa mère avait un oncle chanoine, qu'elle avait servi; son père, fils d'un maître de chapelle, avait songé à se faire prêtre. Sa vocation, qui n'était pas très ardente, fut arrêtée par la Révolution. Il devint ouvrier dans une imprimerie de Paris, puis imprimeur à son compte. L'entreprise vivotait, avec des hauts et des bas. Elle était au plus bas, quand Michelet naquit, le 21 août 1798, dans le chœur d'une ancienne église de religieuses [2], qui servait à la famille d'habitation et d'atelier.

1. *Le Peuple*, IIIe partie, ch. I.
2. Rue de Tracy, n° 16.

C'était une famille d'honnêtes gens et de rudes travailleurs. Quand il devint impossible de payer des ouvriers, la mère, le grand-père (le maître de chapelle) apprirent le métier. On montra au petit Michelet tout enfant à lever des lettres d'imprimerie. Il fut employé à la casse dès qu'il put se tenir debout, ne voyant le ciel que par un soupirail, souffrant du froid et quelquefois de la faim. « Je suis né, disait-il, comme une herbe sans soleil, entre deux pavés de Paris. » Le père et la mère lui avaient appris à lire; un vieux maître d'école, aux opinions exaltées, au cœur tendre [1], lui enseignait un peu de latin avant le travail de la journée.

Il étudiait ardemment, comme il travaillait patiemment. Il lut deux livres qui lui tombèrent sous la main: l'*Imitation de Jésus-Christ,* et Virgile. Cette âme d'enfant maladif, indigent, solitaire, sentit la profonde et divine tendresse du livre de l'*Imitation*, qu'il

1. M. Mélot.

adora toute sa vie. « Je ne comprenais pas le Christ; mais je sentis Dieu. » L'*Imitation* le fit religieux, sans le faire chrétien. Virgile le fit poète. Il savait l'*Énéide* par cœur. Il avait trente-cinq ans lorsque je l'ai connu; si l'on parlait devant lui d'un passage de Virgile, il le récitait aussitôt avec une mémoire imperturbable et le commentait avec une émotion et une passion que je n'ai retrouvées au même degré chez aucun de nos maîtres. Il vécut ainsi, jusqu'à près de quinze ans, à la fois heureux et misérable: misérable par tous les détails de sa vie matérielle, heureux dans sa vie intérieure par la chaude tendresse et les exemples de tous les siens, par la compagnie de ses deux livres, et par ses rêves d'enfance, déjà plus vivants pour lui que la réalité.

Il raconte qu'il conserva toute sa vie des traces de cette enfance souffreteuse, qu'il avait aux mains des cicatrices que le froid lui avait laissées, qu'il resta plus petit de taille et plus menu que ceux de sa race. Je

l'ai vu souvent à côté de son père, qui était en effet plus grand et plus robuste. Le fils avait, à trente-cinq ans, des cheveux blancs comme la neige; le père avait conservé ses cheveux noirs, de sorte qu'en les voyant de loin, on pouvait se tromper et prendre le fils pour le père. On ne se trompait pas de près, quand on voyait l'aimable figure de Michelet, aux yeux perçants, au jeune sourire; figure charmante et compliquée; où se lisaient la volonté de l'érudit, l'imagination du poète, la bonté et la défiance.

Ils s'adoraient. Le plus douloureux souvenir de Michelet était celui d'une dette qui fit pendant plusieurs années le tourment de cette pauvre maison. Dans l'espoir d'augmenter les revenus de son industrie et de donner un peu de bien-être à sa famille, M. Michelet le père avait emprunté six mille francs à un nommé Vatard. Il ne put payer; son mobilier fut saisi, lui-même jeté en prison. Puis un arrangement intervint; mais Vatard était impitoyable; ses scènes de

violence jetaient le trouble dans la maison; d'une scène à l'autre, on ne pensait pas à autre chose; on vivait sous le poids de cette dette et dans la terreur de ce créancier.

Au milieu de cette détresse, un ami proposa de faire entrer le jeune Michelet comme apprenti à l'Imprimerie nationale. Ce fut une grande tentation. Le père ne voulut pas. « Mon fils sera mon consolateur, » dit-il. On résolut de se priver un peu plus, et de le mettre au lycée coûte que coûte. Ce garçon de quinze ans, élevé dans une cave, qui n'avait jamais eu un camarade, et qui ne dînait pas tous les jours, se trouva humilié et embarrassé au milieu de ses nouveaux compagnons qui firent de lui leur jouet et leur souffre-douleur. « J'avais des airs effarouchés de hibou en plein jour, » dit-il [1]. Cette hostilité lui fut très dure. Il ne la supporta pas en chrétien, mais en révolté. Elle aigrit son caractère déjà violent. L'habitude

1. Michelet, *Ma Jeunesse*.

et le besoin d'être aimé, la fierté, l'orgueil lui apprirent dès lors à diviser les hommes en amis et en ennemis, et à ne pas compter d'indifférents.

Il apprit aussi à se reposer sur sa propre force: « Je me rappelle, dit-il, que, dans ce malheur accompli, privations du présent, craintes de l'avenir, l'ennemi étant à deux pas (1814), et mes ennemis à moi se moquant de moi tous les jours, un jour, un jeudi matin, je me ramassai sur moi-même, sans feu, la neige couvrant tout, ne sachant pas trop si le pain viendrait le soir, tout semblant finir pour moi, j'eus en moi, sans nul mélange d'espérance religieuse, un pur sentiment stoïcien; je frappai de ma main crevée par le froid sur ma table de chêne que j'ai toujours conservée, et sentis une joie virile de jeunesse et d'avenir [1]. »

Il ne savait que le peu qu'il avait appris chez M. Mélot. Il lui fallut un an pour se

1 Michelet, *le Peuple*.

mettre au courant. Au bout de deux ans, il était à la tête de la classe. M. Villemain, M. Victor Le Clerc furent ses deux professeurs de rhétorique. En 1816, il eut tous les prix du concours général.

Les mauvais jours étaient passés. L'empereur avait supprimé presque tous les journaux et presque toutes les imprimeries; mais M. Michelet, le père, avait trouvé une place de surveillant dans la maison de santé du docteur Duchemin, et Michelet lui-même venait de terminer ses études par un coup d'éclat. On manquait dans ce temps-là de gens de lettres, à la suite de tant de guerres et d'une si longue interruption de tout enseignement; il ne tenait qu'à lui de se mettre aux gages des libraires; il pouvait aussi, par l'intermédiaire de ses maîtres, se faire affilier à la coterie qui disposait alors de la célébrité littéraire. « J'eus, dit-il, le bonheur d'échapper aux deux influences qui perdaient les jeunes gens, celle de la vie doctrinaire, majestueuse et stérile, et de la littérature industrielle, dont

la librairie, à peine reconstituée, accueillait alors les plus malheureux essais. Je ne voulus point vivre de ma plume ; je voulus un vrai métier. »

Il donna quelques leçons. L'institution Briand lui payait soixante francs par mois pour quatre heures de leçon par jour. Il avait un ami, Poinsot, qui mourut jeune, et dont il parle avec enthousiasme ; il s'était lié aussi avec M. Poret, qui a suppléé M. Cousin à la Sorbonne avant notre éminent confrère M. Vacherot. Il préparait avec ardeur ses examens. Il fut bachelier en 1817, docteur en 1819 [1], agrégé en 1821. Il devient professeur d'histoire et de philosophie au collège Rollin en novembre 1822.

Il se livra avec ardeur à son enseignement, à ses élèves. Il les aimait. Il croyait les aimer comme un père ; mais je crois qu'il les aimait

1. Ses deux thèses, devenues introuvables, furent imprimées chez Fain. En voici les titres :

Examen des Vies des Hommes illustres *de Plutarque* (plaquette de 27 pages).

De perficiendâ infinitate secundum Lockium.

aussi comme un virtuose aime son instrument. « Ces jeunes générations aimables et confiantes, qui croyaient en moi, me réconcilièrent avec l'humanité. J'étais touché, attristé souvent aussi de les voir se succéder devant moi si rapidement. A peine m'attachais-je, que déjà ils s'éloignaient. Les voilà tous dispersés, et plusieurs (si jeunes!) sont morts. Peu m'ont oublié; pour moi, vivants ou morts, je ne les oublierai jamais. Ils m'ont rendu sans le savoir un service immense. Si j'avais, comme historien, un mérite spécial qui me soutînt à côté de mes illustres prédécesseurs, je le devrais à l'enseignement, qui pour moi, fut l'amitié. »

Ce n'était pas seulement son amitié pour ses élèves qui l'attachait au métier. Dans un livre, on parle pour l'avenir, à des lecteurs inconnus. Dans l'enseignement, comme la transmission est immédiate, la réponse l'est également. On suit les progrès de sa pensée dans l'esprit des autres, rien qu'en regardant leur figure et leur attitude; on voit et on sur-

monte les obstacles; on est porté, soutenu par l'effet même qu'on produit. Michelet, qui avait un égal besoin d'épanchement et de solitude, ressentait là quelque chose de la famille, qu'il aimait, sans se trouver en contact avec le monde, qui l'inquiétait et le blessait.

Il se maria de bonne heure, comme la plupart des solitaires. Le vide s'était fait dans la famille. Le grand-père était mort le premier, puis la mère, qui lui laissa un deuil inconsolable. « Elle a eu mon mauvais temps, elle n'a pu profiter de mon meilleur. Jeune, je l'ai contristée, et je ne la consolerai pas. Je ne sais même pas où sont ses os; j'étais trop pauvre alors pour lui acheter de la terre. » Elle était morte le 9 février 1815. Chaque année, à cette date, il portait une couronne au cimetière. On a retrouvé cette note sur son agenda : « Déposé une couronne sur la tombe où peut-être repose ma mère. » Son père seul lui restait, et Poinsot, qui vivait avec eux, et qui mourut quelques années

après. Il y avait dans la maison de santé du docteur Duchemin, une jeune personne, attachée à une dame âgée comme demoiselle de compagnie. C'était la fille d'une grande dame de l'ancien régime qui avait profité de la Révolution pour divorcer, et s'était mariée à un acteur, nommé Rousseau. Rousseau mourut, et sa veuve s'empressa de reprendre le nom plus aristocratique de son premier mari. Notre demoiselle de compagnie, étant la fille de l'acteur, rappelait trop un passé qu'on aurait voulu oublier; elle avait été peu aimée, mal élevée, et avait accepté cette sorte de domesticité pour ne pas rester dans la maison paternelle. Son malheur fut sans doute son principal attrait aux yeux de Michelet. Cette union dura seize ans. L'exiguïté de leurs ressources, le caractère de sa femme, très dévouée, mais peu faite pour les relations du monde, cet isolement, cette nouvelle lutte succédant à toutes celles qu'il avait supportées dans son enfance, contribuèrent à entretenir chez lui une suscepti-

bilité un peu maladive, qui le rendait exigeant dans l'amitié, et presque hostile à tout ce qui lui était nouveau et inconnu.

Son talent, sa position officielle lui auraient ouvert toutes les portes. Le monde lui fit des avances, qui ne le tentèrent pas. « Les salons demi-catholiques, bâtards, dans la fade atmosphère des amis de M. de Chateaubriand, auraient été pour moi peut-être un piège plus dangereux. Le bon et aimable Ballanche, puis M. de Lamartine, plusieurs fois voulurent me conduire à l'Abbaye-aux-Bois. Je sentais parfaitement qu'un tel milieu, où tout était ménagement et convenance, m'aurait trop civilisé. Je n'avais qu'une seule force, ma virginité sauvage d'opinion et la libre allure d'un art à moi, et nouveau [1]. »

Il voulut pourtant être membre de l'Institut, autant pour prendre son rang que pour profiter des moyens d'étude qu'on ne trouve qu'ici. Il manquait à l'Académie française et

1. *Histoire de France*, préface de 1869.

à l'Académie des sciences morales et politiques. Il se présenta à cette dernière Académie pour remplir la place du comte Reinhard. Le hasard me fit assister à sa visite de candidat chez Victor Cousin. Il fut reçu avec une politesse hautaine et un dédain mal déguisé. Orgueil contre orgueil, Michelet ne recula pas d'une semelle. A peine fut-il dehors que l'autre se mit à l'arranger à sa façon. Il excellait à mettre une réputation en pièces. Mais il perdit sa peine ce jour-là. Toute la jeunesse faisait des vœux ardents pour Michelet. Il nous semblait que nous arrivions avec lui.

Michelet, à force de se séparer, de dire son avis sur les choses et les personnes, et de le dire aussi sur lui-même, s'était fait de nombreux ennemis. Il fut nommé pourtant, heureusement pour l'Académie [1]. Mais il est temps de revenir à ses travaux, à sa vie intellectuelle.

1. Le 24 mars 1838.

On se rappelle qu'il était né en 1798, dans un temps où le culte était seulement toléré. Son père ne l'avait pas fait baptiser. Cette situation préoccupa Michelet au moment où il entrait sérieusement dans la vie. Il demanda et reçut le baptême à dix-huit ans. Il ne devint pas chrétien pour cela. Il s'est vanté lui-même de n'avoir jamais communié. Il avait des sentiments religieux, qu'il conserva toujours, et une sorte de tendresse instinctive pour la religion catholique. « J'y suis né, » disait-il. Quand il disait plus tard que les salons demi-catholiques des amis de Chateaubriand auraient été pour lui un piège dangereux, il songeait sans doute à cette inclination secrète et involontaire. Les amis de Châteaubriand, en l'appelant, et quelques années après, Frayssinous, en lui donnant un poste de suprême confiance, ne se trompaient qu'à demi.

Michelet cherchait sa voie. Il fit quelques traductions de Reid et de Dugald Stewart qu'on a trouvées dans ses papiers; un

mémoire, également resté inédit, intitulé : *Histoire de la civilisation par l'histoire des langues*. Il écrivit pour la *Biographie universelle*, un article sur Zénobie, reine de Palmyre [1], tout cela sans importance. Sa vocation pour l'histoire s'était déclarée de bonne heure, lorsqu'il errait, encore enfant, dans le musée des Monuments français. « C'est dans ce musée, disait-il, et nulle autre part, que j'ai reçu d'abord la vive impression de l'histoire. Je remplissais ces tombeaux de mon imagination, je sentais ces morts à travers les marbres, et ce n'était pas sans quelque terreur que je pénétrais sous les voûtes basses où dormaient Dagobert, Chilpéric et Frédégonde. » Il publia d'abord des *Tableaux chronologiques d'histoire moderne* qui ne sont que les cahiers d'un professeur, et donna, en 1827, une traduction abrégée de la *Science Nouvelle* de Vico. Ceci est plus sérieux, au moins

1. Voir, sur ces premiers travaux de Michelet, un article de M. Cochut dans la *Revue des Deux Mondes*, février 1841.

comme indication des tendances de son esprit.

Vico n'a pas créé la philosophie de l'histoire. Il n'est pas le premier qui ait prétendu soumettre les événements à une logique supérieure à la volonté des hommes. Peut-être est-il le premier qui ait systématiquement diminué la part des hommes d'élite dans la conduite des foules, et qui les ait ramenés, de la condition d'initiateurs, à celle de serviteurs. Pour lui, les hommes et les faits perdent, pour ainsi dire, leur qualité concrète, et ne sont plus, les premiers, que des mythes, et les seconds, que des symboles. L'humanité se crée elle-même, par l'action continue ou concordante des volontés. Elle traverse, dans son développement, trois âges : l'âge divin, où l'homme, encore enfant, croit voir un Dieu dans chacune des forces de la nature ; l'âge héroïque, où l'humanité reprend la place qui lui appartient, mais en s'identifiant avec les héros et en s'absorbant en eux ; l'âge humain, où la société humaine est organisée

par la science, les arts, les lois, l'industrie et le commerce. Après avoir parcouru ces trois âges par une suite de progrès constants, l'homme recule jusqu'à ses débuts, en suivant à rebours les mêmes chemins, pour remonter encore, dans une oscillation éternelle, comme la mer ne cesse de couvrir et d'abandonner ses rivages. Ce système parut à Michelet le dernier mot de la science. « Je suis né de Virgile et de Vico, » disait-il.

Son premier succès, qui fut très grand, est le *Précis d'histoire moderne*, publié la même année que Vico (1827). Michelet y met à profit toutes les découvertes nouvelles; mais elles sont ici pour la première fois résumées, condensées et appropriées aux besoins de l'enseignement. Ce qui est propre à Michelet, c'est ce qui lui a fait souvent défaut dans des ouvrages plus étudiés : la composition. L'ensemble est si bien compris, que l'histoire des différents peuples se déroule sans confusion et dans l'enchaînement le plus lumineux. Rien n'est omis de ce qu'il importe de savoir;

rien n'est mentionné de ce qui peut être laissé dans l'ombre sans altérer la vérité du tableau. S'il entre parfois dans quelques détails, il sait choisir, avec un art consommé, ceux qui donnent à ses récits ou à ses descriptions tous les caractères de la vie. La griffe du lion s'y retrouve aussi, principalement dans les portraits, qu'il fait courts et saisissants. L'ouvrage entier est déjà d'un maître ; mais à certaines pages et à certaines envolées on devine, on pressent un grand maître.

Frayssinous le nomma aussitôt maître des conférences d'histoire et de philosophie à l'École normale, et crut avoir fait un grand coup dans l'intérêt de ses idées. Michelet s'était fait baptiser dix ans auparavant. Il était membre de la Société des bons livres. Sa vie d'intérieur et de travail était un modèle. A quelques années de là, M. de Vatimesnil nomma M. Guigniaut directeur de l'École normale. M. Guigniaut effrayait quelques esprits ; M. de Vatimesnil les rassura. « Il y

a là, dit-il, un jeune maître de conférences, imbu des saines doctrines politiques et religieuses, et dont l'influence combattra la sienne. »

Cette anecdote, que je trouve dans l'excellente notice de M. d'Haussonville, est piquante pour ceux qui, comme moi, ont suivi en même temps les cours de M. Guigniaut et de Michelet à l'École normale. M. Guigniaut paraissait la sagesse même; il fallait être très habile pour découvrir tout au fond de ses périphrases l'indépendance réelle de sa pensée. Michelet, au contraire, était tout expansion. Pour la religion, il avait ses jours d'approbation enthousiaste et ses jours de critique sévère; sans contradiction cependant, mais suivant le sujet qu'il avait à traiter. Nous n'en étions ni surpris ni choqués; au contraire, cette indépendance dans les deux sens nous charmait comme une preuve de la supériorité de son esprit. En politique, quoique Michelet n'allât jamais dans ses leçons jusqu'à l'histoire contempo-

raine ni même jusqu'à 1789, son opinion se faisait jour à chaque instant, et nous savions que, tout en acceptant en principe la révolution de 1830, il était loin d'approuver le gouvernement qui en était sorti. Nous étions là quelques républicains, deux ou trois; de ces républicains qui regardent la politique de 1793 comme une objection terrible contre la République; et nous savions que nous avions avec nous deux de nos maîtres, Philippe Le Bas et Michelet. M. d'Haussonville raconte, comme une histoire ou une légende, que, voyant du seuil de l'École normale, alors située dans la rue Saint-Jacques, des bandes d'ouvriers et d'étudiants qui se rendaient au combat (juillet 1830), il s'écria d'un ton inspiré : « Faites l'histoire, nous l'écrirons! » A l'École, nous avons toujours tenu le mot pour authentique. C'est bien là Michelet. Nous lui en savions tous un gré infini; car il n'y avait pas de dissidents à l'École normale, au moins sur la révolution de Juillet. Ceux mêmes que j'appelle républicains se ral-

liaient, comme La Fayette, à la meilleure des républiques. Je devrais plutôt dire qu'ils auraient été républicains, si on les avait garantis contre les Jacobins et la Terreur.

Michelet, après la révolution de Juillet, était le roi de l'École. Cousin, qui faisait un cours de philosophie en troisième année, n'était connu comme professeur que des philosophes, au nombre de trois ou quatre. Michelet, en seconde année, avait toute la section des lettres, c'est-à-dire la moitié de l'École. Cousin et Michelet; nos imaginations n'étaient pleines que de ces deux hommes, qui s'honoraient réciproquement du dédain le plus parfait; l'un dans l'éclat de toutes ses dignités et de toute sa gloire, l'autre à l'état de soleil levant. Il ne nous en plaisait que davantage. Ampère, Jouffroy, Nisard et tant d'autres que nous aimions, que nous admirions, ne nous inspiraient rien qui ressemblât, même de loin, à la passion avec laquelle nous parlions entre nous des doctrines de Cousin et de Michelet, de leurs leçons, de

leurs livres, de leurs conversations, de leurs gestes, des moindres propos qui leur échappaient. Les esprits les plus sérieux, les plus mesurés, que je pourrais nommer, étaient pour Michelet comme des amants pour une maîtresse. Il faisait deux leçons par semaine, ou, pour mieux dire, une leçon et une causerie. La leçon était bien faite. A moins qu'elle ne touchât à quelque problème très discuté parmi les savants, il supposait toujours que les faits étaient connus. Il s'attachait à les juger, à montrer leur origine, leur enchaînement, leurs conséquences. Il faisait de la philosophie sur l'histoire. Tout n'était pas juste, il s'en faut bien; tout était fait pour ouvrir des horizons et susciter des pensées. On sentait qu'on était plus capable après l'avoir entendu. Quelquefois ses vues nous paraissaient si nouvelles, que nous étions comme des voyageurs qu'on aurait transportés tout à coup sur un sommet d'où se découvrent des espaces immenses. C'était surtout la petite leçon qui nous charmait.

Nulle suite, nul enchaînement ; il ne s'astreignait même pas à un sujet. Nous sûmes plus tard que cet imprévu était un peu arrangé ; il n'y paraissait presque pas. Il s'adossait à la cheminée ; nous étions debout autour de lui, et il parlait de toutes choses pendant près de deux heures avec une verve, et une simplicité, et un enthousiasme, et des tendresses, et des bonheurs d'expression qui nous faisaient goûter l'une après l'autre toutes les joies de la pensée. Tout ce qu'il décrivait, on le voyait. Toutes les émotions qui l'agitaient, nous les ressentions. Il avait de la gaieté ces jours-là. Il n'a jamais été dupe de cette manie toute française qui exige qu'on soit très guindé, pour être très comme il faut. Il se mettait à l'aise dans ses livres comme chez nous. Voyez de quelle façon, dans son livre de *la Femme*, il raconte l'aventure déplorable de la fille de Loth. Elle est si lente à quitter la vieille cité qui s'écroule sur sa tête, que l'ange la prend par le bras, la traîne, et, avec tout cela, elle trouve

encore moyen de n'avancer point, disant : « Attendez seulement que j'aie remis mon soulier. — Nous n'avons plus le temps, ma belle. Reste là en statue de sel, avec madame ta mère. » Il savait que les grands génies ont mis le rire à côté des larmes, semblables à la nature, qui sourit après les orages. Ses vieux élèves se rappellent encore maintes anecdotes qui viennent de lui, et qui les réjouissent comme au premier jour. Mais qui les dirait comme lui, dans cette langue si pure et si familière, qui s'élevait si haut quand il le fallait, qui s'abaissait aux détails les plus simples sans jamais devenir vulgaire, qui souvent laissait deviner plus qu'elle ne disait, hardie comme sa pensée, et pourtant correcte, tout ornée, comme il convenait à une conversation d'École normale, de citations grecques et latines, sans une ombre de pédanterie? Quelle erreur de s'imaginer que l'on connaît l'enseignement de Michelet parce qu'on l'a entendu au Collège de France! Il ne lui fallait pas de chaire ni de tréteaux.

Sa voix ne valait rien pour les grands amphithéâtres. Là-bas, il se croyait obligé d'être sublime. Avec nous, il n'était qu'adorable.

Il avait un défaut, qui était un malheur pour lui et pour nous : c'était une susceptibilité extrême, qui tenait à toute sa nature intellectuelle et morale, beaucoup aussi à son passé, à la manière dont il avait été élevé et dont il vivait. Il voulait être aimé de ses élèves, il était bienveillant pour eux : on en trouve la preuve touchante dans ses livres, où il cite, avec éloges, des écrits, même médiocres, pour récompenser ou susciter un effort; mais si un mot, un geste lui avait déplu, il se croyait en face d'un ennemi, et, le préjugé une fois formé, il n'en revenait jamais. Il en souffrait; c'est l'histoire de toute sa carrière. Cet écrivain, qui a commis tant d'injustices, a toujours voulu être juste. Il a toujours voulu aimer, et surtout être aimé, et il a repoussé bien des cœurs qui s'offraient.

Il avait été choisi pour donner des leçons

à la fille du duc de Berry, qui a été depuis la duchesse de Parme. Elle n'avait que huit ans. Il se prit pour elle d'une tendresse paternelle. Il fut convenablement traité sous la monarchie de Juillet, puisqu'il devint professeur au Collège de France, et chef de la section historique des Archives, situation la plus enviable pour un historien. Il a raconté lui-même avec quelle émotion il pénétra dans ces longues galeries. « Je ne tardai pas à m'apercevoir, dans ce silence apparent, qu'il y avait un mouvement, un murmure qui n'était pas de la mort. Ces papiers, ces parchemins laissés là depuis longtemps, ne demandaient pas mieux que de revenir au jour. Ces papiers ne sont pas des papiers, mais des vies d'hommes, de provinces, de peuples. Si on voulait les écouter tous, comme disait le fossoyeur au champ de bataille, il n'y en aurait pas un de mort [1]. » On reconnaît là l'historien dont Bersot a pu dire : « Les

1. *Histoire de France*. Éclaircissements à la suite du livre IV.

textes l'enivraient [1]. » Le roi lui donna une preuve de confiance personnelle, en le choisissant pour enseigner l'histoire à la princesse Clémentine. Il s'attacha à cette autre fille de roi, comme il l'avait fait pour sa première élève. Éloigné d'elle pendant qu'il parcourait la France, pour préparer cette magnifique description de nos provinces qu'on admire dans le second volume de son *Histoire*, il lui écrivait des lettres qu'elle avait soigneusement conservées et qui, dit-on, méritaient de prendre place parmi les œuvres du maître. Elles ont disparu dans le pillage des Tuileries en Février. On comprend que Michelet, en dépit de ces relations, ait gardé des sentiments républicains. Ce qui est vraiment étrange, c'est la facilité avec laquelle il admettait les calomnies les plus absurdes contre les deux royales familles qu'il avait vues de si près. « Vous qui les avez vus de

1. Discours prononcé au nom de l'Académie des sciences morales et politiques sur la tombe de Michelet, le 18 mai 1876.

près, lui disait-on un jour, comment croyez-vous à ces sottises? — Ces gens-là, répondit-il, n'ont jamais mis leur confiance en moi. » Ce n'était pas, comme on semble l'avoir cru, de l'orgueil blessé. Il voulait dire qu'il n'avait été qu'un passant, et qu'il n'avait rien vu, excepté l'amour d'un père et d'une mère pour leur enfant : ne voir que cela, c'est ne rien voir; on peut être un bon père et un mauvais roi. Michelet, dans ce petit coin de la cour, où il avait été appelé comme professeur et non comme ami, gardait intactes les opinions républicaines qu'il tenait de son père. Il était comme ce fleuve qui traverse un lac sans s'y mêler, et conserve au sortir de là la couleur de ses eaux. J'affirme qu'il admettait ces odieuses, ces ridicules calomnies, puisqu'il les répète. Il les croit, il est sincère. Il subit les conséquences de ses impressions et de ses passions. Tel nous le voyons dans la vie, tel il sera dans l'histoire. Son caractère le condamne à être injuste, en dépit de sa volonté.

Il publia vers cette époque l'*Introduction à l'histoire universelle*. Dans cet opuscule « d'un vol rapide, d'un incroyable élan », c'est lui qui parle ainsi [1], il reprend la théorie de Vico sur les trois âges qui se répètent sans cesse dans l'éternel mouvement de l'humanité. Il annonce tout un cercle d'études qu'il se propose de parcourir, et dont cette *Introduction* est comme la préface philosophique. Avant d'entreprendre l'histoire de son pays, il veut raconter d'abord celle de la puissance romaine qui lui paraît le nœud du drame immense dont la France dirige les péripéties.

Ses deux volumes sur la *République romaine* parurent en 1831, quelques mois après l'*Introduction à l'histoire universelle*. Il y travaillait depuis 1828, et avait passé à cette époque quelques mois en Italie pour préparer ses matériaux.

Ce n'est au fond qu'une esquisse, où les faits sont indiqués plutôt que racontés, où la

1. *Histoire de France*, préface de 1869.

société romaine n'est pas étudiée dans ses détails, comme on avait droit de l'attendre de lui. On trouve dans ces deux volumes les grandes qualités de son style. On y trouve aussi la preuve qu'il avait la qualité la plus rare et la plus nécessaire de l'histoire, surtout quand il s'agit de l'histoire de l'antiquité, où les matériaux ne foisonnent pas comme pour l'histoire moderne : le génie de la divination. Il devance Mommsen en beaucoup de points ; c'est-à-dire que, ce que le grand investigateur devait trouver, lui le devine.

Deux ans après, en 1833, laissant son *Histoire romaine* à moitié chemin, et renonçant à écrire l'*Histoire des empereurs*, il publiait les deux premiers volumes de l'*Histoire de France*. Je dois pourtant mentionner encore, dans cet écrin si riche de Michelet, où les œuvres abondent, les *Origines du droit français*, un livre qu'il regardait comme très érudit et très profond. Je ne veux pas en discuter l'érudition ; mais on peut, sans injustice, en contester la profondeur. Il semble

qu'on parcoure des notes préparées pour un cours de droit coutumier, et qui n'y ont pas trouvé place. Il y a dans ce livre une idée qui vaut quelque chose, mais qui n'est pas réalisée. On a dit qu'elle appartenait à Jacob Grimm, pour lequel il professait d'ailleurs une grande admiration. Cela n'est pas exact. Grimm, au contraire, en faisait hommage à Michelet et louait le don de pénétration qui, disait-il, se révélait à chaque page. Je reviens aux deux premiers volumes de l'*Histoire de France*. On l'a accusé d'avoir abandonné son premier plan, parce qu'il était pressé d'arriver, par l'*Histoire de France*, à la popularité. Il fit de même, ajoute-t-on, quand il arrêta brusquement l'*Histoire de France*, après la Réforme, pour écrire l'*Histoire de la Révolution*. Je dirais plutôt qu'il suivait le mouvement de son esprit, toujours impatient d'avancer. Même dans son *Histoire de France*, il y a des chapitres entiers qui ne sont que la transcription de ses notes. On voit qu'il se hâte pour arriver à quelque sujet de prédilection,

et l'étudier, le raconter avec le soin et les développements nécessaires. Ce qu'on prend pour une concession est du dédain. Il changeait de sujet, non parce qu'on demandait du nouveau, mais parce qu'il lui en fallait, à lui. Michelet est essentiellement un esprit ailé. Quoiqu'il aimât l'érudition et qu'il fût capable, s'il l'avait voulu, de prendre une des premières places parmi les érudits, son imagination l'en empêcha. Elle ne lui permit jamais de s'attarder sur une question, et c'est elle aussi qui ne lui permit pas de s'attarder sur un livre. Il entendit un jour une voix qui criait : « La France! » Et un autre jour, une voix qui lui criait : « La Révolution! » C'est la même voix qui lui inspira plus tard d'écrire *l'Oiseau* et *le Prêtre*, et tous ces innombrables petits volumes, dont il a fait une bibliothèque de merveilles, à côté de la merveille principale, qui est l'*Histoire de France*.

Les deux premiers volumes ont paru en 1833, le dernier en 1867. Cela fait bien une

période de quarante ans. Michelet s'en vante : « J'ai travaillé quarante ans à ce livre. » Il y a bien eu quelques interruptions, quelques digressions. Une interruption de dix ans pour écrire l'*Histoire de la Révolution*. Des pamphlets, des livres sur la femme, des livres sur l'histoire naturelle ; le cours du Collège de France. Michelet veut dire que, pendant quarante ans, l'*Histoire de France* a été sa préoccupation principale, sinon unique. Il s'arrête quelquefois en chemin pour écrire une explication de ce qui précède, ou une grande note philosophique ; un commentaire plutôt qu'une rectification. S'il lui arrive de faire une nouvelle édition, il ne change pas le texte ; il ajoute des préfaces. Il dit avec orgueil : « Il n'y a rien à changer. »

« La continuité est le signe de la vraie vie. La plus sévère critique, si elle juge l'ensemble de mon livre, n'y méconnaîtra pas ces hautes conditions de la vie. Il n'a été nullement précipité, brusqué ; il a tout au moins le mérite de la lenteur... Ce qui n'est pas

moins rare dans un travail de tant d'années, c'est que la forme et la couleur s'y soutiennent. Mêmes qualités, mêmes défauts. Si ceux-ci avaient disparu, l'œuvre serait hétérogène, discolore, elle aurait perdu sa personnalité[1]. »

Il a raison. Il est lui-même, il est le même dans le premier et dans le dernier volume, avec tout son pouvoir de résurrection. Il est très vrai qu'il rend tous les siècles vivants, qu'il les voit, et qu'on les voit. On les voit par ses yeux, on les voit en lui. Jamais il ne disparaît de la scène ; on ne le quitte pas un instant. C'est son histoire, c'est sa psychologie, comme c'est l'histoire et la psychologie de la France. « Je n'eus de maître que Vico... L'humanité qui se crée... Je restai à bonne distance des doctrinaires, majestueux, stériles, et du grand torrent romantique de l'art pour l'art. J'étais mon monde en moi. J'avais ma vie, mes renouvellements et ma

1. Préface, 1869.

fécondité ; mais mes dangers aussi. Quels? Mon cœur, ma jeunesse, ma méthode elle-même, et la condition nouvelle imposée à l'histoire : non pas de raconter seulement ou juger, mais d'évoquer, refaire, ressusciter les âges. Avoir assez de flammes...[1] »

Les flammes ne lui manquèrent jamais, ni la jeunesse, qu'il appelle un danger, et qui lui fut fidèle jusqu'au dernier jour. Mais il eut, comme il disait, ses renouvellements. Il était passion plutôt que raison, par conséquent plus variable qu'immuable. De grandes catastrophes sévissaient autour de lui, de grands tourbillons passaient ; il avait sa grande part des joies et des colères publiques, dans la vieille histoire qu'il raconte, ou dans les frissons de l'histoire à laquelle il était mêlé. Lui-même, en étudiant, ou en vivant, ce qui pour lui est la même chose, il apprend ; donc il se transforme.

C'est lui qui a dit :

1. *Histoire de France*, préface de 1869.

« L'histoire fait l'historien. Mon livre m'a créé. Ce fils a fait son père. »

Il y a, entre son livre et lui, une telle identité, qu'en lui faisant ses adieux, après l'avoir terminé, il croit dire adieu à la vie. « J'ai pris l'histoire pour la vie. La voici écoulée. Je ne regrette rien. Je ne demande rien. Ah! que demanderais-je, chère France, avec qui j'ai vécu, que je quitte à si grand regret! Dans quelle communauté j'ai passé avec toi quarante années (dix siècles)!... Je travaillais pour toi, j'allais, venais, cherchais, écrivais. Je donnais chaque jour de moi-même tout, peut-être encore plus... [1]. »

Pendant ces quarante ans, il a modifié son plan, ses idées. J'ajouterai ce mot, qu'on ne dirait de nul autre : qu'il les a modifiées peut-être sans le savoir. Comme il est toujours dans le feu de l'action, il a le temps de penser sans doute ; le temps de réfléchir et de s'arrêter, jamais!

1. *Histoire de France*, préface de 1869.

Il ne voulait d'abord faire que cinq volumes[1]. Il en a fait dix-neuf, et vingt-six, en comptant les sept volumes de la Révolution, vingt-neuf en comptant les trois volumes du XIX^e^ siècle. Il voulait voir et dire : une passion d'historien ; tout voir, tout dire. Les chemins s'allongeaient devant lui, les horizons nouveaux surgissaient, et tout était enchantement, ravissement. Quoiqu'il n'eût jamais songé à écrire l'histoire de la Chine, il disait un jour : « Si on me condamnait à ne jamais écrire l'histoire de la Chine, j'en mourrais de douleur. » Au sixième volume de cette histoire de France, qui devait tenir en cinq volumes, il en est encore à Louis XI.

Il passe assez rapidement sur l'époque gauloise, sur Charlemagne. Lui, le rêveur épris de la douce Allemagne, de ses légendes, il passe vite sur Charlemagne. Il ne sent pas le

1. Au premier volume, *les races* ; au second, *les provinces* ; au troisième, *les institutions* ; aux deux derniers, l'*histoire de la nationalité française*. (Voir au tome premier le préambule.)

grand empereur. Il commence par lui à défaire les grandes renommées. Il est aussi très dur pour Philippe-Auguste, et pour la journée de Bouvines, « qui n'est rien ». Saint Louis pourtant trouve grâce devant lui. Il l'admire dans son courage, et jusque dans sa sainteté. Mais il ne s'occupe des rois que par occasion ; c'est le peuple qui est tout.

Son héros, ce n'est ni Charlemagne, ni Philippe-Auguste, ce n'est pas même saint Louis ; c'est la France. Il en fait une description qui remplit tout le troisième livre et qui est un chef-d'œuvre. Chose nouvelle, cette géographie a autant de mouvement que l'histoire. Elle est animée, vivante, agissante. Il en montre à merveille l'utilité, la nécessité. Sans cette base géographique, le peuple, l'acteur historique, semblerait marcher en l'air, comme dans les peintures chinoises, où le sol manque. Le sol n'est pas seulement le théâtre de l'action. Par la nourriture, le climat, etc., il influe de cent manières dans la comédie. « La terre fait l'homme, » dit

Michelet. Il dira ailleurs, à propos de la Hollande : « L'homme fait la terre. » La vérité est que le citoyen et la patrie se créent l'un par l'autre. Il ne les sépare pas dans l'histoire, qui est la résurrection intégrale des âges. Il résume ainsi sa description de la France, quand il la compare aux peuples voisins : « L'Angleterre est un empire, l'Allemagne un pays, une race ; la France est une personne[1]. » Et il ajoute aussitôt ce commentaire : « La personnalité, l'unité, c'est par là que l'être se place haut dans l'échelle des êtres. »

La guerre entre la France et l'Angleterre remplit une partie de ces six volumes. Ne craignez pas qu'il vous mène de bataille en bataille, de traité en traité. Le descendant de Guillaume le Conquérant, quel qu'il soit, c'est un homme rouge, cheveux blonds et plats, gros ventre, brave et avide, sensuel et féroce, glouton et ricaneur, entouré de mauvaises

1. *Histoire de France*, liv. III.

gens, volant et violant, fort mal avec l'Église. Il faut dire aussi qu'il n'a pas si bon temps que le roi de France. Il a bien plus d'affaires ; il gouverne à coups de lance trois ou quatre peuples dont il n'entend pas la langue. Il faut qu'il contienne les Saxons par les Normands, les Normands par les Saxons, qu'il repousse vers leurs montagnes Gallois et Écossais. Pendant ce temps-là, le roi de France peut, de son fauteuil, lui jouer plus d'un tour. Il est son suzerain d'abord ; il est fils aîné de l'Église, fils légitime ; l'autre est le bâtard, le fils de la violence. C'est Ismaël et Isaac. Le roi de France a la loi pour lui, « cette vieille mère avec son frein rouillé, qu'on appelle la loi ». L'autre s'en moque, il est fort, il est chicaneur, en sa qualité de Normand. Dans ce grand mystère du XII^e^ siècle, le roi de France joue le rôle du bon Dieu, l'autre a le rôle du diable [1]. Celui qui écrit ainsi l'histoire oublie, sans doute, que Henri VI, enfant, a

1. *Histoire de France,* liv. IV, ch. v.

été sacré à Paris; il croit que le roi de France gouverne paisiblement ses bons vassaux de Bourgogne et de Bretagne, qu'on parle à Rennes et à Toulouse la même langue qu'à Paris, et que le roi Jean n'était pas de sa personne à la bataille de Poitiers. Mais avouez que, si ce maître historien n'a pas la première vue, il a terriblement la seconde. Il se joue des détails, mais il est le maître de l'ensemble. Tout à coup, quand il a montré la France désolée, ruinée, perdue; sans argent, sans soldats, sans foi, sans unité, sans honneur; quand il est effrayé lui-même de la tragédie qu'il raconte, ou quand il commence à se dire qu'il va trop loin, que de pareils récits sont trop accablants, que l'âme humaine ne peut les supporter, le génie de la France lui amène Jeanne d'Arc, une héroïne faite pour lui : car elle est à la fois histoire et légende; elle est le peuple dans sa faiblesse et dans sa force, dans sa foi et dans sa clairvoyance; elle part des derniers rangs, elle triomphe au nom de Dieu et de la France, et elle disparaît

dans un bûcher entre le ciel et la terre, éternel objet d'admiration, de pitié et d'amour. On a pris ce livre, on l'a séparé de la grande histoire, on l'a répandu à profusion dans les écoles, on ne l'y répandra jamais assez. C'est la rédemption de la France, c'est à cette source qu'il faut s'abreuver d'héroïsme et de patriotisme. Avoir écrit ce livre, avoir été digne de l'écrire, c'est une grande époque dans la vie d'un homme.

Michelet est plein d'admiration et de pitié pour le moyen âge ; de pitié pour sa misère, d'admiration pour sa résignation et ses efforts. Le monde était alors menacé par la barbarie sous sa double forme, l'ignorance et l'oppression. Qui le sauva de l'oppression? Le roi, en soumettant la féodalité à son autorité d'abord, à la loi ensuite. Et qui le sauva de l'ignorance? L'Église qui, seule, avait une doctrine, et qui conservait le dépôt de la science et des arts. Voilà, sur le moyen âge, des opinions orthodoxes, bien dignes d'un homme qui s'était fait baptiser à dix-huit ans,

qui, chaque année, faisait dire une messe à l'anniversaire des funérailles de sa femme, qui était professeur de princesses et membre de la Société des bons livres, et qui, dans sa thèse pour le doctorat, esquissant le portrait du parfait biographe, écrivait cette phrase un peu étrange, même à cette époque, sous la plume de Michelet : « Religieux adorateur des dieux immortels, il les rappellera à chaque instant dans ses écrits, de crainte de nous décourager en peignant si souvent le juste malheureux. » A lire ce Michelet-là, on se prend à penser que M. de Vatimesnil avait eu raison de dire qu'il servirait de contrepoids à M. Guigniaut. Il y a, dans cette première moitié de l'*Histoire de France*, des pages que n'aurait pas désavouées Chateaubriand. On les citait beaucoup alors, pour les louer, et on les a beaucoup citées depuis, pour les opposer à l'autre Michelet, à celui que je vais vous montrer tout à l'heure, et à qui l'Église a fait une si rude guerre. Elles sont dans toutes les mémoires.

Victor Hugo lui-même, dans sa prose immortelle, n'a pas mieux compris et mieux célébré l'art gothique. « L'esprit fut l'artisan de son enveloppe de pierre, il la façonna à son usage, il la marqua en dehors, en dedans, de la diversité de ses pensées; il y dit son histoire, il prit bien garde que rien n'y manquât de la longue vie qu'il avait vécue; il y grava tous ses souvenirs, toutes ses espérances, tous ses regrets, toutes ses amours. Il y mit, sur cette froide pierre, son rêve, sa pensée intime. Dès qu'une fois il eut échappé des catacombes de la crypte mystérieuse où le monde païen l'avait tenu, il la lança au ciel, cette crypte: d'autant plus profondément elle descendit, d'autant plus haut elle monta. L'esprit, quoi qu'il fasse, est toujours mal à l'aise dans sa demeure; il a beau l'étendre, la varier, la parer: il n'y peut tenir, il étouffe. Non, toute belle soyez-vous, merveilleuse cathédrale, avec vos tours, vos saints, vos fleurs de pierre, vos forêts de marbre, vos grands christs dans leur auréole

d'or, vous ne pouvez me contenir. Au delà de l'autel, dressons un autel, un sanctuaire derrière le sanctuaire...[1]. » Déjà, dans l'*Introduction à l'histoire universelle*, il avait célébré ce long miracle du moyen âge, cette merveilleuse légende dont la trace s'efface chaque jour de la terre et dont on douterait dans quelques siècles, si elle ne s'était fixée et comme cristallisée pour tous les âges dans les flèches et les aiguilles, et les roses, et les arceaux sans nombre des cathédrales de Cologne et de Strasbourg, dans les cinq mille statues de marbre qui couronnent celle de Milan. « En contemplant cette muette armée d'apôtres et de prophètes, de saints et de docteurs échelonnés de la terre au ciel, qui ne reconnaîtra la Cité de Dieu élevant jusqu'à lui la pensée de l'homme? Chacune de ces aiguilles qui voudraient s'élancer, est une prière, un vœu impuissant arrêté dans son vol par la tyrannie de la matière. La

1. *Histoire de France* éclaircissements à la suite du livre IV.

flèche qui jaillit au ciel d'un si prodigieux élan, proteste auprès du Très-Haut que la volonté du moins n'a pas manqué... »

Il n'est pas moins éloquent quand il parle des croisades. « Dans les extrêmes misères du moyen âge, les hommes conservaient des larmes pour les misères de Jérusalem. Cette grande voix qui, en l'an mille, les avait menacés de la fin du monde, se fit entendre encore, et leur dit d'aller en Palestine pour s'acquitter du répit que Dieu leur donnait. Le bruit courait que la puissance des Sarrasins avait atteint son terme. Il ne s'agissait que d'aller devant soi par la grande route que Charlemagne avait, disait-on, frayée[1]. » N'est-ce pas Michelet qui a dit : « J'ai embrassé de bon cœur la croix de bois qui s'élève au milieu du Colisée... Je vous en prie, oh ! dites-le-moi, si vous le savez, s'est-il élevé un autre autel? » Et n'est-ce pas lui encore qui a écrit ces paroles : « Toucher au

1. *Histoire de France*, liv. IV, ch. III.

christianisme ! ceux-là seuls n'hésiteraient point qui ne le connaissent pas[1]. »

Il serait bien facile de multiplier les citations dans le même sens. En voici une qui a été faite très souvent, et que je ne puis omettre. On sait quel enthousiasme s'empara de Michelet, pour « le bonhomme de Wittemberg (c'est Luther), dans lequel il y avait tout ensemble un enfant et un lion[2] ». Il l'a tant aimé, qu'il s'est donné la peine de publier ses *Mémoires* en deux volumes, puis en trois volumes avec des appendices. Il le loue, entre autres mérites, d'avoir eu *la joie*, qui est le signe du génie et de nous avoir appris à chanter. Il vient de dire que Luther a combattu la liberté dans sa doctrine, et que pourtant, dans la pratique, il l'a fondée ; que le monde la lui doit. Et il ajoute : « Cette dette payée à Luther, nous ne craindrons pas d'avouer que nos sympathies les plus fortes ne sont pas de ce côté. On ne trouvera point

1. Préface des *Mémoires de Luther*, 1837.
2. *Ibid.*

ici l'énumération des causes qui rendirent la victoire du protestantisme inévitable. Nous ne montrerons pas, après tant d'autres, les plaies d'une Église où nous sommes né, et qui nous est chère. Pauvre vieille mère du monde moderne, reniée, battue par son fils, certes, ce n'est pas nous qui voudrions la blesser encore. Nous aurons occasion de dire ailleurs combien la doctrine catholique nous semble, sinon plus logique, au moins plus judicieuse, plus féconde et plus complète que celle d'aucune des sectes qui se sont élevées contre elle... Chaque ruisseau pourrait dire à l'Océan sans doute : Moi, je viens de ma montagne, je ne connais d'autre eau que la mienne. Toi, tu reçois les souillures du monde. — Oui, mais je suis l'Océan. »

Ces déclarations, qui revenaient sans cesse sous la plume de Michelet et dans son enseignement, ne passaient pas sans soulever des orages dans son propre parti, et parmi ses plus proches disciples. Le parti encyclopédiste, refoulé un instant par le besoin de

croyances qui se manifesta au sortir des années terribles, par le *Génie du Christianisme*, et par les protestations des romantiques en faveur des arts religieux, était resté vivant et puissant. Il fallait du courage à Michelet pour le braver. Le courage le plus difficile et le plus méritant est celui qu'on a contre ses voisins. Chaque parole d'apologie qui lui échappait soulevait autant de colères dans sa propre armée, que d'acclamations dans le monde chrétien.

Tout à coup, lorsque Michelet, arrivé au milieu de sa carrière, était en pleine possession de son talent et de sa gloire, il se produisit, dans ses idées et ses sentiments, une crise. D'apologiste, il devint adversaire. Et, comme il ne fut jamais l'homme des tempéraments et des demi-mesures, après avoir été lyrique dans l'apologie, dans l'attaque il fut sans pitié. Cette transformation est certainement le plus grand événement de sa vie : elle est un événement dans notre histoire littéraire et philosophique. On en a cherché

la cause; et de même que Michelet, pour expliquer les deux hommes qui, selon lui, se sont succédé dans Louis XIV, s'était écrié : « C'est la fistule ! » — pour expliquer les deux hommes qui se sont succédé dans Michelet on a dit : « C'est Des Garets. »

Des Garets, malgré le bruit qui se fit un instant autour de son nom, n'était qu'un comparse. Son pamphlet [1] n'était qu'un incident retentissant mais éphémère dans la lutte chaque jour grandissante entre la libre pensée et les doctrines ultramontaines. Le chef illustre de cette campagne contre toutes les idées modernes (Louis Veuillot), combattu par le plus grand nombre des évêques, soutenu par quelques-uns, voulait ramener l'Église à l'intolérance absolue, et l'État à la servitude. Il mettait au service de sa cause une érudition assez courte, une colère superbe, une raillerie plus grossière que fine dans sa forme, mais au fond habile, clair-

1. *Le Monopole universitaire*, 1843.

voyante, impitoyable, redoutable. La lutte conduite par lui devint générale. L'Université s'y mêla. La tribune en retentit. Que pouvait, que devait faire Michelet?

On a voulu voir dans la colère qui s'empara de lui l'effet d'un orgueil froissé. Je comprends bien qu'il se sentit blessé dans son amour-propre, mais il le fut aussi dans ses convictions. En se défendant lui-même, il défendit une cause qu'il croyait juste.

Comment n'aurait-il pas été personnellement offensé? Il avait passé sa vie à glorifier le christianisme; et, quand il croyait avoir droit à des remerciements, il se voyait calomnié, traîné dans la boue. Il était insulté en bonne compagnie ; mais, dans son orgueil, il ne voyait que lui, et il croyait sincèrement que l'adversaire ne voyait et ne visait que lui. Il prenait la lutte à son compte. Il se sentit le droit de se défendre, et peut-être de se venger. J'admets cela, et je n'y trouve pas sujet de blâme. Mais, en même temps, ce qui relève et anoblit son rôle (j'y insiste par

esprit de justice), il se crut le devoir de prendre en main la cause de la philosophie et de la Révolution, mal défendue par les pouvoirs publics.

Il aurait été moins blessé, il ne l'aurait pas été du tout, si on l'avait seulement accusé d'être un philosophe. Mais on l'accusait d'être un apostat, ce qui révoltait sa nature droite et loyale. On l'accusait par cela même d'avoir été catholique, ce qui commençait dès lors à lui paraître une calomnie très terrible, dont il avait besoin de se laver vis-à-vis des siens.

Il le fit surabondamment.

Il avait glorifié l'Église dans les premiers livres de son histoire, et il le raconte à sa façon, qui est une belle et étrange façon. « J'avais une belle maladie qui assombrissait ma jeunesse. J'aimais la mort. Je menais une vie que le monde aurait pu dire enterrée, n'ayant de société que celle du passé, et pour amis les peuples ensevelis. Refaisant leur légende, je réveillais en eux mille choses

évanouies ; certains chants de nourrice, dont j'avais le secret, étaient d'un effet sûr. A l'accent, ils croyaient que j'étais un des leurs. Le don que saint Louis demanda et n'obtint pas, je l'eus : le don des larmes.

» Don puissant, très fécond. Tous ceux que j'ai pleurés, peuples et dieux, revivaient. Cette magie naïve avait une efficacité d'évocation presque infaillible.

» Le singulier est là : c'est que le seul qui eût assez d'amour pour recréer, refaire ce monde intérieur de l'Église, c'est celui qu'elle n'éleva point, celui qui jamais n'y communia, qui n'eut de foi que l'humanité même, nul Credo imposé, rien que le libre esprit [1]. »

On avait pris de l'admiration pour de l'adhésion. Oui, il y avait de l'admiration dans les passages dont les catholiques s'étaient tant félicités autrefois, mais d'adhésion, pas la moindre trace : « Je n'avais évoqué que des fantômes. »

1. *Histoire de France,* préface de 1869.

Et la vérité exacte, c'est qu'il changeait de rôle sans changer de foi : il n'avait jamais été chrétien. Il avait réclamé le baptême, les prières de l'Église pour lui, pour ses enfants : cela paraîtrait grave aux libres penseurs d'aujourd'hui ; de son temps, on en était au Vicaire savoyard ; on repoussait les dogmes et, en même temps, par une contradiction inouïe, mais très générale, on exigeait les prières. Si le clergé les refusait à un incrédule notoire, on brisait les portes de l'Église ; on y portait ce mort qui, vivant, n'y avait jamais paru ; on insultait le clergé, on le menaçait, on le maltraitait. C'était la même passion qu'aujourd'hui, exprimée par un autre langage. Michelet démontre avec évidence qu'il n'est pas coupable d'apostasie. Je voudrais qu'il se fût défendu avec plus de réserve. D'ailleurs, pourquoi tant d'âpreté dans sa défense? A quoi bon? Pour ceux qui l'ont connu, et pour ceux qui le comprennent, sa bonne foi est hors de toute suspicion. « Ce qu'il faut surtout louer en lui, a dit Labou-

laye sur sa tombe, c'est son entière sincérité. »

« Au moment très ému où je couvai, refis la vie de l'Église catholique, j'énonçais sans détour la sentence de mort prochaine, j'en étais attendri... Conclure que je suis catholique ! Quoi de plus insensé ! Le croyant ne dit pas cet office des morts sur un agonisant qu'il croit être éternel[1]. » Il a admiré les cathédrales, il les a décrites avec passion, comme le faisaient, dans ces temps reculés, les romantiques. « Lignes juvéniles... mouvement du cœur... elles détonnent... N'importe ; elles y sont, et me font rire encore. De telles contradictions apparentes, n'embarrassaient guère un jeune artiste, de foi arrêtée, mais candide et sans calcul, sentant peu le péril d'être tendre avec l'ennemi[2]. » De quoi l'accuse-t-on après tout ? D'avoir épargné des mourants[3], de leur avoir parlé

1. *Histoire de France*, préface de 1869.
2. *Ibid.*
3. *Histoire de France*, préface de 1855. « Ce livre n'est

avec douceur. A présent qu'il se possède mieux et que son expérience de la vie est plus complète, il juge plus sainement ces cathédrales et ces saintes chapelles; toute cette poésie byzantine, malade, stérile, étique[1]. La vision s'est évanouie. « Avec le prix de deux restaurations de Notre-Dame, on eût fondé une autre église plus vivante et plus selon Dieu; l'enseignement primaire, l'éducation universelle du pauvre[2]. » Cette phrase est jetée négligemment dans une petite note au bas de la page. Elle a, depuis, fait son chemin. Sachons gré à Michelet de n'avoir pas fait de Notre-Dame le temple de la raison, à l'exemple de Chaumette, pour qui il avait certaines tendresses. Il réforme avec la même dureté ses anciens jugements sur les moines du moyen âge. On a fait une légende sur les moines qui nous

pas écrit pour faire peine aux mourants. C'est un appel aux forces vives. »

1. *Histoire de France*, préface de 1869.
2. *La Renaissance*, introduction, § 10.

sauvèrent de la barbarie. On a dit : « Heureu- » sement, les moines étaient là. » (Il l'a dit lui-même, mais peut-être l'a-t-il oublié?) « Voilà justement, dit-il à présent, où était le mal. Plût au ciel que les bénédictins n'eussent su ni lire ni écrire ! Mais ils eurent la rage d'écrire et de gratter les écrits. La fatale patience des moines fit plus de mal que l'incendie d'Omar [1]. »

Ai-je eu tort de dire qu'il s'était trop défendu? Que faire cependant? Effacerons-nous « ces lignes juvéniles qui le font rire encore » ? Gardons-nous-en bien ! J'effacerais plutôt le ricanement. Qu'elles subsistent pour l'honneur des lettres et pour la gloire de Michelet. Elles rendent bien mieux je ne dis pas sa pensée, mais sa nature, que les tristes doctrines qu'il prétend leur substituer.

Mais en voilà assez sur la façon dont il se défend; suivons-le dans l'attaque. Au moment où il jugea nécessaire de prendre corps

1. *Histoire de France*, t. IX. Introduction à l'histoire de la Renaissance.

à corps le parti ultramontain, il était professeur au Collège de France[1]. Brusquement il abandonna le sujet qu'il était en train de traiter, et annonça un cours sur les jésuites.

Si nous nous reportons à ces curieuses années, nous voyons Michelet occupé à démolir les jésuites; et Louis Veuillot acharné sur l'Université. C'est de la part de Veuillot une profonde politique, de celle de Michelet un trait de génie. Au fond, ce n'est pas aux jésuites qu'il en veut, c'est à l'Église tout entière, de même que le véritable objectif de Louis Veuillot, c'est la libre pensée, et non ces pauvres universitaires tenus en bride par Cousin, et obligés par lui de baiser la main de l'Église qui les châtie. Les universitaires étaient décriés par leur timidité, et les jésuites par leur audace. Ni les uns ni les autres n'étaient populaires dans leur parti.

1. Depuis 1833, il avait suppléé Guizot à la Sorbonne, de 1833 à 1836. — En 1838, il fut élu professeur au Collège de France. Il donna aussitôt sa démission de maître de conférences à l'École normale.

Ils en étaient pourtant, de ce parti qui les repoussait, et ils en étaient chacun par des raisons opposées, le point vulnérable. Les jésuites disaient ce qu'on aurait voulu cacher; les universitaires cachaient ce qu'on aurait voulu étaler. Obligés de défendre la liberté dans la doctrine et le monopole dans la pratique, ils avaient un rôle ridicule. Michelet les laissa s'embourber dans leurs contradictions, et, de concert avec Louis Veuillot, il créa les jésuites. Ils les mirent à la tête de l'Église, Louis Veuillot pour la sauver, Michelet pour l'écraser.

Ce fut un grand hourvari dans le quartier des Écoles: Michelet va ferrailler contre les jésuites! Michelet et Quinet, car, sans aucun concert entre eux, ils choisissaient tous les deux le même sujet en même temps; un sujet qui ne rentrait d'ailleurs ni dans les attributions de l'un, ni dans celles de l'autre. Le choisirent-ils? Il serait plus exact de dire que la jeunesse des écoles (la majorité de cette jeunesse) le leur imposa. En voyant l'audace

énorme de Louis Veuillot et ses progrès dans le monde catholique, elle éprouvait le besoin de partir en guerre contre les jésuites. C'est une passion qui lui prend de temps en temps et qui, à cette date, était d'une violence extrême. Elle n'attendait pas qu'on parlât contre eux; elle provoquait ses maîtres. S'ils refusaient, elle les traitait en déserteurs de la libre pensée ; s'ils acceptaient, elle était prête à les porter aux nues. Tous ceux qui occupaient alors des chaires publiques peuvent rendre témoignage de cet état d'esprit. Les ambassades se succédaient tous les jours. Elles étaient nécessairement plus pressantes et plus nombreuses chez Michelet. Il céda, en pensant à Des Garets. Quinet céda de son côté. Ils ne se craignaient pas, d'abord parce qu'ils étaient amis inséparables, ensuite parce qu'ils se sentaient différents. Ils étaient sûrs d'arriver au même but et de ne pas marcher par le même chemin. Quinet était plein de ses idées, qui étaient très hautes; Michelet, de sa passion qui était ardente et débor-

dante. Quinet exposait le procès ; Michelet ouvrait son cœur. Quinet écrivait ses leçons, dont le plan était fortement conçu. Michelet, qui ne savait pas improviser devant le grand public, changea d'allure pour cette occasion ; il improvisa très souvent. Il disait : « Je suis sûr de ne pas rester court, parce que ce que je raconte, c'est moi ! »

Le succès fut immense. Les ennemis y concoururent en voulant étouffer sa parole. Chaque leçon était une bataille. La grande majorité était pour lui, d'autant plus enthousiaste, que ses applaudissements étaient une riposte. On en vint à ne plus entendre le professeur, au milieu de ce tumulte. Il surnageait quelques lambeaux de phrase, que chaque parti tirait à soi, d'un côté pour les déclarer sublimes, de l'autre, pour les tourner en pensées odieuses ou grotesques. Michelet prit le parti de développer ses notes, de les communiquer aux journaux, qui les accueillirent avidement. Ce n'était plus à deux mille personnes qu'il parlait ; c'était à la France

entière. « Quand ma chaire assiégée me fut presque interdite et la parole disputée par une cabale fanatique, le soir même je cours à la presse; elle haletait sous la vapeur, l'atelier n'était que lumière, brillante activité; la machine sublime absorbait du papier et rendait des pensées vivantes... Je sentis Dieu; je saisis cet autel. Le lendemain, j'étais vainqueur. »

Je trouve dans une notice que j'ai déjà citée avec de justes éloges une anecdote significative. Michelet avait dit dans son cours que la France avait été sauvée malgré la Terreur. Il reçut aussitôt la visite de quelques étudiants, délégués par la jeunesse des écoles. Ce n'est pas malgré la Terreur que la France fut sauvée. Il fallait dire qu'elle fut sauvée par la Terreur... Michelet fort troublé, dit M. d'Haussonville, s'excusait, expliquait sa pensée, cherchait à se faire pardonner, quand un élève de l'École normale, qui était présent, l'assura que la jeunesse ne demandait rien de semblable, et qu'aux yeux de beaucoup, la Terreur avait plus fait pour perdre la France

que pour la sauver. Je ne nie pas la démarche ; au contraire, je l'affirmerais, quand même on ne me nommerait pas le témoin, mais je dis hautement qu'il s'est trompé sur l'attitude de Michelet et sur sa réponse. Il n'avait pas besoin de se faire pardonner, il était et se savait le maître. Il n'avait pas l'habitude de s'excuser, ni de s'humilier, ni de se troubler. Il sentait vivement sa force. Comme il le dit avec un orgueil légitime : « Ma force faisait ma paix [1]. » C'est bien sa véritable pensée qu'il avait exprimée en disant : « Malgré la Terreur. » Dans son livre sur la Révolution, écrit après la date de l'entrevue, il dit que la Terreur a ajourné le triomphe de la révolution pour cinquante ans. Le témoin a mal compris. Si Michelet cherchait des explications, ce n'était pas pour atténuer ou pour tergiverser, c'était pour convaincre. Mais il fut sans doute obligé de reconnaître que la raison perd son temps à lutter contre l'igno-

1. *Histoire de France*, préface de 1869.

rance absolue des faits et l'absence complète de philosophie.

Jusqu'à sa mort, il s'est félicité d'avoir fait cette campagne, la campagne du Collège de France, comme il l'appelait. « Dans les cinq années qui ont précédé la révolution de 1848, disait-il, j'ai démontré l'impossibilité de la royauté et la nécessité de la république ; la nécessité d'une réforme sociale, et d'une réforme faite en commun par les hommes d'étude et par le peuple. J'ai marché très droit ; j'ai été au cœur : le jésuitisme religieux, le jésuitisme en politique. Le faux fut attaqué : le jésuite, le prêtre ; le vrai fut exposé : le peuple, la révolution. Je dépouillai l'écrivain ; j'ouvris ma poitrine... [1].»

Lisez ses *Leçons du Collège de France*, ou les livres qu'il a écrits depuis : le jésuite est le grand ennemi de la liberté, de la personnalité humaine. Le libre développement de la personne humaine a trois ennemis : la

1. *L'Étudiant*

machine industrielle, qui de l'ouvrier fait un surveillant ; la machine à penser de Raymond Lulle, qui emprisonne l'esprit dans des formules ; et la machine à prier et à aimer des jésuites, qui remplace et supprime le cœur. Ce qui était l'homme tombe, à force de raffinements, au-dessous de l'animal. En défendant la liberté, Michelet défendait l'humanité.

Voilà ce qu'enseignait Michelet, dans une chaire publique, officielle, en invoquant la liberté d'enseignement. Les amis de Louis Veuillot invoquaient la même liberté ; mais Veuillot entendait par ce mot le droit pour chacun d'enseigner en dehors de l'État ; Quinet et Michelet entendaient par liberté d'enseignement le droit, pour les professeurs de l'État, d'enseigner comme il leur plaît et ce qui leur plaît. Ce n'était pas l'avis de l'État, ni celui de la Chambre (Berryer, le rapporteur du budget, parlait déjà de supprimer la chaire) ; et ce n'était pas non plus l'avis des professeurs du Collège de France.

Ils croyaient qu'il y a quelque solidarité entre les maîtres d'une même école. Aucun d'eux n'aurait interdit un cours libre d'athéisme (je prends ce terme parce qu'il n'a aucun rapport quelconque avec les doctrines de Michelet) ; et aucun d'eux ne l'aurait toléré dans l'enceinte du Collège. La nature des leçons de Michelet leur déplaisait depuis longtemps. Ils n'aimaient pas ses triomphes, qui remplissaient le Collège de tumulte ; ils aimaient encore moins ses doctrines, dont les unes leur semblaient incompréhensibles, et les autres dangereuses. Il fit une dernière leçon qui les exaspéra, *sur les peuples qui chantent et les peuples qui ne chantent pas*. Le chant a toujours été une grande préoccupation de Michelet, parce qu'il est le signe de la joie. La joie est le signe du génie. Luther chantait, et il avait la joie. Je ne dis rien de la théorie ; en fait, je ne sais pas, malgré *les propos de table*, si Luther était si joyeux. Un jour qu'il méditait dans le cimetière de Warburg, il prononça ces paroles :

Beati quia quiescunt! La leçon de Michelet avait, comme toujours, ses chimères et ses beautés. Il y parlait des paysans qui, assis le dimanche à la porte de l'église où ils n'entrent plus, semblent se demander où est Dieu. L'assemblée des professeurs pouvait, en usant des rigueurs du règlement, lui appliquer la peine de la réprimande. Michelet fut mandé, il comparut, et répondit, je ne l'en blâme pas, d'une façon hautaine. La réprimande fut votée. M. Giraud, ministre de l'instruction publique, prononça la suspension du cours. On était encore en république, mais en république agonisante : c'était l'année du coup d'État. Il y eut, naturellement, des protestations d'étudiants. Madame Quinet était morte le jour même de la suspension. Michelet prononça un long discours sur sa tombe. Il vint le porter au *National*. « Ils ont supprimé ma chaire, nous dit-il ; mais ils n'ont pu supprimer ma leçon. Je viens de la prononcer sur la tombe de madame Quinet. »

Le coup d'État survint, et il fut rayé de la

liste des professeurs [1]. Il était chef de division aux Archives nationales. Il entra, le 2 Décembre, dans le cabinet de son directeur général, M. de Chabrier, et l'accusa en face d'être un des complices du coup d'État. M. de Chabrier s'emporta, appela des témoins, et les employés qui accoururent, le virent debout, un pistolet à la main, tandis que Michelet restait impassible et calme devant lui. Sa carrière était brisée. Déjà exclu, en avril, du Collège de France, il fut exclu, en juin, des Archives nationales, pour refus de serment. En politique, il n'était rien. Il avait repoussé toutes les offres de candidature. « Je me suis jugé, disait-il, je n'ai ni la santé, ni le talent, ni le maniement des hommes. » Il dit une autre fois comme on lui proposait une candidature : « Je suis un artiste. » Il était membre, en 1848, d'un club qui faisait des députés. Il y était tout-puissant avec Quinet. Quinet entra à la Constituante et se laissa

1. Le 12 avril 1852.

faire colonel de la garde nationale. Michelet s'en tint à ses livres, à ses archives ; fidèle jusqu'au bout à sa vocation d'historien. Dépouillé en 1852 de ses deux emplois, il ne lui restait que sa vaillante plume. Il se procura un peu d'argent en vendant, à des conditions désastreuses, ce qui lui restait de ses éditions, et se retira dans une solitude aux environs de Nantes. A peine est-il là, qu'il pense à Carrier et à la Vendée... Il doit y avoir, il y a des documents. Il les trouve, il les dépouille. C'est un coin de l'histoire qu'on lui devra. Mais le climat de Nantes est trop dur. Il fuit jusque dans les Apennins, et c'est là qu'il commence à se reposer de l'histoire des hommes dans l'histoire de la nature. Ce climat aussi menace de lui être fatal. Il finit par s'établir au cap La Hève.

Il lui faut un métier. N'ayant plus pour vivre que sa plume, il commence la longue série de ses petits livres. Il en a, comme on sait, toute une bibliothèque, pour le moins

aussi populaire que son *Histoire de France*.

Parmi ces petits livres d'espèces diverses et de valeur très inégale, qu'il ne cessa de publier jusqu'à sa mort sans abandonner ses grands ouvrages, il en est un qu'il faut rapprocher de sa lutte contre les jésuites, parce qu'il en est la continuation et l'achèvement. C'est le livre intitulé : *le Prêtre, la Femme et la Famille*. Il fait partie, comme *l'Étudiant* et quelques autres, de sa lutte contre les Des Garets. C'est un des coups les plus forts qu'il ait portés. Il y prend corps à corps la confession auriculaire, l'influence domestique du prêtre. N'ayez pas peur ; le jésuite s'y retrouve aussi ; mais cette nouvelle lutte a une autre portée que la première. Attaquer la confession, c'est attaquer toute l'Église

Michelet disait qu'en histoire il faut d'abord chercher le vrai, et ensuite l'éclairer par le vraisemblable. Il dépasse le vraisemblable dans ce petit livre. Il ne dit plus comme ailleurs : cela est vraisemblable, donc cela est vrai ; mais cela est vrai, parce que cela n'est

pas impossible. Méthode nouvelle assurément, surtout dans un livre de polémique, et peu rassurante pour les intéressés. Il peut arriver sans doute que le prêtre devienne le maître, même pour les choses de la vie non spirituelle, et même qu'il devienne l'amant. Tout le monde, amis et ennemis, sait que de tels crimes sont aussi rares qu'ils sont monstrueux. Pour lui, c'est le courant de la vie, l'ordinaire. Il y a des degrés, c'est tout ce qu'il accorde ; mais dès qu'il y a un confesseur, le gouvernement de la famille change de main, le cœur de la femme change de maître. Avec toutes ses flatteries et toutes ses adorations, il est aussi dur pour la femme que pour le prêtre. Peut-être davantage ! Ève trahit encore Adam... Cet homme ému, cette femme tremblante, réunis si près l'un de l'autre, pour parler tout bas de l'amour de Dieu... Il faudrait qu'il fût un saint, qu'elle fût une sainte, cas invraisemblable... Ainsi, pas de milieu, une sainte ou une prostituée ; le ciel ou l'enfer. Le père, dans la famille,

représente la raison ; mais la raison impuissante et opprimée. La femme l'obsède jour et nuit pour le détourner de sa voie, pour lui imposer les volontés d'un autre. Elle élève sa fille contre lui. Il rencontre dans la rue un homme qui connaît mieux que lui ses plus secrètes pensées, qui salue humblement, se détourne et rit. Un homme dont le cœur est aussi troublé que l'esprit ; « il croit haïr le vice, et il l'envie seulement ». Et le jésuite? Car il faut bien que le jésuite revienne. Le jésuite apparaît comme les juges des Grands Jours sous la monarchie, pour réparer les défaillances de la justice ordinaire. Le jésuite n'a pas l'ennui du menu fretin des petits péchés ; il est surtout utile pour dispenser une pénitente de dire à son confesseur ce qu'elle veut lui cacher. Quand le jésuite passe souvent, le confesseur devient peu à peu une espèce de mari, dont on ne tient guère compte. Il dit ailleurs (dans *l'Étudiant*, un livre qu'il donne comme la continuation de son cours interrompu) : « Épouser celle dont

un autre a l'âme, jeune homme, souviens-t'en, c'est épouser le divorce. » Les protestants, M. Monod, un excellent esprit, font grand cas du *Prêtre* de Michelet[1]. On ne peut nier qu'il n'y ait très souvent, dans ce livre, des remarques fines, des observations pénétrantes. Michelet l'admirait beaucoup. « Je dépouillai l'écrivain ; et puis, j'ouvris ma poitrine. J'y lus le livre du *Prêtre*. C'était moi, et c'était tout[2]. » Et ailleurs : « Plus ce livre ira dans l'avenir, plus on verra que, malgré l'émotion polémique, ce fut encore un livre d'histoire [3]. » Et encore : « Où donc ai-je plus mis mon cœur? » Pauvre homme de génie, le monde qu'il crée en dramaturge puissant, est si vivant pour lui (hélas ! il l'est aussi pour la plupart des lecteurs), qu'il le prend pour le monde réel. C'est un roman, une scène de comédie, de comédie implacable. Mais quand il dit : « C'est un livre d'his-

1. *Jules Michelet*, par Gabriel Monod, 1875.
2. *L'Étudiant*.
3. *La Femme*, *le Prêtre et la Famille*, préface.

toire, » il est de bonne foi. Dans ses plus grandes erreurs, dans ses plus incroyables exagérations, il reste toujours un grand cœur et un grand artiste.

Malgré les désastres publics et les malheurs privés qui l'avaient assailli, et malgré la lutte acharnée dans laquelle il jouait un si grand rôle, Michelet continuait à faire de l'*Histoire de France* l'occupation principale et le but de sa vie. Seulement, il avait pris une résolution étrange. Au sortir du règne de Louis XI, au lieu de commencer le récit de la Renaissance, il saute brusquement trois siècles et se met à écrire l'histoire de la Révolution, sauf à revenir à Louis XII et François I^er^, après avoir écrit sept volumes et laissé écouler dix années. Le motif qu'il en donne est conforme à son habitude de rattacher les graves résolutions à des causes insignifiantes. Il visitait, un jour, les galeries et les clochetons qui ornent, à l'extérieur, la cathédrale de Reims. Parvenu au dernier clocher, il vit autour de sa base une guirlande de suppliciés,

les uns ayant la corde au cou, les autres le visage mutilé, et c'étaient tous des hommes du peuple [1]. Aussitôt il s'écria : « Je ne comprendrai pas les siècles monarchiques si d'abord, avant tout, je n'établis en moi l'âme et la foi du peuple. » On a expliqué sa détermination par l'amour de la popularité. L'histoire de la Révolution, sujet populaire s'il en fut! Pouvait-il l'abandonner à Lamartine, à Louis Blanc ? C'est la même explication qu'on donnait quand Michelet renonçait à écrire l'histoire des empereurs pour commencer plus tôt l'histoire de France. Ici comme là, je pense qu'il céda à son propre goût plutôt qu'au goût présumé des lecteurs. Je reconnais que, pour cette fois, il est sur le théâtre, en communication avec la foule, depuis son cours au Collège de France, et qu'il peut lui en coûter de renoncer aux applaudissements, aux bravos enthousiastes pour revenir à l'étude silencieuse et calme du

1. *Histoire de France*, préface de 1869.

passé. Mais il en aurait pris son parti au bout de quelques semaines. Ce qui l'a entraîné, c'est, par-dessus tout, son amour pour la Révolution française, qui, pour lui, est une religion ; il en est enthousiasmé, fasciné. Cet amour résume tous ses amours. Il adore la France et le rôle prédestiné de la France ; mais la France, le peuple de France n'existe sous la monarchie qu'à l'état de victime ; il est là pour être tyrannisé, affamé, exploité. C'est à l'heure de la Révolution seulement, à cette heure bénie entre toutes, qu'il occupe enfin la scène et se révèle avec ses instincts, son cœur, son intelligence, sa force ; c'est alors qu'en se transformant, il transforme le monde et lui donne un principe nouveau, une loi nouvelle. Michelet aborde cette histoire avec des transports de joie. Non, il ne pouvait pas attendre. « Que vous avez tardé, grand jour ! »

Si vous le voulez bien, nous ne sauterons pas comme lui de Louis XI à Robespierre, et, avant de chercher comment il explique la

mort de Louis XVI, nous lui demanderons compte des trois siècles qui la précèdent. Il lui a fallu onze volumes pour les raconter. Le premier s'appelle la Renaissance. Sachez, en l'ouvrant, que vous allez y retrouver Michelet tel que vous l'avez connu jusqu'ici, car suivant l'expression d'un de ses plus judicieux critiques, il n'est pas perfectible ; je ne dirai pas qu'il a foi en son infaillibilité, mais il ne s'en faut guère; comme il se raconte lui-même, au moins autant qu'il raconte la France, de quelque côté, objectif ou subjectif, que vous regardiez son histoire, entre le huitième et le neuvième volume, il n'y a pas d'abîme. Il y a pourtant quelque changement. Pendant ces dix ans, d'autres ont étudié l'histoire; ils l'ont modifiée, peu modifiée, suivant Michelet : « En effet, ils ont accepté mes bases, appliqué mes idées, profité de mes découvertes »,[1] modifiée pourtant : il en tient compte, un certain compte. Il veut bien

1. Préface de 1855.

ajouter que lui-même s'est trompé, notamment en ce qui concerne le procès des Templiers. Il a trouvé de nouvelles pièces. Il s'est trompé aussi dans son appréciation du moyen âge. Non, il ne s'est pas trompé, il ne veut pas aller jusque-là, le mot est trop fort; il a un peu cédé à l'engouement de la nouvelle école littéraire pour l'art gothique. Il en est bien revenu aujourd'hui.

Voilà sa confession. Il n'ajoute pas qu'il est devenu « montagnard », parce qu'il a la prétention de l'avoir toujours été. Mais un juge équitable, qui suit dans ses livres l'histoire de son âme, est obligé de dire qu'il l'est devenu, et ce changement-là est le principal. Ce n'est pas impunément que Michelet vient de passer dix ans parmi les hommes de la montagne. Ils l'ont converti. « Vous voulez savoir ce que j'aurais été à la Convention? (Certes, nous le voulons.) Je n'aurais pas été jacobin. (Non ! non ! Qui dit jacobin dit inquisiteur, et ce nom-là ne sera jamais accolé à celui de Michelet.) Mais j'aurais été monta-

gnard. J'aurais siégé entre Cambon et Carnot[1]. » Ce montagnard a beau rire de son ancienne naïveté, il rougit un peu d'avoir admiré la Sainte-Chapelle comme un feuillant; il se repent d'avoir baisé la croix de bois du Colisée. Il était libre alors. A présent, les jacobins (dont il n'est pas) ont l'œil sur lui. Il sait qu'il y a du péril à être tendre pour l'ennemi.

Du péril pour lui-même ? Non pas : quel péril? D'ailleurs, il l'aurait bravé ; il ne dépendait que de sa conscience. Il croit, désormais comme les jacobins, qu'il faut poursuivre l'ennemi jusqu'au bout, ne pas transiger, ne pas s'arrêter. Ce n'est pas un

1. *Histoire de la Révolution*, livre X, ch. x. « Si nos lecteurs nous demandent quel banc et quelle place nous aurions choisie, nous répondrons sans hésiter : Entre Cambon et Carnot.

» C'est-à-dire que nous aurions été montagnard et non jacobin.

» Une grande partie de la montagne, les Grégoire, les Thibaudeau, beaucoup de députés militaires, restèrent étrangers à la société Jacobine. Les dantonistes, spécialement Camille Desmoulins, quoiqu'ils y aient été de nom, lui furent très contraires d'esprit. »

sentiment nouveau qui l'envahit, c'est une doctrine.

Grâce à Dieu, il n'a pas perdu sa verve étincelante parmi ces froids déclamateurs. Jugez-en par ce portrait du dernier empereur du moyen âge ; — c'est l'empereur Maximilien, — « un don Quichotte sans naïveté, chasseur avant tout, et, secondairement, empereur. Il eut la jambe du cerf et la cervelle aussi. Courant d'un bout de l'Europe à l'autre, gardant d'autant mieux son secret qu'il ne le savait pas lui-même toujours. Percé aux coudes, nécessiteux autant que prodigue, et mendiant sans honte au nom de l'empire. On le vit, à la fin, gagnant sa vie comme condottiere dans le camp des Anglais, empereur à cent écus par jour » [1].

Ce triste personnage n'est que l'intervalle entre le monde qui finit et celui qui va commencer. Les trois chefs de celui-ci, les dieux, comme il les appelle (ce n'est pas pour les

1. *La Renaissance*, livre I, ch. VIII.

grandir), sont François Ier, Charles-Quint et Léon X.

S'il avait jugé François Ier il y a dix ans, tout en le condamnant comme roi, car il n'a jamais aimé les rois, il se serait peut-être souvenu qu'au milieu de ses fautes et de ses vices, il était très Français et qu'il a été appelé le Père des lettres.

Père des lettres! Qui dit cela? Ce sont les historiens hommes d'État (Guizot, Mignet et les autres). Ici, Michelet ouvre une de ces innombrables parenthèses, où il raconte ses passions. Il y a entre les doctrinaires et lui une opposition profonde d'idées, de sentiments, de méthode. Il y a aussi de longs ressentiments, une animosité très personnelle. A peine contenue ailleurs, elle éclate enfin dans toute sa violence. « Arrière, faux docteurs et faux dieux! » Ils ont tourné quelques pages de manuscrits, élucidé quelques faits; mais leur édifice est effondré. Il dirait volontiers d'eux ce que Sprenger disait de Luther et des prédicants : « Je crèverai leur

tambour. » — « Pour moi, qu'ils ont mis au ban depuis si longtemps, est-ce par rancune que je constate cette ruine? Pas du tout... Deux hommes, à ma connaissance, ont résisté à l'entraînement : l'un, c'est mon vénérable maître Sismondi; l'autre, c'est moi[1]. »

Le Père des lettres, le vrai, c'est le peuple. Il prend les artistes et en fait des souverains. Les rois, François Ier, n'en font que des courtisans.

Il accorde pourtant que François Ier les aima. Charles-Quint ne sut que les flatter. Il ne pense pas grand bien de Charles-Quint, malgré « l'intéressante brochure » de Mignet : homme d'affaires, grossièrement sensuel, incapable du grand, faible pour gouverner, fort pour étouffer. Quant à François Ier, « avec beaucoup d'esprit, la créature rabelaisienne tient du porc et du singe ». Il l'accuse d'avoir voulu violer sa sœur Marguerite. Leur mère, Louise de Savoie, l'y poussait. Et Mi-

1. *La Réforme*. Note à la suite de la Préface de 1855.

chelet ajoute : « Cela n'étonne pas, quand on connaît l'histoire des rois. » Il livra la bataille de Pavie en étourdi. Il mérita de la perdre. La France fut prisonnière par lui et avec lui. Vaincu, il ne comprit pas son devoir ; il s'obstina à vivre et montra la France sous le bâton des étrangers. Il devait au moins abdiquer, dit-il. Il abdique. C'est, dit Michelet, qu'il se sentait perdu. Sa sœur lui imposa l'abdication. Les événements le dispensèrent de la rendre publique. Il n'aurait pas manqué de la reprendre, comme, une fois sorti des griffes de Charles-Quint, il reprit la parole qu'il lui avait donnée. Il passa la fin de sa vie à faire des brûlements d'hérétiques, sauf quelques intervalles, où l'influence de sa sœur, elle-même à demi huguenote, prévalait. Son dernier acte fut de se livrer à Charles-Quint et à l'Église catholique, par le traité d'Aigues-Mortes.

Voilà ce que Michelet fait du roi de la Renaissance. Il n'a guère que des injures pour Charles-Quint et François Ier. Pour la

Réformation, c'est autre chose. Où est le temps où Michelet disait : « Je suis pour l'Église catholique contre le protestantisme? » Tout son volume sur la Réformation est une apothéose de Luther.

» Le bonhomme de Wittenberg passa par l'école, l'église et le couvent, trois degrés du suicide.

» Il eut l'éducation du temps, celle de la bassesse et de la peur.

» C'était une sorte de bagne où l'on n'entendait que le fouet. Luther l'avait cinq fois par jour.

» Il vit le peuple mangé de ses prêtres, dévoré de ses nobles et sucé de ses rois, n'envisageant rien après cette nuit de souffrances et s'ôtant le pain de la bouche pour acheter à des fripons le rachat de l'enfer.

» Luther eut pitié du peuple.

» Le moyen âge ne chantait pas. L'Église perdit le rythme avec Grégoire le Grand, et elle ne le retrouva pas pendant mille ans.

Elle reste au plain-chant, c'est sa condamnation.

» Luther est un lollard, le chanteur, non du chant étouffé à voix basse, mais d'un chant plus haut que la foudre. Dans sa voix héroïque rayonnent le soleil et la joie.

» O joie bien méritée! Et que ce grand homme avait bien raison d'être joyeux, après avoir délivré le monde [1]!

» Il a beau nier, en théorie, la liberté, il la donne, il la crée. Le peuple entend mieux qu'on ne dit; il prend l'air plus que les paroles. Quand, de sa voix tonnante, Luther criait : « L'homme n'est rien ! » le peuple entendait : « L'homme est tout ! »

» Qui n'adorerait Luther, en le voyant, le soir, pour se reposer de sa journée, enseigner les petits enfants !

» C'est lui qui fonde la famille (qui est tout), en détruisant la famille à trois, où le tiers, un intrus, est le maître.

1. *La Réforme*, ch. v.

» Il abandonne la confession, la chose qui fait la force du prêtre et sa très intime joie, la chose pour laquelle tout jeune homme se fera prêtre (savoir le secret de la femme).

» Je vous dis, en vérité, que cet homme-là, du prêtre, n'a eu que l'habit. Où trouvera-t-on jamais un homme ayant cette puissance qui veuille s'en dépouiller?

» Salut, homme vraiment innocent, simple, d'un profond cœur d'enfance [1]! »

On pense bien que Michelet n'oublie pas les sublimes artistes. Michel-Ange est le premier dans son cœur. « Il mit quatre ans à faire la chapelle Sixtine. J'en ai mis trente à l'étudier. » Il lui sacrifie presque Raphaël. Albert Dürer est aussi un de ses grands hommes. Je me souviens qu'en 1834 il nous apporta à l'école une belle épreuve de la *Mélancolie*, et nous fit une admirable, une étincelante leçon sur Albert Dürer et sur l'Allemagne. L'Allemagne était un de ses

1. *La Réforme*, ch. VI.

grands amours. Il l'aimait parce qu'elle était protestante. Mélanchthon, disait-il, a fait l'Allemagne. « Race innocente de bons et véritables patriotes! Ils ne savent pas combien nous sympathisons avec eux! Combien nous leur savons gré de ce grand cœur pour leur pays! Vaines barrières! Eh! croient-ils donc que Molière, Voltaire ou Rousseau nous soient plus chers que Beethowen? »

En France, il aimait Rabelais et Montaigne; Rabelais plus encore que Montaigne. Rabelais avait la joie. Il unissait en lui le génie de nos diverses provinces pour en faire un génie unique, qui était celui du peuple, folie apparente, sagesse profonde, raillerie immortelle, pleine de vérité et d'avenir. C'était l'antichristianisme. Contre le moyen âge, qui dit: « La nature est mauvaise, impuissante pour te sauver, » il disait: « La nature est bonne, ton salut est en toi. »

Le fils de François I^er^, ses petits-fils, sont tombés si bas, qu'ils l'ont relevé par le contraste. On lui donne le titre de grand parce

qu'on le compare. Il ne le méritait en aucun sens. Le héros de Michelet, au temps de la Ligue, c'est Coligny. Il aurait mérité d'être du peuple; il en était par son âme. Michelet est embarrassé pour condamner la Ligue; il la condamne, parce que c'est l'Espagne contre la France et parce que c'est la religion opprimant, étouffant le patriotisme, versant à flots le sang des huguenots avec l'approbation et la bénédiction du pape. D'autre part, c'est le peuple contre l'aristocratie, le peuple avec ses curés (curés de nom, tribuns de métier). Le peuple? Non, ce n'est pas le généreux peuple que vous rêvez, Michelet; le peuple de France, armé pour la patrie et pour la justice. Celui-ci est aux gages de l'étranger; il assassine dans la nuit; il tue Coligny, votre héros. Il faut le condamner résolument. Ce n'est pas le peuple; c'est la canaille.

Rend-il justice à Henri IV, à son courage, à son talent de capitaine, à sa belle humeur, à son esprit, à son gouvernement bienveillant, bienfaisant, exempt de faiblesse (je ne parle

pas de sa vie privée), à ses grandes vues de paix universelle? A peine. Il ne peut lui pardonner d'être roi. Le roi lui cache le héros. Henri IV a dit lestement que Paris valait bien une messe. Une messe, ici, veut dire une apostasie. J'aimerais cette fidélité aux principes et ce dédain des résultats si Michelet s'y était tenu. A-t-il le droit de le prendre de haut avec Henri IV, lui que nous verrons, à propos du suffrage universel, condamner, dédaigner la politique de l'idéal et amnistier les moyens par le résultat? Louis XIII ne compte pas. Jugement impitoyable sur Richelieu. Et toujours des histoires d'alcôve. A mesure qu'il avance dans la vie et dans l'histoire, il est de plus en plus hanté par les chroniques scandaleuses. Il nous a déjà dit, pour expliquer la bonté de Louis XII envers son peuple, qu'il en était, par son père. Ici, c'est autre chose: Louis XIII voulait s'emparer d'un billet que mademoiselle de Hautefort tenait dans sa main; elle le mit dans son sein, ce qui ter-

mina la querelle. Que serait-il arrivé si Louis XIII avait trouvé des pinces d'argent sous sa main pour le lui ravir? Les habiletés de Richelieu et de Mazarin ne sont pas contestées; elles sont rabaissées au niveau de l'intrigue. Il y a deux Louis XIV : le premier a la religion de la royauté, la force, l'autorité, l'éclat du succès; le second préside pompeusement à l'effondrement de son pays. Type achevé, sous ses deux incarnations, du despotisme insolent et brutal. Michelet nous avait donné deux François Ier : avant et après l'abcès; et il nous donne deux Louis XIV : avant et après la fistule. Parmi les documents qu'il consulte le plus souvent, il y a les mémoires de Dangeau, ceux de Fagon : un valet et un médecin; le procès-verbal des révérences et celui des lavements. Il ne veut pas voir la monarchie dans ses grandeurs; il aime mieux la voir dans son ignominie que dans sa perversité, dans ses vices que dans ses crimes. « Une hilarité violente me prit. Rabelais et Voltaire ont

ri dans leurs tombeaux... Les dieux crevés, les rois pourris ont apparu sans voiles... De Médicis à Louis XIV, une autopsie sévère a caractérisé ce gouvernement de cadavres. » Il est servi à souhait sous la Régence et sous Louis XV. Il voit pourtant dans la Régence comme un premier chapitre de la Révolution. Louis XV, sous le règne de Louis XV, n'est rien. Ce règne, honteux, dépravé, immonde à la cour et chez les courtisans, est un grand règne pour le peuple; c'est, en réalité le règne de Voltaire et de Jean-Jacques. Là, une société qui disparaît dans la fange; ici, le soleil levant. Louis XVI s'imagine qu'il va gouverner. C'est là une de ses erreurs. Il n'est bon qu'à sceller de son sang la ruine de la monarchie. Il est dévot, il faut qu'il le soit: il faut même qu'il soit un saint. Tout périt avec lui : la monarchie et l'Église, et leur alliance séculaire, établie sur le mensonge, et qui a produit la décrépitude.

Plus il avance et plus il est fidèle à sa manie de multiplier les rapprochements inat-

tendus et d'expliquer les grands faits par des causes ridiculement disproportionnées. On n'a qu'à lire les têtes de chapitre : Molière et Madame, les Marquis proscrits, le Café, l'Amérique, Manon Lescaut, Mort de Watteau. Il était de même dans son enseignement. Il nous a expliqué un jour que les Anglais étaient dans l'origine scrofuleux, irrésolus, de mauvaises mœurs, gouvernés par des intrigants. Ils deviennent tout à coup robustes, hardis, positifs, les maîtres de l'Europe. Qui a fait ce miracle? Le bœuf et le porter. En changeant la carte du restaurant, on a changé la carte du monde.

En vérité, puisqu'il voit ainsi le XVIII^e^ siècle, pourquoi a-t-il écrit l'histoire de la Révolution avant cette histoire? L'explosion de 1789 venait si naturellement à la suite de tant de vexations et d'humiliations! On ne se serait étonné que d'une chose, c'est qu'elle vînt si tard. Il résume l'histoire de la monarchie[1] en

1. *L'Étudiant.*

ces termes : « Il ne reste d'elle qu'un nom, Henri IV, et deux chansons, la *Belle Gabrielle* et *Marlborough*. »

Voilà bien des étrangetés dans ces onze derniers volumes de l'*Histoire de France*. Les défauts ont augmenté, en grandeur et en nombre ; mais aucune des grandes qualités n'a disparu, aucune n'a faibli. Pas un homme de bon sens ne dira : Il ne faut pas y toucher. Mais pas un homme sincère ne niera que cette lecture l'a tantôt ému, tantôt exalté, qu'elle lui a fourni de nouvelles idées sur toutes choses, qu'il a vécu avec Michelet dans le commerce des grandes idées et des grands sentiments, qu'il s'est trouvé, tout à coup, en certains moments, inondé de clartés. Des livres plus sages que celui-là, nous en avons en abondance. De plus lumineux et de plus éloquents, il n'y en a pas. Michelet est tout à fait au premier rang parmi nos grands écrivains. Très souvent, quand on lit telle ou telle page, on ne peut s'empêcher de le haïr ; et quand on ferme le livre, après l'avoir lu tout entier,

on se dit, en jugeant l'homme et l'ensemble de son œuvre, qu'il est impossible de ne pas l'aimer.

Si on lui avait dit d'indiquer son œuvre de prédilection, je doute qu'il y eût consenti. S'il l'eût fait, il aurait certainement nommé l'*Histoire de la Révolution*. Il l'avait écrite avec une joie ineffable. « Que vous avez tardé, grand jour! Et moi-même, qui m'a permis de revivre le douloureux moyen âge, et pourtant de n'en pas mourir? N'est-ce pas vous, ô beau jour, premier jour de la délivrance? J'ai vécu pour vous raconter. » Dans cette histoire, il a des récits de prédilection; ce sont ceux où il peut montrer le peuple agissant par lui-même, donnant lui-même le branle au mouvement. C'est ainsi qu'il a raconté avec ravissement l'histoire de la Fédération. L'a-t-il racontée seulement? Non. Il l'a retrouvée. Il l'a le premier racontée dans tous ses détails, présentée sous son vrai jour. « Bonheur trop grand pour un homme. »

« Les fédérés écrivent, le soir même de

la fête, à leurs commettants, et plusieurs terminent en disant : « Ainsi finit le meilleur jour de notre vie. » Ces mots, que les fédérés d'un village écrivent à leurs concitoyens, dans la joie de leur cœur, je suis tenté de les écrire moi-même en achevant ce chapitre. Il est fini et rien de semblable ne viendra pour moi. J'y laisse un irréparable moment de ma vie, une partie de moi-même, je le sens bien, qui restera là et ne me suivra plus ; il me semble que je sors appauvri et diminué. » Cette joie explique qu'il n'ait pas eu le courage d'attendre. C'est une fête qu'il s'est donnée, une ample et magnifique fête qui le console de tout ce qu'il a souffert dans les sombres années. Ces confidences, ces exclamations, ces retours enthousiastes sur lui-même, ces discussions enflammées où l'imagination déborde, où la raison disparaît sous la passion, on les rencontre dans toute son *Histoire de France*, dans tous ses livres ; jamais avec autant d'abondance et d'exubérance que dans celui-ci.

On a jugé presque partout cette *Histoire de la Révolution* avec sévérité. Elle est si personnelle, qu'elle a en quelque sorte pour ennemis nécessaires tous les ennemis des idées de Michelet. A chaque page, à chaque ligne, on est en présence d'un homme de parti, à qui il faut se livrer, ou avec qui il faut lutter. Il le savait et ne s'en inquiétait guère. « Cela lui fait très peu à cette histoire patiente, disait-il, en parlant de l'ensemble de son *Histoire de France*; elle est forte, solide, bien assise et elle attendra. Sur plusieurs points, j'ai réformé de faux jugements, qui étaient généralement reçus; sur beaucoup d'autres, j'ai vu le premier; j'ai lu des documents que personne n'avait consultés. C'est la première fois que l'histoire a une base si sérieuse. » Puis, revenant à son *Histoire de la Révolution*, et parlant d'un rival sans trop de ménagements : « Louis Blanc, dit-il, a fait, à Londres, une *Histoire de la Révolution* avec quelques brochures. Lisez et comparez. »

Rival? Il n'en a point. Ni rival, ni égal.

Cette façon hautaine de répondre à la critique ne messied pas à un homme tel que Michelet. Je souscris, pour ma part, à son opinion. Il a eu entre les mains les procès-verbaux de la Commune et des sections, qui n'avaient pas encore été explorés. L'histoire de la Commune de Paris et de ses rapports avec les autres pouvoirs révolutionnaires est faite ici pour la première fois, et de main de maître. Je ne crois pas non plus qu'on ait jamais fait une description aussi fidèle de l'intérieur des grands clubs qui ont joué un rôle si prépondérant pendant les quatre premières années de la Révolution. Je reconnais que l'ensemble présente des inégalités; il y a, comme dans tous ses ouvrages historiques, des parties qui auraient demandé à être entièrement refaites; le plan, dans plusieurs endroits, est incomplètement arrêté, et l'oblige à des explications, à des redites, à des notes qu'une revision, même rapide, lui aurait épargnées; en revanche, les grandes scènes de Versailles, l'intérieur de la cour,

tout l'épisode de la fuite à Varennes, les journées du 20 Juin et du 10 Août, la guerre de la Vendée, des portraits pris sur le vif et dignes des plus grands maîtres en ce genre, font de cet ouvrage le très digne complément de l'*Histoire de France*. C'est un plaidoyer plutôt qu'un jugement, mais un plaidoyer d'une grande force et d'une incomparable éloquence. Michelet, comme toujours, y donne à penser. Je fais, bien entendu, les plus expresses réserves sur les doctrines.

La Révolution a beaucoup détruit et beaucoup fondé. Je crois qu'elle n'a pas détruit tout ce qu'elle croyait détruire et qu'elle a fondé plus qu'elle n'a détruit. Elle a été animée, pendant toute sa durée, par la haine et par l'enthousiasme, plus encore par l'enthousiasme que par la haine. Michelet ne me démentirait pas. Pour lui, son enthousiasme dure depuis l'ouverture des états généraux jusqu'à la veille du 18 Brumaire. Il arrivait souvent à la Révolution de sacrifier un principe à ce qui lui paraissait être l'intérêt public ;

cela ne refroidit pas Michelet; il approuve. J'en veux citer deux exemples, parmi les principes chers aux républicains, l'un relatif à la liberté de la presse, l'autre au suffrage universel. J'en pourrais citer bien d'autres. Voici le premier. En parlant de pamphlets royalistes qu'on laissait vendre en 1790, il regrette que la République se soit laissée attaquer. N'est-ce pas une indulgence coupable? « La France révolutionnaire, qu'on a crue si violente, fut patiente en vérité [1]! » *Qu'on a crue si violente* est admirable. La liberté de la presse un instant respectée lui fait oublier toutes les hécatombes. Il n'est pas même vrai qu'on se soit abstenu de sévir. On ne l'a pas pu, voilà la vérité. Que l'auteur d'un de ces pamphlets eût pu être connu, on le livrait au bourreau dans les vingt-quatre heures. A présent, mon second exemple.

On discutait dans la Convention le suffrage universel. Il parut évident que ce mode de vota-

1. *Histoire de la Révolution*, liv. IV, ch. III.

tion donnerait la prépondérance aux paysans, et, par eux, aux hobereaux et aux prêtres.

Thouret proposa un cens de trois journées de travail. Les amis de l'idéal (le mot est de Michelet, et il est bon à retenir), les amis de l'idéal, Grégoire, Duport, Robespierre, protestaient. On eut la sagesse de ne pas les écouter, et de rafler des mains de l'aristocratie un million d'électeurs des campagnes. Tant pis pour les amis de l'idéal et les partisans de l'égalité! « Dans le cas où l'on était, rien de plus vain, de plus funeste, que cette thèse de droit naturel. Les utopistes, au nom de l'égalité, donnaient un million d'électeurs aux ennemis de l'égalité. On les laissa clabauder. La République vota, sans vergogne, le salut de la République [1]. » Notez qu'il ne s'agissait pas ici de donner un gage au principe de la propriété. Le but était tout simplement de donner aux ouvriers des villes la prépondérance sur les ouvriers des cam-

1 *Histoire de la Révolution,* liv. III, ch. III.

pagnes, « tourbe fanatique, dit Michelet, barbares aveugles, jouet des nobles et des prêtres, serfs d'une servitude invétérée ». L'écrasement des campagnes au profit des villes, ou pour parler plus exactement, au profit de Paris, était, est encore, le rêve des révolutionnaires. C'est le but que les montagnards n'ont pas cessé de poursuivre depuis un siècle, malgré leurs déclamations en faveur de l'égalité [1].

Certes, je ne veux pas dire que Michelet approuve tout. Dans cette grande marche triomphante de la France et de l'humanité, de l'humanité par la France, il note des fau-

1. A rapprocher de cette doctrine le passage suivant du IX[e] volume de l'*Histoire de France*, où elle est très accentuée. C'est à propos de Savonarole. « Il y a, pour chaque République, un moment où ses ennemis la somment de périr, au nom de son principe même. » Le mot est de Quinet. Michelet répond : « Les amis de Savonarole prirent leur parti. Ils violèrent, pour le salut de l'Etat, une loi qu'ils avaient faite eux-mêmes. Chose énorme! En vérité, la République avait refusé de se tuer. » C'est bien cela. Périsse le principe plutôt que la République! Mais si pourtant la République ne peut vivre que par le principe?

tes et même des crimes. Il n'approuve ni l'inquisition jacobine, ni l'horrible simulacre de la justice qu'on appelait le tribunal révolutionnaire, ni les charretées de suppliciés ; encore moins les assassinats dans la rue et les massacres dans les prisons. Il dit, et je l'en remercie, que ces horreurs ont retardé d'un demi-siècle l'avènement de la République. Il ne le dit pas assez. Je voudrais qu'il le dît à toutes les pages. Un demi-siècle, dit-il? Et voilà cent ans que nous en mourons. Je voudrais qu'il s'inspirât de l'indignation de Quinet contre la théorie des crimes nécessaires [1]. Je voudrais que Michelet fût le champion du droit éternel. Il en était digne. Je voudrais qu'il fût le sauveur de la Révolution. Il pouvait l'être, en dégageant à jamais la cause du droit de celle de la vengeance. Il a horreur du sang de Septembre quand il le voit, du tribunal révolutionnaire quand il compte les charretées. Personne n'a plus

1. *Histoire de la Révolution*, liv. IX, ch. v.

souvent et plus fortement que lui montré que le Devoir est absolu, et que le Salut public, invoqué contre le Devoir, est à la fois un crime et une faute. La Terreur a rencontré de grands obstacles, mais les plus grands venaient d'elle-même ; elle-même les avait accumulés contre elle et contre la France. « Non, dit-il, il n'a jamais été nécessaire que la France devînt barbare, qu'elle fît à la peur des sacrifices humains [1]. » Pourquoi ne s'en est-il pas tenu à cette doctrine, qui est son âme? Pourquoi s'est-il oublié à combattre le modérantisme, à dire : « Il le fallait ! » Bien d'autres historiens, plus modérés que lui, ont dit, comme lui, que le modérantisme nous aurait perdus. Ce mot lâché, de quel droit condamnent-ils les bourreaux? Les plus modérés d'entre eux, implacables contre Robespierre, pardonnent Septembre à Danton.

Cette âme de Michelet était digne de n'être

1. *Philosophie de l'histoire de France.*

hantée que par l'amour. Elle avait des amours de toutes sortes : l'amour de la patrie au plus haut degré, l'amour de la justice, l'amour de l'amour. Elle n'était pas étrangère à la haine. J'en trouve quatre dans son *Histoire de la Révolution*, qui lui avaient été soufflées dans son enfance, et que l'*Histoire de France* avait entretenues, développées, envenimées : la haine du prêtre, la haine du roi, la haine de l'Anglais et la haine de la bourgeoisie.

Comment, ayant dans son cœur cette haine du prêtre, a-t-il pu écrire tant de belles pages sur la croix de bois du Colisée, sur la vieille nourrice du genre humain ? C'est qu'il ne l'avait pas originairement, cette haine ; elle lui est venue, ou elle a étrangement grandi. Il y avait en lui la nature qu'il avait reçue, et celle qu'il s'était faite. Peut-être aussi, à force d'exercer le pouvoir de résurrection dont il était doué, s'incarnait-il dans un nouvel être à chaque époque qu'il traversait de la vie du monde. Il avait été un Allemand rêveur sur le parvis de la cathédrale,

à Cologne, et il était devenu philosophe, en suivant avec Rousseau les développements du *Contrat social*. Je me figure volontiers, et il se figurait lui-même, qu'il n'était pas un homme, mais l'humanité dans sa marche. Même dans le cycle si court, quoique si compréhensif, de la Révolution, il a été d'abord l'homme de 89, et ensuite, je le crains bien, celui de 93, non pas avec Robespierre, non jamais, mais bien près de Danton. Quand a commencé, dès 1789, cette grande aventure de la constitution civile du clergé, il a vu sur-le-champ qu'elle portait en elle le sort de la Révolution. Il s'appelait alors Camus ou Lanjuinais. Il disait qu'il fallait de la religion, qu'elle était nécessaire et même sacrée; mais qu'il importait, même pour elle, de réformer des abus vraiment monstrueux. Peu à peu il s'irrita de la contradiction et ne vit plus que les abus. Il avait d'abord reconnu qu'en toute matière de concordat, on doit admettre, ou supposer tout au moins, qu'une des parties contractantes a la foi;

mais quand on en vint à refaire les circonscriptions diocésaines d'après les limites des départements sans recourir à une nouvelle institution pontificale, il refusa de comprendre les scrupules des évêques, et les déclara de mauvaise foi. Ce n'était, selon lui, qu'un prétexte de guerre civile. « Ces facéties sérieuses qui, à Paris, faisaient hausser les épaules, n'en avaient pas moins l'effet voulu, dans l'Ouest et le Midi [1]. » A la fin de ces débats où tant d'érudition et d'esprit politique furent dépensés en vain, où la passion finit par prendre le dessus, on décida de voter par appel nominal. Fausse mesure, dit-il. Livré à lui-même, le clergé abject du XVIII^e^ siècle aurait voté en silence la constitution, qui lui accordait de larges dédommagements. Donné en spectacle, il se divisa en deux bandes : l'une, en qui se réveilla, à défaut de la foi du prêtre, l'honneur du gentilhomme ; l'autre, qui ne put résister au désir de parader, de

1. *Histoire de la Révolution*, liv. III, ch. IX.

prononcer de belles phrases [1]. « Je prendrai mon sort en esprit de pénitence, dit l'évêque de Poitiers. — Ce sort, répond Michelet, n'eut rien de bien funeste. Les évêques sortirent sans péril de l'Assemblée, y revinrent tant qu'ils voulurent. » On dirait vraiment qu'il ignore la suite, qu'il n'a jamais entendu parler des proscriptions en masse, ni des tueries dans les prisons. Ces proscriptions, quand il y viendra, ne lui inspireront ni protestation ni pitié. Ils s'étaient mis eux-mêmes hors la loi. Il ne voit en eux que les organisateurs et les chefs de la Vendée, des hommes politiques en révolte contre les lois du pays. La religion n'était qu'un prétexte.

Il va sans dire qu'il avait applaudi à la suppression des dîmes. L'indemnité? Il n'y tient pas. Il n'y voit qu'un don gratuit. « Si l'État subventionne un dogme, que ce soit un dogme de vie! » Aujourd'hui (août 1789), la France reprend la dîme, et demain (2 no-

1. *Histoire de la Révolution*, liv. IV, ch. VIII.

vembre) elle reprendra les biens. « De quel droit? Un grand jurisconsulte l'a dit, par droit de déshérence. L'Église, morte, n'a pas d'héritier. A qui revient son patrimoine? A son auteur, à la patrie, d'où naîtra la nouvelle Église [1]. » Prenez garde à cette nouvelle Église. Ce n'est pas celle du Concordat, c'est la Révolution. Tout à l'heure, Michelet était bien près de Danton; à présent, il est à côté de Chaumette.

Il raconte les massacres. Il n'approuve pas les assassins; il ne les excuse pas; il les explique. Ils font leur besogne en employés fidèles. Maillard lit l'écrou; il provoque leurs décisions, il en tient registre. Ils reçoivent leur paye, « ce qui leur est dû, pas davantage ». Quand il y a un élargissement (il n'y en eut guère!), ils sont tous ravis. Ce sont des ovations sans fin, des cris de joie. Il ne dit rien de l'héroïsme des victimes. Pas un mot d'admiration ni d'approbation.

1. *Histoire de la Révolution*, liv. I, ch. v.

Il parle comme ceux qui ne voient dans la Révolution qu'une réaction contre l'Église et l'esprit chrétien. En 1792, à la fête de Sainte-Geneviève, patronne de Paris, le pèlerinage attire plus de monde que jamais. La foule est énorme sur la montagne. Mille personnes ne purent entrer. « Chose triste! que tout le travail de la Révolution aboutît à remplir les églises! Désertes en 88, elles sont pleines en 92, pleines d'un peuple qui prie contre la Révolution, contre la victoire du peuple[1]. » Il déclare que, depuis cinq cents ans, la religion fait obstacle au génie[2]. Tout ce qui se fait de nouveau, de fécond, se fait malgré elle. Malgré elle, Colomb trouve l'Amérique, et Galilée le ciel. Rabelais, Shakespeare, Molière, ont été condamnés par la vieille pierre sacrée qu'ils trouvaient sur leur chemin, au travail de l'ébranler.

Système impuissant pour produire, tout-puissant pour empêcher. Nul comme vie, fort

1. *Histoire de la Révolution*, liv. XI, ch. II.
2. *Ibid.*

comme institution morte, qui, si elle ne mortifie et ne communique la mort, encombre tout au moins le sol et fait que rien n'y peut croître [1]. Qu'est-ce que Rome? Un gouvernement de vieillards pressés de jouir. L'instabilité du pouvoir dans l'immobilité de la doctrine [2].

Rome est servile en acceptant le concordat; Bonaparte, tyrannique en le proposant. Il fait son nouveau métier de roi; il s'allie avec la mort. « Il va, pour trouver la vie, fouiller dans les catacombes. Il y trouve, il n'en rapporte que la vieille idole des morts. La voilà rentrée dans l'Église, et l'Église est vide [3]. »

Vide de fidèles, non de satellites. Ce clergé, qui pouvait être libre, se précipite dans la servitude en poussant des *Hosannah!* jusqu'au ciel! Il accepte ce nouveau collier, reçoit en récompense des millions. L'obstacle à Dieu, ce sont les dieux.

1. *Histoire de la Révolution*, liv. IV, ch. II.
2. *La Renaissance*, liv. I, ch. XII.
3. *Histoire de la Révolution*, liv. IV, ch. II.

Michelet a tant d'aversion pour le prêtre, que ce nom devient pour lui synonyme de fanatique, lâche et cruel. Le fanatisme, la lâcheté, la cruauté et l'habileté réunis, constituent le caractère du prêtre. Quand il veut expliquer son éloignement pour Robespierre, après l'avoir une fois appelé « ce grand homme », quoique rien dans son livre ne justifie ce surnom, « c'est un prêtre », dit-il[1].

Sa haine pour le roi est moins violente, quoique plus ancienne. Il est né républicain. Aucun roi n'a jamais trouvé grâce devant lui, si ce n'est peut-être saint Louis. Il voit toujours le roi d'un côté, le peuple de l'autre; il

1. *Histoire de la Révolution*, dans un paragraphe intitulé : *De la méthode et de l'esprit de ce livre*. « Nous avons loué provisoirement, là où ils étaient louables, le prêtre Sieyès et le prêtre Robespierre, le scribe Brissot et d'autres. » Tome II, page 546. Et consulter page 574 : « L'apôtre de la Terreur, sous l'amusante figure de Messie des vieilles femmes, ne fut plus terrible à personne. Le terrorisme sentimental, la grimace de Rousseau (dont Rousseau eût eu horreur), ne peut plus se soutenir. Le jour où le dictateur apparut comme roi futur des prêtres, la France réveillée le déposa à côté de Louis XVI. »

est le peuple, il traite le roi en ennemi. Les historiens hommes d'État disent que les rois ont fait l'unité de la France. Elle s'est faite malgré eux ; ils n'ont su que diviser la France en apanages, ou perdre des provinces payées de notre sang. La famille des Bourbons est une pépinière de rois médiocres. Louis XVI, par sa mère, est étranger, comme tous nos rois. Plusieurs sont des bâtards. François Ier, Louis XII, Louis XIV n'ont d'autre pensée que de mettre l'inceste sur le trône. Il y a révolte, mais dans l'intérêt des grands, nullement dans l'intérêt des mœurs. Le roi, de temps en temps, luttait contre le pape, et le pape contre le roi ; toujours pour de l'argent. Cette lutte de nos dieux remplissait le monde de trouble, jusqu'au moment où, ayant mesuré leurs forces, ils disaient : « Partageons. »

Le meilleur des rois de France, selon lui, c'est Louis XVI. Il n'hésite pas à le dire. L'impartialité ne lui coûte pas, il a toujours voulu être impartial. S'il voyait ce qu'il y a de bien dans ses ennemis, il le dirait. Il ne le

voit, pour ainsi dire, jamais; il est aveuglé par la violence de ses préjugés. Louis XVI était laborieux, instruit, économe. Il aimait le peuple à sa façon. Il réforma les hôpitaux, les prisons, sépara les prisonniers pour dettes des malfaiteurs, essaya de mettre un peu d'ordre dans la justice et dans les finances[1]. Il a déployé, à plusieurs reprises, un grand courage : le 20 Juin, quand il supporte, à lui seul, l'assaut d'un peuple; pendant son procès, à sa mort. C'est un saint. De cela, Michelet ne lui fait pas fête. Avec sa figure paterne, il est bon à mettre dans une niche sous le portail d'une cathédrale[2]. Quand il a bien juré la constitution, il demande la permission du pape, pour la violer secrètement. C'est à peine s'il est Français, étant, comme chrétien, indifférent à la nationalité. Il sait bien, le 20 Juin, que sa vie tient à un fil; mais il est

1. *Les Femmes de la Révolution*, I, III.

2. « Cette figure béate et paterne, lourde (comme maison de Saxe et maison de Bourbon) était un saint de cathédrale tout fait pour un portail d'église. » *Histoire de la Révolution*, liv. I, ch. VI.

bien confessé, bien communié; pourquoi aurait-il peur? Le fameux « Fils de saint Louis, montez au ciel! » n'a pas été dit; c'est une de ces inventions monarchiques qui font pâmer les bonnes âmes. Mais Louis XVI pensait qu'il allait au ciel par le plus court chemin: de là son courage, dont il ne faut pas tant le louer. Michelet ne fait pas tant de cérémonies pour Marie-Antoinette. Il raconte son procès et sa mort en trois lignes, la mort d'Élisabeth en deux mots. « La reine fut expédiée en deux jours, 14 et 15; elle était coupable, elle avait appelé l'étranger. » Du dauphin, il a retenu ceci : On lui a acheté une cage dorée pour un oiseau. Qu'on vienne parler après cela de la légende du cordonnier! Cette cage attestera dans la postérité la clémence de la République.

La haine de l'Anglais est ancienne chez lui. Elle explique toute sa politique. Elle est bien antérieure au bûcher de Jeanne d'Arc. Songez donc! Michelet a été vaincu à Poitiers. Il était Parisien, quand Bedfort faisait couronner

son neveu à Notre-Dame. Plus tard, il a payé sa part des millions que Dubois a donnés sous main aux Anglais. Enfin, il est, comme on sait, montagnard. Pitt et Cobourg, cela dit tout. Ce n'est pas seulement à Toulon et à Quiberon que les Anglais entrent chez nous. C'est là qu'on les voit, mais ils sont partout : à Coblentz, à Mittau, à Gand, dans toutes les cours de l'Europe, dans tous les camps des Vendéens. Ils ont tous les vices, ils ont commis tous les crimes. Prenez un homme dans la rue, le premier venu, illettré, ignorant, qui sait peu ou ne sait rien du passé. Demandez-lui ce qui en tous temps a fait la ruine du pays; il répondra sans hésiter, dans son langage vif et rude : « Les calotins, les goddem. » Même pendant qu'il écrit ce réquisitoire, en 1847, les Anglais sont les maîtres chez nous. On imite leurs costumes, on suit leurs modes, on prend leurs mœurs ; on préfère leurs produits à ceux des manufactures françaises; on les appelle pour conduire nos travaux, pour diriger nos ateliers. « Chose impie, trois fois

impie, de voir un Français, en France, sous le bâton d'un Anglais! Le fils de la Grande Armée sous un chef dont le père n'a fait que du calicot!

» L'intérêt, la liberté de l'industrie, etc., tous ces grands mots ne servent de rien ici. Que nous importent vos chemins de fer si nous n'allons qu'à la honte? — L'étranger, disent-ils, apporte des capitaux; mais s'il exporte l'honneur[1]? »

Ce qui est plus grave, car je ne veux triompher contre Michelet, ni de son amour pour l'Allemagne, ni de son aversion pour l'Angleterre, c'est la malveillance qu'il manifeste à tout bout de champ contre les bourgeois. Napoléon III disait : « Je ne suis qu'un parvenu. » On l'en louait. Il faut se connaître. Et vous, Michelet, qu'êtes-vous donc? Un bourgeois. Thiers disait, parlant de lui-même : « Un petit bourgeois. » Cela n'empêche personne d'être un grand homme. La bourgeoisie

1. *Histoire de la Révolution*, liv. IV, ch. III.

n'est plus une classe fermée ; tout le monde y accède. Même l'ouvrier qui travaille de ses mains est un bourgeois, s'il est instruit et s'il mène une vie honorable. Je demande en quoi consiste la bourgeoisie. Elle n'a aucun privilège, ni juridique, ni politique, ni honorifique. Qu'est-ce donc ? Quand Michelet dit : « le bourgeois », veut-il dire « le patron » ? Veut-il dire « le riche » ?

Je ne voudrais rien exagérer, je n'ai ici que des inquiétudes. Au fond, en toutes matières philosophiques, Michelet a plutôt des aspirations que des doctrines. Ainsi, en philosophie proprement dite, qu'est-il? Il n'est pas athée, il n'est pas matérialiste, il n'est pas chrétien. Il est panthéiste. Il connaît assez vaguement les livres de Burnouf qui l'ont transporté d'admiration pour le bouddhisme. La Perse est le grand peuple. J'entends : c'est pour montrer toute la misère intellectuelle et religieuse du peuple juif. Mais quelle étrange fantaisie de s'éprendre pour la légende de Bouddha, et de dédaigner celle

du Christ! Il ne les a donc jamais comparées? En morale, il est pour le droit et la justice; il le répète à chaque page. C'est parfait. Mais d'où viennent le droit et la justice? Quelle est leur définition, leur origine, leur sanction? De même en socialisme. Il n'est pas communiste, je l'affirme. Socialiste? C'est un mot bien vague. On est toujours le socialiste de quelqu'un. Aucun homme sensé ou honnête ne peut regarder la société comme parfaite; mais, si on parle de réforme, il faut dire laquelle, être sûr de ce qu'on dit, le dire avec précision. Tout ce qui est vague, en cette matière, est dangereux, presque criminel.

Je ne m'émeus pas quand Michelet, après avoir raconté la nuit du 4 Août, ajoute ces mots : « Grand exemple que la noblesse expirante a légué à notre aristocratie bourgeoise [1]. » Comme il écrit cela avant 1848, il veut peut-être parler du suffrage universel. Je n'aime pas qu'il conclue de la prise de la

1. *Histoire de la Révolution*, liv. II, ch. III.

Bastille à l'absolution des paysans, qui, sur cet exemple, ont pris et pillé les châteaux. « La prise de la Bastille les encouragea à attaquer leurs bastilles. Tout ce dont il faut s'étonner, quand on sait ce qu'ils souffraient, c'est qu'ils aient commencé si tard.

» Chaque matin et chaque soir, mille ans, davantage peut-être, la tour fut maudite. Un jour vint qu'elle tomba[1] ! »

La tour, presque partout, n'était plus qu'un pigeonnier. Elle était aussi une maison. La famille y demeurait, paisible sur la foi des traités. Elle y faisait peut-être du bien. Michelet ne voit que la tour du moyen âge. Il ne voit que la justice seigneuriale, et il oublie qu'un décret de l'Assemblée allait la détruire. Il est à mille lieues d'approuver le pillage et les attentats contre la propriété privée, je le reconnais. Cependant il sait l'histoire. Il sait l'état des provinces au commencement de la Révolution. Il sait qu'il y a eu des incendies

1. *Histoire de la Révolution*, liv. II, ch. IV.

et des assassinats. Ce n'est pas, Dieu merci, une jacquerie, mais c'est un commencement de jacquerie.

Il est trop plein du contraste entre le riche et le pauvre. Il maltraite trop le riche, même le petit riche. On est le riche pour lui, dès qu'on est patron ou boutiquier. Le patron, dans tous ses actes, ne regarde que la faillite. La faillite! Pour l'éviter partielle, il risquera plutôt de la faire générale [1]. Qu'est-ce qu'un marchand? Un menteur, qui passe sa vie à tromper sur sa marchandise. Qu'est-ce qu'un fonctionnaire? Un lâche, doublement lâche, comme serviteur et oppresseur : serviteur de ses chefs, oppresseur de ses subordonnés. A la femme maintenant. Elle conseille mal le mari; elle lui souffle de gagner, de s'avancer. Si elle a eu une dot, il est son esclave. Et le riche? Le riche ne connaît pas la vie. Comment la connaîtrait-il? Il n'a pas souffert. Surtout il ne connaît pas le pauvre, l'ouvrier.

1. *Le Peuple*, Ire partie, ch. VIII.

Il le voit dans le domestique qui le vole, dans l'ivrogne, dans le vagabond. Il est libéral en théorie ; dans l'application, égoïste. Il entend que le pauvre réclame l'égalité. Tu veux être mon frère?. Soit ; nous sommes égaux ; je ne te dois plus rien. Mais, ô Michelet, ce riche-là n'est-il pas le mauvais riche? Et ce pauvre, n'est-il pas le bon pauvre? La société est-elle faite comme cela de jouisseurs impitoyables, et de misérables exploités? Si ces déclamations veulent être de la science, elle est fausse, regardez-y mieux ; vous prenez l'exception pour en faire la règle : mauvaises prémisses, conséquences dangereuses. Le peuple est bon, dites-vous. Très souvent. N'ajoutez pas que le riche est mauvais, quoiqu'il puisse l'être, et qu'il y ait, en effet, de mauvais riches. « Si je monte plus haut, quel froid! Plus d'hommes, mais des chiffres. Vrai glacier abandonné de la nature[1]. » Voilà un triste roman ; mais, grâce à Dieu, ce n'est qu'un

1. *Le Peuple*, Ire partie, ch. VIII.

roman. Il n'est fondé sur aucune observation. Il n'a pas même de vraisemblance, à moins que vous ne prétendiez que la culture intellectuelle entraîne nécessairement avec elle la sécheresse du cœur. Vous dites qu'il faut s'aimer, se rapprocher. Oui, sans doute. Et s'entr'aider, c'est la loi de nature. Vous ajoutez que les classes cultivées doivent faire les premiers pas. J'y consens. Si c'est un sermon, il est excellent. L'égalité ne suffit pas, il faut l'inégalité au profit des moindres[1]. C'est la prédication chrétienne ; elle est à sa place dans l'*Imitation*. Il y a une grande différence entre le devoir de donner et le droit d'exiger, entre une leçon de morale et une leçon de jurisprudence. Je dois à ceux qui souffrent une partie de mon superflu, et si je ne les secours pas selon mes moyens, je suis coupable devant Dieu; mais celui qui me prend ce que j'aurais dû lui donner, est coupable devant Dieu et devant les hommes.

1. *Le Peuple*, IIe partie, ch. IX.

Michelet a placé lui-même (dans un appendice à la fin du tome II, sous ce titre : *Esprit de ce livre*) un petit catéchisme écrit, dit-il, sous la dictée du peuple. « Qui a amené la Révolution? — Voltaire et Rousseau. — Qui a perdu le roi? — La reine. — Qui a commencé la Révolution? — Mirabeau. — Qui a été l'ennemi de la Révolution? — Pitt et Cobourg; les chouans de Coblentz. — Et encore? — Les Goddem et les Calotins. — Qui a gâté la Révolution? — Marat et Robespierre. »

Le caractère particulier de cette histoire de la Révolution, c'est qu'elle la ressuscite. Elle la remet sous nos yeux, hommes et choses, avec une puissance étrange. La génération de Michelet a connu les témoins et les acteurs de la Révolution. Son père, avec lequel il a constamment vécu jusqu'à quarante-huit ans, la lui racontait, la lui montrait. Il la voyait dans ses récits, non comme une image ou comme un rêve, mais comme une réalité saisissante, et il la racontait à son tour, en maître et en magicien qu'il était. Il a bien

raison de dire que l'histoire est pour lui résurrection intégrale. Il fait revivre les hommes et les choses avec une telle vigueur, que nous en sommes agités, comme nous l'aurions été il y a un siècle, si nous avions été acteurs de la tragédie. Quel que soit notre jugement sur les doctrines, nous ne pouvons pas échapper à ses peintures effrayantes ou radieuses, et toujours vivantes. Nous assistons avec lui, pour la première fois, à la procession des états généraux. D'autres nous l'avaient racontée ; nous ne l'avions pas encore vue. Il n'a pas pour la séance du Jeu de Paume l'enthousiasme traditionnel. Le bonhomme Bailly, comme il l'appelle, n'a pas le don de l'émouvoir. On n'obéira ni à Dreux-Brézé, ni à son maître! Sans doute. On n'est pas là pour obéir. Il n'y a pas à s'émerveiller. Nous suivons, dans l'âme de Mirabeau, toutes les phases du combat que se livrent sa passion et sa raison. Sera-t-il le tribun d'une révolution, ou le sauveur d'une monarchie et le favori d'une reine? Nous

sommes à côté de lui, quand il se rend à cheval, par l'avenue de Saint-Cloud, à son unique rendez-vous avec Marie-Antoinette, la face cachée dans son manteau, le chapeau enfoncé sur les yeux, d'une laideur qui serait repoussante sans le génie qui transperce, pensant à la reine qui l'attend, et aussi à la femme; au trône qu'il a ébranlé et qu'il se croit de force à raffermir, à la cour qu'il faudra mâter, à l'Assemblée qui va rugir, à la liberté qu'il établira sur des bases indestructibles, à la prospérité qu'il fera renaître. De Mirabeau, Michelet revient sur le bonhomme Bailly, bon tout au plus à regarder la lune, et qui se croit prévôt des marchands jusqu'au moment de sa terrible promenade au Champ de Mars. Un autre égaré, c'est Pétion ; celui-là sentant la Révolution, mais assez sot pour croire qu'il en était le maître, quand il n'en est que l'enseigne; mis sous clef par sa troupe au moment de la bataille, pour éviter qu'il ne compromette le succès, et qu'il ne se compromette lui-même par

quelque balourdise, puis tiré tout frais de sa cachette après la victoire, et paradant à la tête des vainqueurs avec autant d'aplomb que s'il savait de quoi il s'agit. Lally est une autre marionnette; l'éloquent, le bon, le sensible, le pleureur Lally, qui n'écrivit qu'avec des larmes et vécut le mouchoir à la main. Il ne plaisante pas avec Marat. C'est un monstre. De temps en temps, il essaye, je ne sais trop pourquoi, de dire qu'il a outré son rôle, et s'est rendu effrayant de propos délibéré. Marat, allant avant le jour surveiller ses collaborateurs, comme il aimait à le faire, rencontrait sa propriétaire, une femme riche et âgée, qui déjà était dans la rue : « Ah! je te vois, disait-il, tu reviens de manger Dieu. Va, va, nous te guillotinerons. » Il ne lui fit aucun mal[1]. Et cet autre là-bas, ce grand niais sur son cheval blanc, retour d'Amérique, où il a joué au général et au libéral, persuadé que c'est lui, et non Washington, qui a

1. *Histoire de la Révolution*, liv. IX, ch. II.

fait la grande République, et qu'il va en faire une autre de ce côté-ci de l'Océan, la meilleure des Républiques, en collaboration avec Louis XVI; passant des revues, haranguant aussi les émeutiers pour les disperser, et finissant par se mettre à leur tête et les conduire où ils avaient résolu d'aller ; sauvant la reine, qu'ils veulent tous sauver et qui les déteste tous; donnant au roi des conseils qui ne sont pas demandés et qui ne seront pas écoutés; désertant son armée et son poste devant l'ennemi, pour venir en factieux régenter l'Assemblée ; préparant pour le lendemain une revue où personne ne se présente, et finalement n'ayant plus ni parti, ni soldats, ni complices, ni boussole ; passant la frontière au galop pour se faire happer par les Autrichiens et jeter dans un cul de basse-fosse. O ciel! celui qu'il traite ainsi est le même qu'on a pu justement nommer la Liberté des deux mondes! Attention! De l'armée confédérée et de la forteresse d'Olmutz, il va nous conduire au club des Jaco-

bins. Quelle foule! Pourrons-nous entrer? Citoyens, un peu de place; camarades, vous voyez bien que j'amène un étranger... Il décrit la salle : il l'a vue; la séance, il y a assisté; les hommes, il les a entendus maintes fois à la tribune; il sait comment ils ont voté, et même comment ils ont pensé; il est rentré avec eux dans leur domicile en rasant les murs et en évitant de passer sous les lanternes. Il était avec eux, le matin, quand ils sortaient tremblants, l'œil au guet, ne sachant pas si leur ami Robespierre, ou leur ami Saint-Just, ou leur ami Coffinhal ne les ferait pas guillotiner avant la fin de la journée, et n'osant pas embrasser leurs enfants trop tendrement de peur de déceler leurs craintes. Il les a vus à la Convention, les yeux fixés sur leur maître, pour savoir quand il fallait s'irriter et quand il fallait applaudir. Il appelle une fois Robespierre un grand citoyen. Il dit une fois que le club des Jacobins, avec les deux mille quatre cents clubs affiliés de la province, a donné à la France

un gouvernement quand elle n'en avait plus. Au fond, il n'a que de l'aversion pour Robespierre, un révolutionnaire qui agit dans l'ombre par des marionnettes dont il tient les fils, qui trahit ses amis et ses bienfaiteurs, qui les tue, qui assassine tous les jours sur la place de la Révolution en couvrant ses assassinats d'un simulacre d'appareil judiciaire ; rhétoricien, chaste, incorruptible, tiré à quatre épingles, défenseur de la propriété, soutenant qu'un honnête homme ne doit avoir que 3000 livres de rente, maigre, petit, avec des yeux verts, non de tigre mais de chat, et un sourire, quand il fait tant que de sourire, si triste qu'on le supportait à peine, et que le cœur en restait serré. Cet ancien juge d'Église avec ses dévotes, son illuminée, ses homélies, sa politique cauteleuse et sanguinaire, et sa messe du 20 prairial, est un prêtre. C'est un prêtre, dit Michelet. Il a toujours défendu le clergé (Michelet a écrit : toujours). « Le 19 mars 1791, comme il était en train de défendre les prêtres, selon sa coutume, on lui cria de

la gauche : « Passez à droite ! » — Il réfléchit, devint prudent. Très prudent, en effet. Il se racheta de ses « imprudences » par beaucoup de proscriptions et d'exécutions. Il avait sa chapelle (le club des Jacobins), avec ses bouffons (Chabot, le capucin), ses faiseurs de prônes (le comédien Collot-d'Herbois), ses bouchers (Legendre), et toute une bande d'acolytes moitié inquisiteurs, moitié bourreaux. On passe sa vie, dans cette chapelle, à se dénoncer et à s'épurer. Épurer, c'est guillotiner. Dénoncer, guillotiner, épurer, voilà l'histoire des jacobins : la loi des suspects et Fouquier-Tinville. « Je n'aurais pas été jacobin, » dit Michelet avec dégoût.

On conspire aux Jacobins ; aux Cordeliers on combat. Danton est le héros des Cordeliers, mais il n'est pas le club des Cordeliers à lui tout seul. Ce n'est pas ici comme chez Robespierre, où tout le monde copie le maître. Aucun d'eux pris à part ne fait connaître les autres. Il faut les voir réunis à leur séance

du soir, fermentant, bouillonnant ensemble au fond de leur étuve. « J'essayerai de vous y conduire. Allons, que votre cœur ne se trouble pas! donnez-moi la main. » Suit la description. Tout un poème. Il a beau dire; le cœur se trouble en l'écoutant, en l'accompagnant. Danton est là comme chez lui; hué quelquefois; souvent applaudi avec frénésie, presque toujours obéi. Il les pousse et les retient comme il veut; il les brave, il les conduit. Il les retourne d'un mot. Nul ne voit plus vite les grands dangers de la patrie, nul ne trouve plus sûrement le remède, nul n'est moins arrêté par des scrupules. Il va jusqu'au crime sans sourciller, jusqu'aux égorgements. Ami fidèle, poussant, au besoin, le dévouement jusqu'au sacrifice, dévoré de passions et de luxure, et finissant par devenir un modèle des vertus domestiques, donnant le premier le signal de la clémence après avoir donné le premier le signal des massacres; un grand homme, celui-là, terrible et tendre, avec tous les vices, sans

aucune bassesse; un monstre, mais un homme. Quel contraste entre ce portrait, qui est une apothéose, et celui de La Fayette, qui est une diatribe! Quel comble d'injustice, et quelle évidente sincérité! Serait-ce que le marquis de La Fayette, allié à tous les seigneurs de la cour, est au fond un bourgeois, tandis que Danton est du peuple? « Danton, de race agricole, avait, sous l'avocat, un rude paysan.[1] » Le comble, c'est qu'après avoir traîné La Fayette dans la boue, et mis Danton sur l'autel, il se demande s'il n'a pas été trop dur pour les hommes héroïques de la Montagne. C'est la seule inquiétude que lui laisse son *Histoire de la Révolution*. S'il y retouchait, il serait plus juste pour Robespierre; il trouverait des atténuations pour Marat. Nul plus que lui n'a le don de voir ce qu'il veut et comme il le veut. Ses personnages ont la même intensité de vie, soit qu'il les ait fidèlement copiés sur la réalité, ou

1. *Histoire de la Révolution*, liv. VIII, ch. VIII.

qu'il les ait créés de toutes pièces au gré de sa passion et de son imagination, en croyant les copier. Ce n'est pas assez de dire que son livre est une résurrection, c'est aussi une création. Qu'il soit ou non le premier des historiens, il est certainement le premier des magiciens et le premier des peintres.

Quand il se qualifie lui-même, il s'appelle un artiste, et c'est peut-être en effet sa marque particulière parmi les grands écrivains. Il a des portraits que lui envieraient les plus grands maîtres du genre, quelquefois des vues profondes, et cependant plus de chaleur et d'éclat que de profondeur. Il excelle absolument dans le récit quand il y met toute sa force. Il n'y connaît pas d'égal; car, outre sa langue, qui est merveilleuse, le choix excellent et le bel arrangement des parties, il entre plus que personne dans la pensée et les sentiments des acteurs qu'il fait mouvoir; même quand il se trompe, s'il ne voit pas l'homme qui est là, il voit au moins un homme; on est toujours avec lui en pleine

étude des passions humaines. Je ne puis dire qu'il juge avec impartialité ; et quel homme, à moins d'être le dernier — ou le premier — des hommes, pourrait être impartial, en écrivant l'histoire de France ? Mais il juge avec intrépidité. Il est homme à traiter de haut en bas les héros les plus acclamés et à transformer en héros le personnage le plus obscur ; de même qu'il met sur le premier plan des incidents qu'on avait jusqu'ici jugés sans valeur, et rejette avec une souveraine indifférence des aventures qui remplissent de leur bruit toutes les histoires. Son style, ce style — incomparable, est indépendant comme sa pensée, mobile comme sa nature. Tantôt terrible, souvent attendri, passant de la magnificence la plus éclatante à la simplicité et même à la gaieté. Car, comme c'est lui qu'il nous raconte, il pose devant nous avec ses fantaisies d'artiste, sans prendre la peine de se composer un costume de théâtre. Personne n'a passé plus aisément d'un sujet à un autre et d'un ton à un autre. Il est comme

Montaigne, qui tenait surtout à être vrai et à être lui-même.

Il y a une chose dont il faut le louer sans réserve : c'est sa passion constante, exaltée, enflammée pour la France. Son amour pour la France revient à chaque page dans ses récits, dans ses échappées de poésie et de doctrine. C'est la France qui est son sujet, même quand il écrit l'*Histoire romaine*. Je sais bien qu'il expose nos fautes avec une sévérité impitoyable, qu'il rabaisse nos grands hommes, qu'il fait bon marché de nos légendes. Ne vous y trompez pas. Ce n'est pas la France qu'il flagelle ainsi, c'est la royauté, dont la France est la victime. Chaque fois qu'au lieu de parler des oppresseurs il rencontre sur son chemin les opprimés, son cœur s'émeut, son esprit s'enflamme. Le vice et le crime au sommet; en bas, l'amour ardent, la fraternité, la bonté, l'invincible courage pour supporter et pour combattre. L'action du peuple ne se montre à plein ciel que par intervalle, parce qu'à

chaque effort les deux ennemis, le pape et le roi, fondent sur lui. Elle triomphe enfin en 1789. La France apparaît enfin à découvert. Elle est enfin maîtresse de sa destinée, et aussitôt de la destinée du monde. L'adoration qu'il professe pour la Révolution n'est qu'une forme plus parfaite de son adoration pour la France, parce que la Révolution n'est que la France désormais investie de sa mission divine. La France, à partir de cette date, est identifiée avec la justice. « Le christianisme avait promis, et elle a tenu[1]. » Elle est la philosophie et la religion, le dogme nouveau, le dogme de vie, devant lequel doit disparaître le dogme de mort[2]. Il y a, dans tout cela, plus d'impressions que d'idées, plus de poésie que de science. M. Taine a raison de dire que Michelet est un poète de la grande espèce. Il devine plus qu'il ne constate; mais, comme la plupart des grands

1. *Le Peuple,* IIIe partie, ch. v.

2. « L'impiété révolutionnaire est une religion. » — *L'Etudiant.*

poètes, il devine juste. « Il me suffit d'un seul mot, disait-il, là où il en faudrait vingt à d'autres. » Il vole à la vérité, où d'autres parviennent. Comme il a l'intelligence et l'amour de toutes choses, les contradictions abondent chez lui, sans qu'il s'en doute. « Un autre y perdrait la raison, il y gagne le génie; et l'incessante tension de sa machine nerveuse, au lieu de le consumer, le nourrit[1]. » Quelque chose domine ce tumulte, jette dans ce chaos une lumière divine, c'est l'amour enflammé de la patrie et du peuple. Il dit lui-même qu'il est plein d'amour et de pitié. Il faut le prendre par là, ou le quitter. Il n'est pas plus fort que Rousseau en philosophie. Mais combien j'aime mieux son cœur, plus vrai, plus sain, plus large, plus généreux!

Je voudrais donner une idée de tous ces petits livres qu'il a publiés surtout à la fin de sa vie, et dont quelques-uns sont une partie

1. M. Taine, *Essais de critique et d'histoire.*

de sa gloire. Mais il faut s'arrêter. Il y a les pamphlets qui se rattachent à la carrière de l'historien : *le Peuple*, *l'Étudiant*, *la Sorcière*, *la Bible de l'Humanité*; il y a les livres où la physiologie joue un si grand rôle, et dont le livre de *l'Amour* est le type; et enfin cette galerie d'histoire naturelle, *l'Oiseau*, *la Mer*, *l'Insecte*, *la Montagne*, dont plusieurs sont d'adorables chefs-d'œuvre. On dit, il dit lui-même, dans la préface de *l'Oiseau*, qu'il ne les a pas faits tout seul. Il s'était remarié, et, dans la compagne qu'il avait choisie, il avait trouvé à la fois une femme, un ami et un collaborateur. Elle-même a fourni, depuis la mort de son mari, la preuve éclatante qu'elle était digne de ce dernier titre. Nous savons, par elle et par lui, que le bonheur intérieur, qui a été refusé à son enfance et à son âge mûr, a été prodigué à sa vieillesse. Dans cette sérénité de l'âme enfin retrouvée, il voulut communier avec la nature, et y puiser une nouvelle vie et une nouvelle jeunesse. Il allait d'étonnements en

étonnements, et de découvertes en découvertes, avec une joie et un ravissement qu'il fait partager à ses lecteurs. On ne sait comment appeler ces livres ; si ce sont de petits traités d'histoire naturelle, ou les mémoires intimes d'un ami de la nature, ou des effusions poétiques dont la nature est le prétexte et l'objet. Lui-même, il ne trouve pas de nom à leur donner. Dans la préface de *l'Oiseau*, parlant de son livre, il l'appelle « un livre quelconque ». C'est que ces livres n'ont pas de précédent : on ne peut les classer ; ce sont « les livres de Michelet ». Depuis Bernardin de Saint-Pierre, avec qui il n'a, d'ailleurs, aucun point de ressemblance, personne n'avait répandu un tel charme sur les descriptions de la nature. « Quel bonheur le matin, quand les terreurs s'enfuient, que l'ombre disparaît, que le moindre buisson s'éclaire et s'illumine ! Quel gazouillement au bord des nids ! C'est comme une félicitation mutuelle de se revoir et de vivre encore. Puis commencent les chants. Du sillon, l'alouette va montant

et chantant, et elle porte jusqu'au ciel la joie de la terre[1]. » Ce qu'il y a de plus particulier, avec la couleur incomparable, c'est l'intimité de l'auteur avec les bêtes. On peut dire des oiseaux surtout, comme des personnages de son histoire, qu'il les a connus et fréquentés. Je suis bien étonné qu'ayant à parler de saint François d'Assise, il le présente comme un fou[2]. Le capucin lui a caché le poète. Avant Michelet, je ne trouve que saint François d'Assise qui ait aimé les animaux d'un amour que j'ose appeler fraternel. Toussenel est autre chose. Celui-là est plus près de La Fontaine; Michelet est de la même famille que saint François. Ce fut un grand repos pour l'âme de Michelet, c'en serait un pour les nôtres après cette *Histoire de France* si tourmentée et cette tragique *Histoire de la Révolution*, de s'arrêter au

1. *L'Oiseau.*

2. Il dit pourtant (*Histoire de France*, préface de 1869) : « Saint François, un enfant qui ne sait ce qu'il dit et n'en parle que mieux. » Une note juste.

milieu de nos compagnons muets, de nos frères inférieurs, et d'adorer Dieu dans le monde de l'instinct après avoir tremblé devant lui dans le monde de la liberté.

Je ne sais s'il est permis, en présence de ces derniers chefs-d'œuvre, d'exprimer le regret que Michelet n'ait pas employé tout son temps à perfectionner son *Histoire de France*. On peut la préférer telle qu'elle est. Lui-même tenait à lui conserver ses défauts. Je l'admire trop sincèrement pour ne pas la souhaiter irréprochable. Dans les belles parties bien terminées, il a toutes les qualités de l'historien, qu'on peut résumer ainsi : constater, deviner, coordonner, juger.

Quel malheur que la passion lui ait si souvent bouché les yeux, et qu'emporté par le désir de tout connaître et de tout raconter, il ait si souvent rêvé ce qu'il aurait pu voir, crayonné ce qu'il aurait pu dessiner, calomnié ce qu'il était capable et digne d'aimer; pensé et senti avec son propre esprit et son propre cœur, au lieu de penser et de sentir,

comme c'était son droit d'homme de génie, avec l'esprit et le cœur de l'humanité !

Vous allumez votre lanterne pour chercher un homme? En voilà un. C'est un homme assurément, et il se présente lui-même sans rien déguiser de ce qu'il est, non par humilité comme un chrétien, mais par orgueil comme un philosophe. Le voilà avec ses passions toujours ardentes, toujours implacables, avec ses amours pleins d'emportements et de tendresse, avec son goût pour les minuties et les mièvreries, avec ses éclairs de génie et ses vues profondes, variable et mobile comme une femme avec une volonté virile, effrayant dans ses témérités, caressant dans ses tendresses, à la fois poète et philosophe, religieux et libre penseur, tour à tour brutal pour ses ennemis, plein de douceur et de compassion pour les déshérités et les faibles, un esprit où les contradictions se heurtent perpétuellement sans que sa parfaite bonne foi en soit altérée, avide seulement de vérité, ambitieux seulement de gloire,

pauvre sans daigner y prendre garde, solitaire, ne vivant que pour un cercle étroit, qu'il adore, et pour l'humanité dont il mêle la vie à sa vie, homme complexe s'il en fut, vieux par la science, jeune par le cœur, rêveur comme un Allemand, fin et délié comme un Français, un homme le plus étonnant, le plus étourdissant et, au total, le plus aimable des hommes. Il a bien fait de ne pas écrire ses confessions, ou de les écrire autrement que Rousseau. Rousseau, pour se confesser, raconte l'histoire de Rousseau; et Michelet, pour se confesser, raconte l'histoire de la France.

Michelet est mort à Hyères le 9 février 1874. Voici la phrase de son testament qu'un grand sculpteur[1] a transcrite sur le marbre de son tombeau : « Que Dieu reçoive mon âme reconnaissante de tant de biens, de tant d'années laborieuses, de tant d'œuvres, de tant d'amitiés. »

1. M. Antonin Mercié.

NOTICE HISTORIQUE

SUR

HENRI MARTIN

Lue dans la séance publique annuelle de l'Académie des sciences morales et politiques du 1er décembre 1888.

Messieurs,

Henri Martin est né à Saint-Quentin, le 20 février 1810. Saint-Quentin n'est qu'une vaste fabrique : c'est une ville triste et affairée, dont la sévérité est un peu adoucie par un bel hôtel de ville et par le musée Latour, tout plein d'élégantes merveilles. Le père de Henri Martin y exerçait les fonctions de juge d'instruction. C'était un homme d'une piété étroite, qui imposait à ses domestiques, et à plus forte raison à ses enfants, la pratique de tous les devoirs religieux. La mère de Henri

Martin, plus tendre et plus indulgente, poussait la dévotion jusqu'au mysticisme. Elle était de cette famille des Desains à laquelle l'Université doit deux savants célèbres qui étaient, vous vous en souvenez, des catholiques fervents. Il avait une sœur, qui est restée fidèle aux doctrines et aux pratiques de la maison paternelle. Le seul habitué de la maison était « l'oncle Desains », un notaire retiré, qui, ayant beaucoup de lecture et beaucoup de livres, passait pour le voltairien de la famille : un voltairien bien modéré sans doute, puisqu'il se plaisait au milieu de ces dévotes personnes, et qu'il en était aimé. Il était fier des succès de son neveu, et, dans son enthousiasme pour ses jeunes talents, il avait résolu d'en faire un notaire.

Cette maison de la rue, ou plutôt de la ruelle des Canonniers, était bien la plus triste du monde. Henri y serait mort d'ennui sans les livres de son oncle. Cette bibliothèque du vieux notaire était riche en livres d'histoire et en écrits philosophiques du XVIII^e^ siècle.

Le jeune homme y puisait une science précoce et des doutes qu'il ne pouvait ni apaiser ni cacher. Comme il n'y avait pas, à Saint-Quentin, de petit séminaire, il avait bien fallu le mettre au collège : un collège de la Restauration, c'était fort rassurant, en ce qui concernait les maîtres ; mais les élèves n'étaient ni triés, ni surveillés comme dans une maison religieuse. Les plus grands avaient lu Voltaire ou s'imaginaient qu'ils l'avaient lu. Henri Martin y trouva Félix Davin, qui avait trois ou quatre ans de plus que lui, et qui devint son ami intime. C'était ce qu'on appelait alors un libéral, ce qui voulait dire qu'il regrettait l'empereur, et qu'il n'aimait pas les jésuites. Les deux amis faisaient, chaque soir, en sortant du collège, de longues promenades, où Martin se dédommageait des sermons de son professeur et des homélies de son père. Ils étaient de tout cœur avec les brigands de la Loire, qu'on anathématisait rue des Canonniers. Ils rêvaient une revanche contre les Cosaques,

et surtout une revanche contre les jésuites. A leurs projets pour l'avenir de la France, ils mêlaient naturellement des projets pour leur propre avenir. Davin n'avait à lutter que contre les difficultés ordinaires de la vie ; mais Martin trouvait devant lui, pour premier obstacle, l'autorité et la tendresse de sa famille. Il voulait être poète ; on s'obstinait à le vouloir notaire. Il était libéral ; mais le vieux juge et même le vieux notaire, tout voltairien qu'il croyait être, avaient les libéraux et les esprits forts en horreur. Davin et Martin, pour ne pas perdre de temps, avaient commencé un roman dont ils discutaient fiévreusement les péripéties. Ils arrivaient à leur rendez-vous ayant chacun en poche un nouveau chapitre, toujours accueilli par une franche et cordiale admiration. Cette admiration ne serait-elle jamais partagée par le grand public ? Faudrait-il passer sa vie parmi des congréganistes et des royalistes ? Et enfin, ajoutait le pauvre Martin, faudrait-il se résigner à être notaire ? N'espérant pas en venir

à leurs fins par la persuasion, ils eurent recours à un coup d'État. Ils partirent clandestinement de Saint-Quentin, et se trouvèrent un beau matin, sur le pavé de Paris, avec leur roman et leurs illusions. Henri Martin, qui commençait la vie par un énorme coup de tête, n'avait jamais osé parlé de ses projets « et de ses travaux » à son père. C'était une volonté ferme et un cœur timide.

Rappelez-vous notre ami, tel que nous l'avons connu, avec cette gaucherie qui n'était pas sans charme, et ces hésitations du commencement, quand il avait un parti à prendre, ou même une discussion à entamer. Il commençait toujours par une bataille contre lui-même ; il la gagnait toujours ; et, une fois parti, il allait jusqu'au bout avec résolution et fermeté. Il s'était jeté dans tous les inextricables embarras d'un jeune homme pauvre, qui veut réussir par sa plume, à vivre d'abord, et à s'illustrer ensuite. Il n'y a pas d'enfer comparable à celui-là, et son caractère, son ignorance du monde, sa gaucherie

native le rendaient plus abominable pour lui que pour tout autre. Mais, ayant choisi cet état, il se contraignit à en remplir toutes les obligations, à visiter les hommes célèbres et les éditeurs, à souffrir les rebuffades sans bassesse, à subir les dédains sans découragement, à revenir à la charge après plusieurs défaites, et à travailler sans relâche au milieu de tous ces ennuis. Nous qui voyons à présent les productions de ces premières années, nous savons qu'il travaillait beaucoup, et avec une rapidité merveilleuse, sans s'élever alors au-dessus d'une honnête médiocrité. Il n'y avait rien dans ces romans, dans ces scènes historiques, dans ces pièces de théâtre, dans ces poésies, qui pût attirer sur lui l'attention d'un juge éclairé. Davin ne valait pas mieux ; il était même d'un degré au-dessous. Ils parvinrent cependant à vivre. Pour ceux qui connaissent les difficultés du métier et les conditions dans lesquelles ils l'abordaient, c'est presque un miracle.

Il faut dire toutefois que la rupture de

Henri Martin avec sa famille n'était pas complète. Son père lui faisait une pension de cent francs par mois. Il y mettait une condition ; une dure condition. Le poète s'était résigné à être clerc de notaire. Le poète! Était-ce un poète? Non pas, à en juger par les vers qu'il faisait alors, et par ceux qu'il fit quarante ans plus tard. Résigné? Il l'était si peu que son patron finit par le mettre à la porte.

Brouillé avec sa famille et avec le notariat, il ne tenait plus à la vie que par le fameux roman écrit en collaboration avec Davin. Ils avaient trouvé un éditeur! Ils durent ce succès, le plus difficile de tous, à M. Paul Lacroix (le bibliophile Jacob), avec qui Henri Martin avait lié une étroite amitié. Ils avaient les mêmes idées et les mêmes goûts. Quoique très jeune, Paul Lacroix s'était déjà fait une réputation, bien éloignée de celle qu'il a conquise plus tard par tant de beaux ouvrages. Ce n'était encore qu'une de ces réputations de librairie qui donnent de l'autorité

dans les arrière-boutiques. Henri Martin était tout entier à ses espérances et à la correction des épreuves, quand son père, alarmé de l'état de Paris, le rappela près de lui avec de telles instances qu'il lui fut impossible de résister. Il se rendit à Saint-Quentin ; et ce voyage, qui devait terminer la brouille, l'approfondit. La révolution de Juillet éclata, objet d'horreur pour le père, et pour le fils, d'une admiration sans bornes. Il fallut se séparer au bout de quelques semaines avec un double dissentiment, religieux et politique. Pour cette fois, Henri Martin ne pouvait plus compter que sur lui-même, et sur *Wolfthurm*.

Wolfthurm (c'est le roman) parut l'année même de la révolution, lesté d'assez nombreuses poésies, précieux souvenirs du collège de Saint-Quentin. Les deux auteurs n'avaient pas livré leurs noms au public pour cette première aventure. Davin ne prit que son petit nom de Félix ; Henri se dissimula sous l'anagramme de Irner. Le voisinage de la

révolution nuisit au succès, qui ne fut ni éclatant ni productif. Mais les deux jeunes auteurs n'avaient pas le temps de se laisser aller au découragement. Il y avait alors une foule de petits journaux. Paul Lacroix, qui n'avait pas encore trouvé sa voie, écrivait de tous les côtés. Grâce à lui, Henri Martin devint un journaliste universel. Il remplit de sa prose l'*Artiste*, le *Mercure du XIX^e^ siècle*, le *Gastronome*, la *Silhouette*, le *Voleur*, le *Musée des Familles*. Ses deux grandes qualités étaient évidemment la fécondité et la variété. Il était prêt à toutes les besognes ; dans aucune il ne marquait sa place au premier rang. Il fut l'un des rédacteurs assidus d'un journal fondé par Émile de Girardin, dirigé par Paul Lacroix, qui parut pour la première fois le 15 octobre 1831, et disparut le 21 décembre de la même année. Cela s'appelait le *Garde national, moniteur constitutionnel des 44,000 communes de France*. Il publia des contes et des nouvelles dans l'*Album de la Mode*, dans *le Livre des Cent et*

Un, et dans les *Cent et une Nouvelles*. Il essaya même de suivre la route ouverte par Barthélemy et Méry, et publia, en décembre 1832, *le XIX^e^ Siècle*, satire hebdomadaire en vers, qui n'eut que deux numéros. Il est assez étrange qu'il ait toujours eu une sorte de démangeaison de faire des vers. Enfin, il résolut d'aborder le théâtre. Son premier essai en ce genre, écrit avec la collaboration de Gilbert de Pixérécourt, est *l'Abbaye-aux-Bois ou la Femme de chambre, histoire contemporaine*, tirée d'un roman de Paul Lacroix intitulé *le Divorce*.

La pièce fut jouée au théâtre de la Gaîté le 14 février 1832. Les auteurs croyaient leur fortune assurée. Henri Martin, qui était amoureux, comptait, pour entrer en ménage, sur les bénéfices. Ils s'élevèrent pour les deux premières représentations, à cent soixante francs ! il n'y en eut pas une troisième. Le mariage eut lieu cependant. Henri Martin, déjà astreint comme journaliste à un travail accablant, se fit de nouveau romancier. Il

publia, en deux ans, *la Vieille Fronde*, scènes historiques, et deux romans, *Minuit et Midi* et *le Librettiste*.

Sans être encore, il s'en faut bien, des ouvrages de premier ordre, ces trois livres ont une bien autre valeur que *Wolfthurm*. Henri Martin n'a que vingt-deux ans. Il a toujours eu de la facilité ; mais il a acquis, maintenant, de l'aisance et de la souplesse, qualités qui lui faisaient défaut au commencement. Il a, en histoire, des connaissances assez étendues. M. Hanotaux, qui a écrit sur Henri Martin une notice historique des plus remarquables, dit, en parlant de *Minuit et Midi*, qui a été réédité en 1855, dans la Bibliothèque des chemins de fer, sous le titre de *Tancrède de Rohan* : « Je ne pense pas m'exagérer la valeur de ce livre en le plaçant, sinon près du *Cinq-Mars* de Vigny, du moins à côté de quelques romans d'Alexandre Dumas. Il est certainement, par le véritable sens de l'histoire, supérieur à la *Chronique de Charles IX* de Mérimée, et, par l'ensemble des qualités,

aux romans de jeunesse de Balzac. » Voilà de bien grands noms, et un bien grand éloge, auquel je ne puis m'associer. Si Henri Martin était resté romancier, jamais il n'aurait mérité que son nom fût prononcé à côté de Mérimée ou d'Alfred de Vigny, encore moins d'Alexandre Dumas et de Balzac. Il y a, dans *Tancrède de Rohan*, du mérite plutôt que du talent. C'est un ouvrage habilement fait ; ce n'est pas encore une promesse. On trouve tout autre chose dans le fatras des premiers romans de Balzac, et même dans ceux d'Horace de Saint-Albin. Je ne vois rien à louer dans Henri Martin, jusqu'à cette année 1833, où nous voici parvenus, que sa volonté obstinée et son travail implacable.

En 1833 tout change. Cette année-là est marquée par les trois grands événements de sa vie. Il se marie ; il se lie avec Jean Reynaud ; il commence son *Histoire de France*. Je mets sa liaison avec Jean Reynaud sur le même rang que le plus grand événement domestique et le plus grand événement litté-

raire. C'est que Jean Reynaud n'a pas été seulement son ami ; il a été son maître. Je ne dirai pas qu'il a changé ses idées ; il les a développées, complétées, condensées. Ce qui n'était qu'aspirations vagues et doctrines entrevues, est devenu conviction ferme, précise. Henri Martin était préparé à être disciple de Jean Reynaud ; mais il avait besoin de le rencontrer pour asseoir sa vie intellectuelle et morale.

Jean Reynaud a été saint-simonien, comme Hippolyte Carnot et Charton, ses amis. Il était même un des favoris d'Enfantin, qui connaissait la puissance de son esprit et ce que je puis appeler sa vertu de propagation. Il se sépara, comme Carnot et Charton, au moment où l'école devint une église. Je note en passant que Henri Martin n'a appartenu ni à l'église, ni même à l'école, quoi qu'on en ait dit. Il assistait, comme le public, à des conférences. Une de ses qualités, qualité essentielle à un historien, était la curiosité. Parmi tous ces hommes éloquents, savants, il dis-

cerna du premier coup Jean Reynaud. Celui-là n'était pas bruyant, dédaignant de l'être ; mais il avait cette éloquence virile qui naît de l'élévation des pensées, et de la force des convictions. Sa science était très étendue, très approfondie, et très sûre. Il portait dans l'examen des questions sociales, et des questions philosophiques et religieuses, une indépendance absolue. Il connaissait toutes les solutions, les jugeait toutes, et n'acceptait que celle qui lui paraissait la plus solide, sans se préoccuper de la solitude ou de l'encombrement. Quoique très capable d'être révolutionnaire quand il le fallait, il croyait en général à la solidarité humaine et au progrès continu. Trois idées dominaient toutes ses idées : Dieu, l'immortalité, le progrès. Selon lui, les âmes, après la mort (il faudrait peut-être dire après chaque mort), voyageaient à travers les astres : car le progrès ne régnait pas seulement sur la société terrestre ; il se continuait par delà, jusqu'à l'absorption définitive et délicieuse au sein de Dieu, qui était le terme de

nos métamorphoses. Ce voyage des âmes à la conquête de l'infini n'était pas pour lui une hypothèse. Il les suivait dans leur route ; il en avait la claire vision. Cet homme positif, ce mathématicien, élève de l'École polytechnique, et ingénieur de son métier, était un mystique. Rien, suivant lui, ne pouvait fortifier un homme et un peuple autant que cette double croyance en Dieu et à l'immortalité, à l'immortalité successive avec une fin panthéiste. Il retrouvait avec orgueil cette croyance à l'origine de notre nationalité. Le christianisme, né en Orient, et qui de Jérusalem s'était répandu sur l'Europe, devait sa puissance et ses conquêtes morales au double dogme de l'unité de Dieu et de l'immortalité de l'âme ; mais ce dogme, qu'il avait donné aux Grecs et aux Romains, il ne l'avait pas importé dans les Gaules ; il l'y avait trouvé, complètement formé en corps de doctrine par les druides, dont la race franke a reçu et gardé les traditions. Telles sont bien sommairement les idées que Jean Reynaud a déve-

loppées, longtemps après, dans un livre d'une haute portée et d'un grand style, intitulé *Terre et Ciel*, qui éblouit les sceptiques et passionna les croyants. On trouvait déjà, à l'époque où Henri Martin devint son auditeur et très rapidement son ami, tous les éléments de cette philosophie dans les conférences de Jean Reynaud et dans ses articles de l'*Encyclopédie moderne*. Cet homme, accoutumé aux grands horizons, a fait ou essayé trois choses dans sa vie : premièrement, un résumé de la science universelle, sous le nom d'*Encyclopédie moderne*, vaste recueil un peu lourd, un peu indigeste, dont l'exécution ne répondit qu'imparfaitement à sa pensée, et dans la direction duquel il eut pour coopérateur un esprit infiniment moins ferme que le sien, mais plus remuant et plus subtil, l'ennemi à la fois et le type de l'éclectisme, Pierre Leroux. Secondement, une synthèse philosophique, sous le nom de *Terre et Ciel*, où il prétendait réconcilier la raison et la foi, mais où il réduisait le Christ au rôle de précur-

seur : œuvre hardie, inspirée, chimérique, et qui a produit plus d'étonnement que d'ébranlements. Enfin, ce penseur a voulu mettre la main à l'œuvre ; il l'a pu, en 1848, grâce à Carnot, qui le prit avec lui comme une sorte de coministre, en lui laissant la liberté de façonner l'instruction à sa guise. Il rêvait un État composé de trois ordres, comme l'ancien régime, où les philosophes remplaceraient le clergé, où les grands industriels remplaceraient la noblesse, et une sorte de confédération européenne où la guerre serait supprimée par l'arbitrage. Il n'eut que le temps de proposer l'instruction obligatoire et de fonder l'École d'administration.

Il ne faut juger Jean Reynaud ni par son livre, ni par ses nombreux et importants articles, ni par ses actes au ministère, ni par son rôle, un peu effacé, à la Constituante et au Conseil d'État. Il se trouva que cet homme, éloquent entre tous, n'était pas maître de la tribune. Il était fait pour promulguer, non pour disputer. Ce n'était pas un apôtre ;

c'était un prophète. Il faut, pour l'apprécier à sa valeur, avoir entendu ses prédications ou joui de sa conversation. C'était un de ces hommes qui ont, par un don de nature, de l'ascendant. Dès qu'il intervenait dans un débat, on sentait le maître. Sa force, qui était surtout dans la volonté, était plus grande que son œuvre. Il est mort jeune ; le temps lui a fait défaut. Ses amis seuls l'ont connu ; le monde n'a fait que le soupçonner.

Les trois idées capitales de Jean Reynaud : unité de Dieu, immortalité de l'âme, influence des druides sur la formation du génie national, devinrent les trois termes du *Credo* de Henri Martin. Il y conforma sa vie et ses écrits. C'est sous l'influence de cette doctrine qu'il composa son Histoire. J'ai dit qu'il commença à l'écrire en 1833. Sa vie, par conséquent, commence à cette date. Ses vers, ses romans, ses pièces de théâtre, ses articles de journaux, et même sa vie politique, malgré son importance depuis 1870,

ne sont rien. Son livre est tout. J'aurais pu ne vous parler que de lui.

Il y a pourtant deux ou trois points à retenir de ses premières années : l'invasion de 1815, le goût de l'histoire, la volonté obstinée, et, tout au dernier moment, la doctrine depuis longtemps aperçue, mais formulée, condensée, gravée par Jean Reynaud, en traits profonds et ineffaçables. J'y insiste un moment, avant de passer à sa carrière d'historien, qu'ils annoncent et qu'ils préparent.

L'invasion! Il n'avait que cinq ans. Il ne l'a peut-être pas comprise pendant qu'il la voyait, et de cela même je ne suis pas sûr. Mais tout le monde autour de lui la lui a rappelée, racontée ; il a vu par le souvenir ce qu'il n'avait pas vu par l'intuition immédiate. Les faits mal compris se sont éclaircis et coordonnés. Il aurait reconnu à vingt ans le son de ces trompettes qui n'avaient été pour ses oreilles d'enfant qu'un bruit effroyable. Un Cosaque de 1815, lui apparaissant tout à coup en 1830, il l'aurait reconnu. La

route parcourue par les alliés à travers la ville, il l'a suivie bien des fois avec ses camarades d'enfance et ses amis de jeunesse. Il a revu, à l'hôtel de ville, le bureau où se tenait le commandant ennemi! Il sait les maisons où des actes de cruauté ont été commis. Il peut nommer par leurs noms ceux qui ont éprouvé les plus grands sévices. Il peut raconter *de visu* des scènes auxquelles il n'a pas assisté. Les sentiments que les pères et les frères aînés éprouvaient, il a découvert, après coup, qu'il les avait éprouvés lui-même sans en avoir eu conscience. Il en a connu toute l'amertume, éprouvé toute la violence. Il a rougi et frémi, après dix ans, après vingt ans, de cette humiliation. Ah! ces souvenirs ne s'oublient pas. Malheur à ceux qui les créent!

Saint-Quentin est une ville patriotique et, quoique essentiellement industrielle, une ville militaire. Elle a, dans ses légendes, deux sièges héroïques, l'un ancien, dont Coligny est le héros, l'autre contemporain. La popu-

lation y est, en général, libérale et frondeuse. Elle a de vieilles familles bourgeoises, qui ont à la fois le culte de la grande patrie et celui du clocher. Ce bel hôtel de ville, qu'on a un peu déshonoré par un clocher ridicule, rappelle aux habitants l'histoire de Saint-Quentin en même temps que l'histoire de France ; elles leur sont chères l'une et l'autre. Ce sont des Picards, avisés, décidés, obstinés. Il y avait là, parmi les amis personnels de Henri Martin, des hommes à qui il n'a manqué, pour être placés aux premiers rangs dans la politique et dans les lettres, que de le vouloir. J'en citerai un, Théophile Dufour, parce qu'il était éminent et qu'on a publié un volume de ses lettres, où manquent celles qu'il m'a écrites, et qui étaient admirables. C'était le confident de toutes les pensées d'Edgar Quinet, le conseiller politique de Henri Martin, de Davin, de Souplet, de Malézieux, de tous mes amis. Davin, qui disparaît du monde littéraire après la publication de *Wolfthurm*, fonda le *Guetteur de Saint-Quen-*

tin, un des journaux les mieux faits et les plus courageux de la province, devenu plus tard, sous la direction de Souplet, une véritable puissance. *Le Guetteur* a eu la collaboration assez fréquente du futur Napoléon III, alors prisonnier de Ham, et ami très intime de Souplet. Au temps de la première jeunesse, ce petit monde de Saint-Quentin était fort uni, par les idées libérales, et par les goûts littéraires. Théophile Dufour était le philosophe, Davin et Félix Dufour les hommes d'action, Henri Martin l'historien. Déjà, dès ses premières années, il se montrait lecteur infatigable. Transporté à Paris, et condamné, comme nous l'avons vu, à un travail incessant, c'est en lisant qu'il se reposait d'écrire. Le notaire chez qui on l'avait placé, le renvoya pour son inexactitude et ses fréquentes absences. Où croyez-vous qu'il allait? au théâtre? au plaisir? Non ; aux bibliothèques. Le dossier restait là, sur une chaise, côte à côte avec le parapluie, tandis que le clerc se plongeait avec délices dans la lecture du

Père Griffet. Ce fut cet amour de la lecture et cette prédilection pour l'histoire qui lui fournit des moyens de travail, et donna quelque valeur à ses romans, qui ne brillaient ni par l'invention, ni par le style. Jean Reynaud, qui distribuait les rôles, lui avait dit : « Vous serez notre historien. » Sauf la fameuse découverte des druides, ils pensaient moins alors à renouveler l'histoire qu'à la répandre. Ils étaient la démocratie. Appelant le peuple à la souveraineté, ils voulaient l'appeler aussi à la lumière. L'*Encyclopédie moderne* était surtout une œuvre de vulgarisation.

Charton, Carnot, Jean Reynaud, mais surtout Charton, voulaient opérer la vulgarisation par l'image. Toute la carrière de Charton, une carrière d'ailleurs si noble et si bien remplie, est dans cette idée, qui a inspiré le *Magasin pittoresque* et *le Tour du Monde*. Henri Martin pensait qu'il fallait l'appliquer à l'histoire de France ; il rêvait de mettre notre histoire en tableaux et en

dessins, et d'en remplir les yeux pour en remplir les cœurs.

Ce fut dans cette année, mémorable pour lui, de 1833, que Paul Lacroix, le bibliophile Jacob, sa providence ordinaire, qui lui avait donné accès dans tant de journaux et de librairies, lui apporta la réalisation de sa pensée favorite. Le libraire Mame, frappé de la transformation opérée dans l'histoire de France par les travaux d'Augustin Thierry, de Guizot, de Sismondi, et persuadé de l'utilité et de l'opportunité d'une histoire populaire mise au courant des dernières découvertes, avait chargé Paul Lacroix de découper, dans les principaux historiens, les récits les plus émouvants et les plus instructifs, et d'en faire une vaste compilation qui se vendrait à bon marché, et tiendrait lieu de bibliothèque à ceux qui n'ont ni le moyen d'avoir des livres, ni le temps de les lire. Le plan convenu entre M. Mame et M. Lacroix comportait une cinquantaine de volumes ; et comme il s'agissait du peuple, qui ne peut

pas attendre, il fallait publier ces volumes coup sur coup ; M. Mame disait : « Par quinzaine. »

Paul Lacroix sentit le besoin d'un collaborateur. Il connaissait l'activité de Henri Martin, sa facilité, son goût déjà très vif pour l'histoire ; il lui proposa de s'atteler avec lui à cette nouvelle besogne. Henri Martin s'y dévoua avec enthousiasme. Tout y était : l'histoire, la France, le peuple, tous ses amours. Il vit aussi du premier coup qu'il allait remettre les druides à leur place, et nous donner une France véritablement autochtone.

Le premier volume parut presque aussitôt. En voici le titre exact : *Histoire de France depuis les temps les plus reculés jusqu'en juillet* 1830, *par les principaux historiens*. (Paris, Mame, 1833, 1 vol. in-16, avec illustrations.)

Les auteurs, qui pourtant n'étaient pas de simples compilateurs, n'avaient pas mis leurs noms. Henri Martin avait déjà conçu un plan, qu'il exposait dans la préface. Il y indiquait

ses vues particulières sur la formation de l'esprit national. Le livre proprement dit était surtout l'œuvre de Paul Lacroix. Livre et préface portaient la marque de l'ouvrier. Cependant la publication s'arrêta là. Ce qui attire le grand public, dans l'histoire de France, ce n'est pas le commencement, c'est la fin. L'illustration, sur laquelle on comptait tant, était des plus médiocres. Le texte, malgré certaines qualités sérieuses, manquait d'attrait. Les auteurs, ou disons plutôt puisqu'il s'agit ici de Henri Martin, l'auteur de la préface, en se mettant à la tâche, en avait senti la difficulté et la beauté. Il avait compris qu'il y fallait autre chose qu'un travail improvisé. La France! L'histoire de France! On ne pouvait pas effleurer un tel sujet. Peut-être se dit-il déjà qu'il avait trouvé sa voie, et le secret de toute sa vie. Il renonça au traité, malgré les deux cents francs que Mame promettait pour chaque volume, et qui, pour lui, auraient été le Pactole ; mais il s'attacha à l'œuvre avec toute la force de cette volonté

patiente, persévérante, qui est sa marque caractéristique, et à laquelle il a dû tous ses succès. Il proposa un nouveau plan, que Mame accepta, et tout de suite il se mit à l'œuvre ; car il ne lui coûtait rien de recommencer. Pour cette fois, il était seul.

Le plan dont il s'agit était le plan même de l'histoire définitive, de celle que nous avons tous entre les mains. Il l'a, depuis, perfectionné, sans le changer. Il est excellent, simple, lumineux. C'est à ce plan qu'est due l'unité et la clarté du récit. La vie de la France s'y développe, depuis le commencement jusqu'à la fin, avec autant de suite et de facilité que s'il s'agissait tout simplement de la vie d'un homme.

Ce qui est aujourd'hui la France était au commencement habité par des races d'origines diverses. Une monarchie s'est formée sur un territoire restreint, avec des pouvoirs incertains et limités. Elle s'est accrue lentement par des accessions et des conquêtes ; et lentement aussi, mais continû-

ment, elle a triomphé des résistances intérieures, effacé les différences entre les anciennes et les nouvelles provinces, jusqu'au jour où, entourée de limites naturelles par des montagnes et des fleuves, et ayant, par la prépondérance du pouvoir royal, par l'unité de la législation et l'uniformité de l'administration, transformé en un être vivant, et fortement organisé, ce qui n'était dans le principe qu'une juxtaposition et plus tard qu'une confédération, elle a pris sa place au milieu des plus grands peuples avec un génie qui lui est propre et dans lequel se retrouvent harmonieusement fondues toutes les civilisations dont elle est le produit. Suivre cette formation à travers les siècles, souffrir de tout ce qui la retarde, signaler avec orgueil tout ce qui l'accélère et la fortifie, juger tous les événements à cette lumière, retrouver, dans les idées modernes, la trace des aptitudes et des croyances de nos pères, montrer la France en toutes rencontres désintéressée et généreuse, et ne séparant jamais sa cause

de celle des opprimés et de celle de Dieu, assister enfin à cette grande conclusion pratique de la philosophie, à cette explosion de la justice, qui, en 1789, résume toute l'histoire et tout le génie de la France, en appelant la France et le monde tout entier à des destinées nouvelles : voilà quelle fut désormais, et jusqu'à la fin, l'unique préoccupation de Henri Martin dans la vie. Il a accepté des fonctions, presque toutes électives et gratuites ; mais en leur faisant, pour ainsi dire, cette condition, de ne pas le détourner de son affaire principale, de son affaire unique ; il a, de loin en loin, publié un livre à côté ; mais ces livres ne sont que les développements d'un événement ou d'une doctrine, qui avaient leur place dans le livre. Avec une ténacité qui est un titre de gloire, avec une passion pour son travail et pour la France, objet de son travail, qu'on ne saurait trop louer, il s'est confiné dans cette unique tâche, la conduisant d'abord jusqu'au terme, sans l'interrompre une minute; puis, arrivé là, la recom-

mençant aussitôt, pour la rendre plus conforme à l'idéal qu'il s'était tracé ; et la recommençant une troisième fois, avec une compétence et une habileté nouvelles ; interrompu seulement par la mort dans cette besogne bénie et chérie.

La seconde édition, ou plutôt la première, car il ne faut pas compter cette édition in-seize qui devait avoir quarante-huit volumes, qui n'en eut qu'un seul, et à la rédaction de laquelle concourut M. Paul Lacroix, la première édition parut en trois ans, de 1833 à 1836, sous ce titre : *Histoire de France depuis les temps les plus reculés jusqu'en juillet* 1830 *par les principaux historiens et d'après les plans de MM. Guizot, Augustin Thierry et de Barante* (Paris, Mame, 15 vol. in-8). Ce n'était plus, comme dans le premier projet, un volume tous les quinze jours ; mais c'était un volume tous les deux mois. Il est clair que l'auteur ne prenait pas le temps de faire des recherches ; il mettait dans un bon ordre des études antérieurement faites d'après les his-

toriens les plus autorisés, et en improvisait le récit, qu'il ne se donnait pas la peine de relire. Le style était clair et correct, avec une certaine chaleur dans les occasions, sans éclat, ni cachet particulier. Le récit n'était accompagné d'aucune citation, ni de pièces à l'appui. Il ne valait que par la bonne disposition des matières. Il plut au public, qui trouvait là beaucoup de faits et un grand souffle de patriotisme. On n'avait pas d'autre histoire. Anquetil était d'une nullité désespérante. Sismondi convenait surtout aux gens d'étude. De Guizot et de Michelet, il n'en faut point parler. Il n'y a nulle analogie, même lointaine. Guizot avait coutume de dire à ses auditeurs, en commençant sa première leçon, d'étudier l'*Histoire des Français* de Sismondi, s'ils voulaient être en état de suivre le cours qu'il allait faire. C'est que ce cours était un cours de philosophie sur l'histoire de France. Le livre merveilleux de Michelet est de la philosophie et de la poésie à propos de l'histoire. Michelet est incomparable quand il lui plaît

de raconter. Le plus souvent, c'est lui-même qu'il raconte. C'est un très grand psychologue, un très grand poète, un très grand penseur. Il est aussi, cela s'entend, un très grand historien. Il n'y a de commun, entre ces trois hommes, que les titres de leurs ouvrages. L'un fournissait au peuple un répertoire de faits bien racontés et disposés dans un bon ordre ; l'autre, s'adressant aux hommes d'État et aux philosophes, leur enseignait le secret des événements, et le troisième avait le don singulier et magnifique de ressusciter les morts. Henri Martin annonçait sur son titre qu'il irait jusqu'à la révolution de Juillet. En réalité, il s'arrêtait, dans les deux premières éditions, à 1789. La première édition fut reçue avec approbation par les savants, avec acclamation par le peuple. Il n'était pas content de lui-même. Le succès ne le consolait pas de la précipitation. En écrivant les dernières pages du quinzième volume, il pensait avec joie qu'il allait pouvoir recommencer. C'est tout au plus si l'accueil favorable fait à cette édition

le détermina à la reconnaître publiquement. Son nom ne parut que sur le titre du dixième volume.

Plusieurs auteurs écrivent deux fois leurs ouvrages: une première fois, tout d'une haleine, pour se rendre maîtres de l'ensemble; une seconde fois, pour se discuter, se juger, et adopter, après étude et réflexion, un avis et une forme définitifs. Ils cachent avec soin la première ébauche, qui ne doit pas sortir de l'atelier; ils ne montrent les résultats au grand public que quand ils les croient dignes de lui. La différence pour Henri Martin, c'est qu'il a publié son ébauche. Ceux qui l'ont jugé sur cette première façon ont été nécessairement injustes envers lui. Il n'est vraiment un maître qu'au moment où il commence sa seconde édition. Il sait désormais quelle est la tâche de l'historien; il a arrêté sa méthode et réglé son style. Il ne s'impose plus un terme et une date; il n'a qu'une résolution, c'est de travailler sans relâche et de ne livrer le produit de son tra-

vail que quand sa conscience sera tranquille. Il avait mis trois ans à faire son ébauche ; il en a mis dix-sept à faire son œuvre. Cette nouvelle édition, ou, si l'on veut, cette nouvelle *Histoire de France,* parut chez Furne, de 1837 à 1854, en dix-neuf volumes in-octavo. Elle a été, depuis, remaniée et complétée ; car il ne s'en est jamais séparé, jamais désintéressé. On peut dire qu'avec cette seconde édition, nous avons enfin Henri Martin. Il a payé sa dette à son pays. Il lui a donné son histoire.

Le succès fut très grand dans la presse, dans le monde lettré, à l'Institut. On était reconnaissant du service rendu, de ce long et courageux effort. On tenait compte à l'auteur du chemin parcouru, de l'incontestable talent qu'il s'était donné à force de volonté. Les tomes X et XI, qui contiennent l'histoire des guerres de religion, sujet difficile entre tous, et qui demande autant d'impartialité que de perspicacité et de savoir, obtinrent de l'Académie des inscriptions et belles-

lettres, en 1844, le grand prix Gobert. En 1851, l'Académie française décerna le second prix Gobert aux tomes XIV, XV et XVI, où est racontée l'histoire de Louis XIV. Cette récompense lui fut conservée chaque année jusqu'en 1856. A cette date, Augustin Thierry, qui avait le premier prix, étant mort, l'Académie donna ce premier prix à Henri Martin. Enfin, en 1869, l'Institut décerna à l'ouvrage entier le prix biennal de vingt mille francs.

Henri Martin était homme de parti, ce qui lui conciliait des sympathies d'un autre genre, moins sérieuses, mais plus nombreuses. Il n'était pas seulement estimé et compté par les bons juges; il était populaire dans les foules. Ce savant était républicain : grande affaire ! Ses opinions, qui augmentaient sa gloire d'un côté, lui attiraient de l'autre des critiques violentes. Il s'était engoué des druides un peu sur la parole de Jean Reynaud, et les recherches assez superficielles qu'il avait faites l'avaient confirmé dans la croyance

que nous sommes plus redevables à nos ancêtres bretons qu'aux Romains et surtout au christianisme. Il se trompait, il exagérait, il attribuait aux druides des doctrines arrêtées et profondes qui n'existaient que dans son imagination. Il y avait pourtant, au fond, une idée vraie, qui lui appartient et lui fait honneur. C'est la persistance, au sein de nos populations rurales, de l'élément gaulois, que n'ont pu étouffer ni la conquête romaine, ni la conquête franke. Rome ne supprimait pas les races vaincues ; elle ne se les assimilait pas ; elle les utilisait en les dominant. C'était aussi sa méthode économique ; chez nous, elle s'est attachée à développer les richesses du sol par la création des grandes voies d'Agrippa, et les villes césariennes et augustales, dont Augustodunum (Autun) est le type. La Gaule resta gauloise en devenant romaine. Il aurait fallu féliciter Henri Martin de l'avoir si bien compris et si fortement établi. On ne voulut penser qu'à ses idées chimériques sur la religion des druides et l'on s'en servit pour

jeter le discrédit sur les premiers volumes de l'*Histoire de France*.

Les catholiques surtout s'irritèrent de cette genèse des idées religieuses, qui contrariait la légende du baptême de Clovis ; ils ne s'étaient pas avisés jusque-là de considérer les druides comme des rivaux du christianisme en profondeur théologique et en influence civilisatrice. Quoique Henri Martin ne se laissât pas aller à des déclamations sur la Saint-Barthélemy, la révocation de l'édit de Nantes et l'affaire de la bulle *Unigenitus*, et qu'il jugeât ces événements avec ce qu'on pourrait appeler une impartialité malveillante, on prévoyait que si jamais il poussait son Histoire jusqu'aux temps plus rapprochés de nous, il prendrait parti pour la constitution civile du clergé. A tous ces titres, c'était un homme à combattre. M. Hanotaux remarque qu'au lieu de discuter ses opinions qui sont celles de tout son parti, on éplucha son Histoire pour y découvrir des erreurs. On en trouva. Il est absolument impossible que des

erreurs ne se glissent pas dans une si prodigieuse quantité de faits et de jugements. On en publia le catalogue, qui ne forme pas moins d'un volume. Ce n'est guère qu'une accumulation de vétilles; et, quelquefois, c'est l'historien qui a raison contre le critique. M. Henri Martin, qui tenait, par-dessus tout, à faire une histoire complète, et qui a mis vingt ans à la faire (en comptant le travail des deux premières éditions), s'est interdit à lui-même l'étude des documents manuscrits; il n'a consulté, parmi les mémoires publiés, que les plus importants; en un mot, il s'en est tenu à l'histoire, sans aller jusqu'à l'érudition, si ce n'est peut-être dans l'étude du siècle de Louis XIV. Il en résulte que, sur quelques points, il n'est pas d'accord avec les plus récentes découvertes de la critique. C'est de cela qu'on triomphe; mais on devrait plutôt regretter d'être entré dans cette voie, puisque avec toutes ces peines et toute cette envie de le prendre en faute, on n'a trouvé à signaler que des péchés véniels. On n'est

guère parvenu par toutes ces polémiques qu'à constater l'exactitude et la véracité de son Histoire. L'effort tenté pour diminuer son autorité la confirme.

Henri Martin ne répondit pas aux critiques. Sa vie s'y serait consumée sans utilité. Il fit mieux; il tint compte, dans une nouvelle édition, de toutes les objections sérieuses. Ainsi, il a fini par reconnaître qu'il s'était en quelque sorte forgé une philosophie des druides, très supérieure à la réalité; il a commencé à les étudier sur nouveaux frais; il s'est mis au courant de la science ; il a fait des recherches, il en a provoqué d'autres. Il est allé de sa personne partout où on lui a signalé l'existence de monuments mégalithiques; il a recueilli et discuté les traditions et les légendes; et de cet ensemble de travaux, il a tiré deux choses : d'abord un volume d'études celtiques, très curieux, très intéressant par l'ardeur qu'il y déploie, attachant même par une crédulité naïve; en second lieu, une transformation heureuse des premiers volumes de son His-

toire qui, dans la troisième édition, ont perdu en grande partie le caractère chimérique qu'on leur avait justement reproché dans les deux éditions précédentes. C'était par excellence un homme de bonne foi. Rien ne lui coûtait pour découvrir la vérité; et il ne lui en coûtait pas non plus d'avouer une erreur. Il mettait de l'ardeur dans ses discussions, un certain entêtement; mais, quand enfin il découvrait qu'il s'était trompé, il s'empressait de le reconnaître. Il avait autant de candeur que d'ardeur. Il lui est arrivé fréquemment, ce qui n'arrive guère aux érudits, de devenir l'ami de ses adversaires.

Dans la séance de l'Académie française où le grand prix Gobert fut décerné à Henri Martin, M. Villemain, secrétaire perpétuel, après avoir loué comme il savait le faire cette œuvre de grande force et de grand courage, lui adressa un reproche bien inattendu. « De bons juges ont vu avec regret, dans le livre de M. Henri Martin, une maxime qui les inquiète, et que, suivant eux, il faut ôter du

monde pour qu'aucun pouvoir n'en abuse. L'auteur peint, à sa dernière heure, ce grand et terrible Richelieu, mourant avec une telle sécurité après tant de vengeances, qu'un pieux et libre témoin de ce spectacle ne peut s'empêcher de dire tout haut : « Voilà une assu- » rance qui m'épouvante. » Et cependant, l'historien, dont cet homme a pris le rôle et la fonction morale, s'associant à l'orgueilleuse confiance du mourant, se contente de dire : « Apparemment ces grands envoyés de la » Providence sentent qu'ils seront jugés sur » des principes que ne peuvent comprendre » les âmes vulgaires. » Non, monsieur, pour la Providence non plus que pour la conscience humaine, qui est son plus bel ouvrage, il n'y a pas deux ordres de vérité morale, deux justices inégales. Malheureusement, cette maxime de la liberté qui lutte, une révolution victorieuse souvent l'oublie. Mais vous, historiens, ne l'oubliez pas! »

Ce reproche fut très pénible à Henri Martin. Dans sa passion pour l'unité de la France, il

éprouvait une admiration presque sans bornes pour le ministre qui en a, mieux que personne, conçu la nécessité et compris les conditions, et qui a marché vers son but à travers des difficultés inouïes, même en commettant des cruautés et des injustices, quand il les jugeait nécessaires à son grand dessein. La phrase malheureuse que M. Villemain reproche à Henri Martin lui a été arrachée dans la chaleur du panégyrisme. Elle n'est qu'une impression fugitive; ou peut-être, dans la rapidité de la composition, n'a-t-il pas rendu exactement sa pensée. Peut-être a-t-il voulu dire que ces grands envoyés de la Providence *se persuadent qu'ils seront jugés* au lieu de : *sentent qu'ils seront jugés*. Cette opinion que M. Villemain attribue à Henri Martin, quoique Henri Martin ne l'ait pas eue, M. Villemain aurait pu la trouver chez beaucoup de ses contemporains.

On n'a pas oublié la phrase célèbre d'un philosophe déclarant « qu'il ne faut pas reprocher au génie le marchepied de sa gran-

deur » ; ni ces vers qui terminent l'ode de Lamartine sur Napoléon :

> Son crime et ses exploits pèsent dans la balance...
> Que des faibles mortels la main n'y touche plus !
> Qui peut sonder, Seigneur, ta clémence infinie?
> Et vous, fléaux de Dieu, qui sait si le génie
> N'est pas une de vos vertus?

Villemain a mille fois raison de protester ; et Henri Martin proteste avec lui. Il proteste contre l'accusation dont il est ici l'objet par toute sa vie, par sa conduite politique, par toutes ses œuvres. Vingt fois il a revendiqué les droits de la justice contre l'abus de la force ; c'était sa doctrine, sa foi, celle de Jean Reynaud ; et le principe des nationalités, qui lui était si cher, et par lequel il voulait gouverner l'histoire, qu'était-ce autre chose, dans sa pensée, que la revendication éternelle du droit contre la force ? Henri Martin a toujours réclamé pour la victime contre l'oppresseur : pour la Pologne contre la triple alliance, pour la Grèce contre la Turquie, pour la Belgique contre la Hollande, pour l'Italie

contre l'Autriche. Je pense comme lui qu'un peuple peut se donner, mais qu'on ne peut ni le donner ni le prendre ; qu'en asservissant un seul peuple, on ôte la sécurité à tous les autres ; qu'on ne lui enlève pas seulement le droit politique de choisir son gouvernement, mais qu'on le prive en même temps de tous les biens que l'ordre social a pour but de consacrer ; qu'il possédera désormais par grâce ceux de ces biens qu'on lui laisse ; qu'on trouble en lui le sentiment de la morale, puisqu'on l'oblige à louer ce qu'il condamnait, et à condamner ce qu'il avait loué jusqu'ici. Ces triomphes qu'on célèbre en si grande pompe sont des victoires remportées contre le droit. L'histoire, et la morale qui est la souveraine de l'histoire, ne peut ni ne doit les absoudre.

Quand Michelet, qui fait de l'histoire fougueuse et tumultueuse, rencontre un événement qui l'attire, il l'étudie et le développe jusqu'à ce que sa passion soit satisfaite, avec un dédain superbe de la proportion et

de l'ensemble. De même, lorsqu'il trouve une idée importante sur son chemin, l'historien tout à coup se transforme en philosophe. C'est à lui de se livrer à ses inspirations, et à nous de le suivre où il nous conduit. Henri Martin, qui n'a pas les mêmes droits de souveraineté, et qui tient avant tout à nous présenter les faits et les doctrines dans un alignement régulier, fait aussi, comme Michelet, des monographies et des dissertations; mais, à la différence du maître, il les détache de son Histoire pour en faire des ouvrages séparés. C'est ainsi qu'il écrit, en 1837, l'*Histoire de Soissons*, deux volumes, avec Paul Lacroix; en 1847, *De la France, de son génie et de ses destinées;* en 1848, un *Manuel de l'Instituteur*, dédié à Béranger; en 1848 encore, deux thèses pour le doctorat, l'une intitulée : *De nationum diversitate servandâ, salvâ unitate generis humani*, et l'autre : *De la monarchie de Louis XIV*. Le gouvernement avait eu la singulière pensée de déclarer vacante la chaire de Guizot,

et d'y appeler Henri Martin. La chaire n'était pas vacante, puisque l'illustre maître n'était ni mort ni démissionnaire; si elle l'eût été, le ministre n'avait pas autorité pour y pourvoir, les chaires de l'enseignement supérieur étant conférées à l'élection; et, s'il y avait eu élection, Henri Martin, qui n'était pas docteur, n'avait pas qualité pour se porter candidat. M. Carnot fit une faute en disposant de la chaire; Henri Martin en fit une autre en l'acceptant. Il fut le premier à comprendre que le doctorat au moins lui était nécessaire; puis l'idée lui vint qu'il était un intrus dans une Faculté où l'on ne peut prendre place que par élection; et, enfin, il reconnut que ce serait une charge trop lourde pour ses épaules que de succéder à Guizot. Il ne convenait pas à un historien de sa valeur, et à un homme de son caractère, de s'emparer révolutionnairement d'une telle dépouille. Carnot, de son côté, arrivait en même temps aux mêmes conclusions. Leur erreur et le cours de Henri Martin n'avaient duré que trois mois. Guizot

prit sa retraite, l'élection eut lieu, et M. Henri Wallon devint le successeur de M. Guizot, dont il avait été le suppléant. Henri Martin, rendu à ses études, publia une biographie de *Daniel Manin*, dans laquelle il demandait, non pas comme on l'a prétendu, l'unité de l'Italie, mais, comme l'avait toujours souhaité mon cher et illustre ami Daniel Manin, la confédération des États dans une Italie indépendante et libre. Il donna ensuite en 1863, *Pologne et Moscovie*, brochure; en 1886, *la Russie et l'Europe*. L'Asie est entrée autrefois en Europe par les Turcs; elle tend à présent à nous envahir par les Russes. Contre les Turcs, l'Europe a eu les provinces Danubiennes et la Hongrie; il lui faut la Pologne contre les Russes; et derrière la Pologne, l'Allemagne unifiée. Il ne va pas toutefois jusqu'à demander le rétablissement de l'empire allemand; car, dit-il, l'empire allemand, qu'est-ce? L'hégémonie autrichienne ou prussienne; au fond, l'asservissement. La confédération serait la liberté! Il

publia, en 1871, *les Napoléons et les frontières de la France*, cri de colère contre la dynastie qui, par deux fois, a amené le morcellement. L'année suivante, 1872, il fit paraître ses *Mélanges d'archéologie celtique*, écrits de 1860 à 1870. Il s'était jeté dans les voyages après la mort d'un de ses fils, peintre distingué, enlevé à sa tendresse à l'âge de trente ans. Il parcourut la Bretagne, la Grande-Bretagne, l'Irlande, les pays Scandinaves, l'Italie, le Portugal, la Grèce, l'Algérie. C'était un voyageur excellent. Il se donnait l'ordre de partir : il partait. Point de bagages. A chaque étape, il visitait les hommes importants, les hommes spéciaux, et, avec eux, les monuments grands ou petits, authentiques ou problématiques. Il savait marcher, il savait écouter, il savait voir[1]. Il se faisait des amis partout ; non pas de ces amis littéraires qui ne sont que pour l'agrément ou la décoration, mais des amis chauds et dévoués qu'il

1. M. Hanotaux, *Henri Martin*.

aimait de son côté comme des frères. Il s'associait à leurs enthousiasmes, et même, s'il faut tout dire, à leurs illusions.

Il méditait un voyage en Égypte et en Asie Mineure, quand il fut surpris par la mort. Son voyage en Grèce fut pour lui un enchantement. Il n'abandonna pas ses anciens dieux pour ceux de la Grèce. Il écrivait d'Athènes à un ami: « Ne craignez pas que j'oublie nos druides pour Zeus Olympien ou pour Pallas Athéné. Je suis un Celte incorrigible, et voudrais seulement rapporter le soleil des Hellènes, comme nos ancêtres rapportaient les vignes du Latium. »

Je ne ferai que mentionner *Vercingétorix*, un drame en vers qu'on a essayé de mettre à la scène et qui n'a pu s'y maintenir. Henri Martin était devenu, à force de volonté, un historien; il n'était ni poète, ni auteur dramatique. Vercingétorix était une de ses passions, comme Jeanne d'Arc. Heureusement pour nous, il n'a pas mis Jeanne d'Arc en vers. Il n'en a pas fait une tragédie après

Schiller. Il s'est contenté d'en faire l'histoire, et cette histoire est un chef-d'œuvre.

Parmi ces livres à côté, celui auquel il tenait le plus, est le volume publié en 1847 sous ce titre : *De la France, de son génie et de ses destinées*. On peut le considérer comme la conclusion de son *Histoire de France*. Il aurait pu supprimer dans son dix-neuvième volume le chapitre qu'il intitule *Conclusion*, et le remplacer par cette publication de 1847, qui est à la fois plus ample et plus claire, sans arriver toutefois à une clarté complète. Ce livre, dédié à Jean Reynaud, et tout imprégné de ses doctrines, se sépare de lui sur un point capital. Jean Reynaud était resté saint-simonien à certains égards et le saint-simonisme, enivré de philosophie, usait et abusait de l'universel : c'était, si je puis le dire, une école œcuménique. Ses aspirations étaient donc plus humanitaires que françaises. Au début de la Restauration, la Sainte-Alliance avait soufflé sur le monde un courant de cosmopolitisme ; mais c'était

un cosmopolitisme chrétien; les saint-simoniens poursuivaient le même but quinze ans après, en remplaçant le mysticisme chrétien par un mysticisme purement philosophique. Cette idée d'une association universelle de tous les peuples allant presque jusqu'à l'unification était restée chère à Jean Reynaud, et il repoussait de toutes ses forces ce qu'il appelait « les restrictions mesquines d'un patriotisme étroit ». C'est un honneur pour Henri Martin de n'avoir jamais porté à un tel excès l'amour de l'universel, et le dédain pour les différences. Contre son ami, qu'il appelle volontiers son maître, il défend avec force l'idée de patrie. Il regarde l'unité énorme à laquelle aspire Jean Reynaud comme ne pouvant aboutir qu'à l'anarchie ou à la papauté; et, en effet, Jean Reynaud, très religieux quoique très opposé aux religions positives, semble disposé à placer à la tête de la Confédération universelle un philosophe religieux, ou un pape laïque. Restons ce que nous sommes, dit Henri Martin.

Restons Français ou Allemands. Restons autonomes. Il accepte des alliances, il accepte l'arbitrage; mais il repousse l'unification.

Jusque-là, rien de plus juste et de plus nécessaire. Restons Français, il a raison. Acceptons, comme il le dit, les groupements par affinité et par consentement mutuel; condamnons les groupements par la conquête. A merveille. Il ne commence lui-même à se tromper que quand il entreprend d'intervenir entre les peuples, sous prétexte de revendication, pour rectifier les conséquences des délimitations anciennes. Sa doctrine des nationalités n'est pas conservatrice, elle est essentiellement guerroyante. S'il ne s'agissait que de maintenir les nationalités dans leurs conditions actuelles, et de les garantir contre la conquête à main armée, contre la force brutale, le débat serait bien vite fini. On s'entendrait même sur le droit de porter par la force la civilisation chez les barbares, pourvu qu'on ne profite pas de la qualité de

civilisés pour faire œuvre de barbares en réduisant les vaincus à la servitude. Mais quand on parle de refaire la géographie politique sur un plan nouveau pour réparer d'anciennes injustices, de transporter des provinces d'un État à un autre et de créer des unités en s'appuyant sur la communauté du langage ou sur de prétendues affinités de races, alors les principes perdent leur netteté, les applications deviennent arbitraires, les jugements changent avec les intérêts, l'intérêt du peuple qu'il s'agit de déclasser n'est pas toujours facile à saisir, et quand cet intérêt est manifeste, il peut être en contradiction avec l'intérêt général, et supprimer par exemple la liberté de l'Europe pour affirmer celle d'une province. Il en est des annexions comme des révolutions. Elles peuvent être nécessaires. Quand elles ne sont pas imposées par une nécessité absolue, elles ne manquent jamais d'être fatales. Il faut appliquer au monde politique le système métaphysique d'Aristote, où Dieu n'inter-

vient pas comme moteur, mais comme désirable.

Je ne dis pas que les théories philosophiques de Henri Martin soient aussi claires que son histoire; ni qu'il soit arrivé à une définition exacte du principe des nationalités; ni que l'unité soit la conséquence nécessaire de l'indépendance; ni qu'il ait été utile pour l'unité de la France de faire l'unité de l'Italie; ni que l'unité de l'Allemagne ne soit pas menaçante pour l'indépendance de l'Europe. Quand il veut réparer de vieilles injustices, sur lesquelles les siècles ont passé, il s'expose à des injustices nouvelles, et à des guerres sans nécessité, et par conséquent sans excuse. Quand il se trouve, dans l'histoire contemporaine, en face d'une injustice commençante, il la discerne avec netteté et la combat sans défaillance. Il est discutable en ce qu'il innove, et respectable en ce qu'il conserve. Il combat l'oppression sous toutes ses formes, partout et toujours. On pourrait prendre pour synthèse de sa vie et de ses

doctrines cette maxime, qui est la synthèse de la morale : *Le droit prime la force.*

C'est seulement après la troisième édition de son *Histoire de France* que Henri Martin, ayant recommencé son travail, l'ayant refait, amélioré, rectifié, se trouva libre enfin d'aller en avant, et de compléter l'histoire de la France par l'histoire de la Révolution française. Il revint à la première idée qu'il avait eue à vingt-trois ans; il entreprit d'écrire une histoire pour le peuple, et de la faire illustrer pour la répandre davantage et pour graver plus sûrement dans les esprits le souvenir des grands événements. Il a mené cette entreprise jusqu'au bout, parlant, dans les dernières pages, de ses compagnons de chaque jour, écrivant le soir l'histoire qu'il avait faite avec eux le matin; homme de parti, parce qu'il le fut toujours profondément, sincèrement, honnêtement ; mais arrivé, à force de pratiquer les hommes dans l'histoire et dans la vie, à les juger avec impartialité, avec sérénité. Personne

ne voyait les choses de plus près, puisqu'il était mêlé à tout. Son impartialité n'allait pas jusqu'à la neutralité, et je l'en félicite. On reconnaissait à chaque ligne son opinion; mais il donnait les raisons de l'adversaire, et traitait les personnes avec justice et générosité. C'est la seule impartialité permise aux contemporains, la seule possible. En histoire comme en éducation, la neutralité et la nullité ne font qu'un.

Nous sommes, Henri Martin et moi, presque les contemporains des commencements de la Révolution. Nous ne les avons pas vus; mais nous avons vu ceux qui y avaient pris part. Nous avons connu des constituants et des conventionnels. Nous avons reçu des confidences dans nos familles. Henri Martin surtout, qui remonte à 1810, et qui était déjà un historien à l'âge où la plupart des hommes achèvent leurs études, a passé sa vie à écrire l'histoire du passé, et à préparer l'histoire du temps présent, par la lecture assidue des documents, par l'étude attentive du théâtre

où ils ont eu lieu, et toutes les fois qu'il le pouvait, par la fréquentation des acteurs. Avec sa curiosité toujours éveillée et son activité infatigable, il allait toujours où il fallait aller pour savoir, et il se reposait d'une enquête par une autre.

Je parlais de la fidélité de Henri Martin à son parti. Elle était absolue. Je ne l'en loue pas. M. Hanotaux remarque qu'il se séparait de son parti, en ce que les libéraux voulaient désarmer, tandis que, fidèle au principe des nationalités, il voulait que la France fût toujours prête à combattre, parce qu'il voyait en elle le soldat du droit. On pourrait citer de même, comme preuve d'indépendance, son admiration, très légitime d'ailleurs, pour Richelieu et pour Louis XIV. Un esprit comme le sien ne parvient jamais à s'immoler. La vérité est qu'il suivait son parti, dans l'histoire, presque toujours, et dans la pratique toujours. Non, encore une fois, je ne l'en loue pas. C'est une fidélité à contresens : car il n'y a rien d'infidèle et de tournant

comme les partis. Ils sont fidèles aux mots, non aux choses. Je le prouve : pourquoi est-on républicain? Pour être libre. Si la république devient oppressive, et qu'on reste fidèle à la république, je dis qu'on est fidèle à un mot, et que c'est, en réalité, être infidèle. Cela me mènerait loin, si je restais dans le temps présent ; mais je me place à l'origine de la Révolution, et sur-le-champ, pour ce mot même de révolution, je demande à ceux qui se disent révolutionnaires : Pour quelle révolution êtes-vous? Car il y a la révolution de la justice, qui est celle de 1789 ; et la révolution de la haine, qui arrive à son apogée en 1793. Tous les historiens, je parle des historiens dignes de ce nom, de M. Henri Martin par exemple, sont pour la révolution de 1789, contre celle de 1793, après avoir marqué nettement la différence d'origine et de caractère entre l'une et l'autre. Mais, s'ils condamnent 1793, ils ne le condamnent pas assez. Ils lui trouvent des atténuations ; ils lui cherchent des excuses. Ils voient en 93 la

continuation, l'exagération de 89. Tant s'en faut : 93 est la négation de 89. C'est une révolution contre la révolution. J'ai beau compulser toutes les histoires. J'en vois qui approuvent tout, et d'autres qui condamnent tout. Il n'y en a pas qui comprennent suffisamment que l'histoire de la révolution est l'histoire d'une guerre civile. Je ne dis pas d'une guerre civile entre la révolution et la Vendée ; non, mais d'une guerre civile entre la révolution qui régénère et la révolution qui assomme.

On nous enseignait l'histoire de la Révolution dans ma jeunesse. On ne nous en enseignait pas d'autre. On nous enseignait celle-là pour la maudire. La Constituante était plus coupable que la Convention et le comité de Salut public, parce qu'elle avait donné le branle à tous ces mouvements. Il fallait garder le Parc-aux-Cerfs, le Livre Rouge et la Bastille, en comptant sur de bons princes, tels, par exemple, que Louis XVI, et comprendre que tout l'édifice allait s'écrouler si l'on

touchait à une seule pierre. Les plus modérés reconnaissaient l'utilité et même la nécessité d'une réforme. Mais, disaient-ils, il fallait la faire par en haut, par l'autorité existante, qui se serait restreinte et réglementée elle-même. Dans ces conditions, on n'aurait pas dépassé le but et remplacé les excès du pouvoir absolu par les horreurs de la démagogie. La main de Turgot aurait suffi... Quand les maux sont passés, on n'est jamais embarrassé pour en trouver le remède, parce qu'on a toutes les hypothèses à son service. Pour attribuer à Turgot cette toute-puissance, on supprime d'un trait de plume les courtisans d'un côté et le peuple de l'autre : les courtisans qui ne voulaient rien livrer, et le peuple qui voulait tout broyer. On ne fait pas l'histoire avec des rêves.

Les maîtres de ma jeunesse nous disaient aussi que, sous la Révolution, l'honneur s'était réfugié dans les camps. C'était un de ces lieux communs, qu'on allait répétant à cette époque de banalités sonores. Il y avait de

l'honneur partout : dans la Vendée, dans la Convention, et jusque dans le comité de Salut public, puisque Carnot y était. La vérité est que notre armée était animée par un grand sentiment de patriotisme, plus puissant que les haines de partis, et sans lequel nous n'aurions jamais résisté à l'Europe. Partout ailleurs, on pouvait se demander où était le devoir : aux frontières il était clair, précis, indiscutable. Les émigrés seuls ne le comprenaient pas. Notez bien que je ne leur reproche pas d'être partis ; je leur reproche d'être revenus. Partir n'était qu'une erreur ; revenir en armes, et comme auxiliaires de l'ennemi, était plus qu'une faute. En guerre étrangère, il faut être pour la patrie ; en guerre civile, pour la liberté. Patrie ! liberté ! Il n'y a que cela de grand après Dieu.

Henri Martin avait été élevé, comme tous ceux de sa génération, dans des idées rétrogrades. Mais elles n'avaient jamais eu de prise sur lui. Dès qu'il tint une plume, il défendit les idées de progrès et de liberté,

Il fut surtout patriote. Rien ne saurait être plus fortifiant que la doctrine et les exemples de Henri Martin. La patrie remplit son livre comme elle a rempli sa vie. Quelles que soient les tristesses du dedans, il faut défendre, il faut sauver la patrie ; c'est le premier et le plus saint des devoirs. Il n'y a pas d'intérêt plus cher, parce qu'à celui qui a perdu la patrie, il ne reste rien ; le droit des citoyens, tous leurs droits périssent avec la patrie. Les dissensions civiles, toujours lamentables, sont deux fois criminelles en présence de l'ennemi. Internationalisme ! cosmopolitisme ! mots barbares, doctrine de néant. Le cœur n'aime plus, à force d'aimer trop haut et trop loin. La vraie doctrine, celle qui remplit et agrandit le cœur sans dépasser ses forces, est celle qui nous attache aux champs paternels, à la race des aïeux, à leur langue, à leurs traditions, à leurs lois, à leur foi. Ce n'est pas seulement une doctrine ; c'est tout ensemble une doctrine et un fait. Ce n'est pas la patrie abstraite, l'idée de

la patrie; c'est la France. Chaque page du livre la fait mieux comprendre et aimer davantage. L'historien sait qu'il doit rendre la patrie aimable; il le ferait par devoir, mais c'est par une impulsion naturelle qu'il le fait, sans le vouloir et sans y penser. Oui, c'est là la France, laborieuse, économe, aimant le plaisir, aimant encore plus l'honneur, patriote, mais généreuse, soldat du droit et de l'idée, prompte aux entraînements, mais solide dans la lutte, fidèle malgré ses variations de surface, aimante malgré ses accès de colère, aimable jusque dans ses caprices, et plus capable qu'aucun peuple du monde de rebondir après une défaite et de reprendre, au moment où on la croit perdue, le gouvernement de la pensée, de la politique et de la mode. Il appartenait à celui qui a passé un demi-siècle à étudier la patrie, qui l'a suivie dans ses douleurs et dans ses triomphes, et n'a pas eu d'autre vie que la sienne, de crier à ses concitoyens que la patrie passe avant tout, et qu'il faut vivre et mourir pour elle...

Si un Français pouvait jamais oublier cette chère maxime, 1871 la lui aurait apprise.

Les hommes de la génération de Henri Martin sont doublement malheureux : ils ont vu 1815 et 1870, Waterloo et Sedan. Ils portent au cœur deux blessures.

Je ne vous ai montré Henri Martin que dans ses livres; je ne veux pas le quitter sans vous dire un mot de sa vie de patriote. Il a été jusqu'à soixante ans en dehors du monde officiel. Tout jeune, il faisait, d'instinct pour ainsi dire, opposition à la Restauration; au lendemain de la révolution de Juillet, il entra, pour n'en plus sortir, dans le parti républicain; il fut un des plus irrités et des plus révoltés sous le second empire. Il était de ceux qu'on appelait alors les proscrits de l'intérieur. Je me trompe; pendant que le monde officiel le repoussait, il avait été accueilli et récompensé par ce grand corps de l'Institut, qui ne connaît que le talent. Après avoir épuisé sur lui toutes ses récompenses, l'Institut n'attendait plus qu'une

occasion pour l'appeler dans son sein. On attaque les Académies quand on ne peut pas y entrer, ou avant d'y entrer. Il faut au moins reconnaître qu'elles ont le mérite d'être une patrie pour ceux que la patrie oublie; de leur donner des appuis, des protecteurs, des livres, le moyen de fouiller dans les archives, de connaître de près et d'interroger les maîtres. Henri Martin entra dans notre Académie le 29 juillet 1871 en remplacement de M. Pierre Clément; il eut l'honneur de succéder à M. Thiers à l'Académie française le 13 juin 1878. Il avait été élu représentant du peuple en 1871. Ici, permettez-moi, messieurs, un souvenir personnel. Nous étions à Bordeaux, où j'appris le premier, par la place que j'occupais, le résultat de la conférence de M. Thiers avec M. de Bismarck. Nous n'avions pas le temps de penser aux cinq milliards, qui se trouvèrent bien dépassés. Ni le temps, ni le cœur. Qu'était-ce que l'argent dans ce désastre! Le coup, le vrai coup, qui nous semblait à tous un coup mortel, était la

perte des deux provinces. Il fallait mettre au bas de ce traité la signature des représentants du peuple, en qui seuls reposait la souveraineté de la France. On discuta, on vota. Pendant qu'on votait, je fus obligé, pour écrire une dépêche, de passer derrière la toile qui séparait le bureau des coulisses du théâtre. J'aperçus un petit groupe de représentants qui entouraient Henri Martin, assis sur une chaise, tout pâle, couvert d'une sueur froide, comme un homme qui va s'évanouir.

« Qu'y a-t-il? m'écriai-je. Qu'est-il arrivé? — C'est le vote, me dit-on; c'est la France. Ce vote-là est impossible pour lui. C'est sa vie qu'on lui arrache. »

J'étais nerveux dans ce moment; nous l'étions tous; nous ressemblions à des condamnés arrivés sur le lieu de l'exécution.

Je venais d'avoir une étrange scène. Un député m'avait arrêté au passage.

« Je ne voterai pas, me dit-il. — C'est de la démence ! répondis-je. La France a le

couteau sur la gorge. — Oh! je donnerais ma signature si elle était nécessaire; mais la majorité sera immense. Je ne voterai pas. Je n'aurai pas cette tache sur ma mémoire. — Monsieur, lui dis-je alors, ou plutôt je le lui criai : Monsieur, vous êtes un lâche! »

Il vota cependant.

J'étais encore frémissant de cette scène quand je m'approchai de Henri Martin. Il y avait loin de l'égoïste qui voulait se ménager, au patriote qui ne voulait pas céder. Pourtant il m'apparaissait que le sacrifice de ses répugnances et de ses douleurs était imposé à chacun de nous; que nous le devions à la grande blessée, et que nous nous le devions les uns aux autres.

« Êtes-vous ici le seul patriote? dis-je à Henri Martin. Est-ce que nous ne sommes pas tous sur la croix? Est-ce que ce n'est pas l'historien de la Révolution qui a signé le premier? »

Mais je pensais au fond de mon cœur que,

si quelqu'un avait le droit de s'abstenir, c'était celui-ci, et celui-là ! Il n'a jamais su quelle tendresse et quelle pitié j'avais pour lui pendant que je le maltraitais.

Il me dit plus tard : « C'est vous, avec vos rudes paroles, qui m'avez fait le plus de bien. »

Il fut maire de Paris. Il fut tout ce qu'il voulut être, ou plutôt tout ce qu'on voulut qu'il fût.

Il acceptait et il remplissait avec un courage exemplaire toutes les tâches qu'on lui imposait. On ne songea même pas à lui offrir d'être ministre. On comprenait qu'il n'accepterait que de se sacrifier. Il ne manquait pas une séance au Sénat. Il était assidu dans les innombrables commissions dont il faisait partie. Avec cela son *Histoire de France* marchait toujours. Elle était toute sa vie; le reste, qui était accablant, ne venait là que comme accessoire.

Il a été emporté par une courte maladie. Il est mort, le nom de Dieu sur les lèvres.

C'était un grand patriote, un grand citoyen.

Il a le droit d'être appelé l'historien national. Nous avons eu ici parmi nous d'aussi grands écrivains, jamais de plus grand cœur.

FIN

365

369

TABLE

PRÉFACE. 1
MIGNET. 71
MICHELET. 131
HENRI MARTIN. 207 297

PARIS. — IMP. P. MOUILLOT, 13, QUAI VOLTAIRE. — 357-16

BINDING LIST AUG 15 1947

DC
36
.95
S5

Simon, Jules
Mignet

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY